

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Allemagne rempart ou avant-garde
par R. Louzon

**Comment poursuivre
la lutte ouvrière**

par C. Ravachol

La conférence des syndicats autonomes
par Ch. Cordier

***La faillite du syndicalisme
des fonctionnaires***

par Roger Hagnauer

Carlo Rosselli et le « partito d'azione »
par N. Chiaromonte

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.
Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 21 - Décembre 1948

L'Allemagne, rempart ou avant-garde R. LOUZON
Garry Davis Y. DELAUNAY
En passant

Comment reprendre la lutte ouvrière C. RAVACHOL

La grève à La Mure

Plus de grèves pour l'U.R.S.S. !

Un exemple vécu : la grève des bateliers
en 1933 Jan VALTIN

Le Manifeste communiste et la Révolution
de 1848 M. COLLINET

La faillite du syndicalisme des fonction-
naires Roger HAGNAUER

**

Le Carnet du Sauvage. — La mine aux mineurs. — Curieux
champions de la liberté de la presse (P. MONATTE).

**

Notes d'économie et de politique. — Le massacre des vaincus,
caractéristique des époques impériales. — Pourquoi Mao Tse Tung
n'a pas d'avions ? — Les vraies victoires du stalinisme. — Vérifi-
cation (R. L.).

**

Dans l'Internationale. — Carlo Rosselli et le « partito
d'azione ». — Chronique ouvrière italienne : le front du travail
est brisé (L'HOMME DE LA RUE). — « Purge » en Tchécoslova-
quie. — Deux congrès syndicaux américains (A. ROSMER). —
Lettre d'Allemagne (FRITZ).

**

Livres, revues, journaux. — La révolution qui s'impose, par
Jean Héraud (P. M.). — Staline le Terrible, par Suzanne Labin
(Jean COIRON).

**

Renaissance du Syndicalisme. — La conférence des syndicats
autonomes (Ch. CORDIER). — Pacifisme et Syndicalisme (E. M.).
— L'autonomie permet tout ? — Anniversaire (R. LE RAI).

**

Faits et Documents. — Le vote des notables (A.-V. J.). —
Des vèpres berlinoises seraient certaines.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans
les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de ten-
dence, de secte ou de parti, afin de réaliser le
maximum d'action contre le patronat et contre
l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme
à l'égard du gouvernement comme à l'égard des
partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme
en 1906. La théorie de la direction unique du
parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle diri-
geant du parti, conduit la C. G. T. à la division
et à l'impuissance. La politique de la présence,
sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dé-
pendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique
une maison confédérale habitable pour tous les
syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée
du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires
syndicaux ne se considérant pas comme une bu-
reaucratie omnipotente et ne regardant pas les
syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale
en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier,
en préconisant la formation de Cercles d'études
syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique
journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'ex-
cluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle
jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale
mondiale. La place des travailleurs n'est ni der-
rière l'impérialisme américain ni derrière l'impé-
rialisme russe. Elle est derrière une Internationale
syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bu-
reau international du Travail ni avec l'Organisa-
tion des Nations Unies. Une Internationale qui
appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les
prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque ef-
fort donné à une institution gouvernementale est
un effort voté à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme
ne peut s'édifier avec puissance que sur les tri-
ples fondations de l'indépendance, de la lutte de
classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-
mière Internationale : l'émancipation des travail-
leurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-
mêmes.

L'ALLEMAGNE

rempart ou avant-garde

Comme l'on a raison de dire que l'histoire n'apprend jamais rien ! Nos politiciens et l'« opinion publique » qui les suit recommencent à l'égard de l'Allemagne la politique imbécile qu'ils ont suivie entre les deux guerres et qui a abouti à la catastrophe que l'on sait.

Vous vous rappelez l'antienne. Durant vingt ans, de 1918 à 1938, sous le prétexte de « sécurité », tous les gouvernements français, quelle que soit leur couleur, se sont opposés farouchement à tout ce que tentait l'Angleterre pour permettre à l'Allemagne de vivre. Pour la « sécurité », il fallait que l'Allemagne paye des réparations astronomiques qui auraient fait que les Allemands eussent dû travailler uniquement pour les Français ; pour la « sécurité », il fallait que, contrairement à leur volonté commune, l'Allemagne et l'Autriche ne s'unissent pas, non seulement politiquement mais même économiquement, ce qui rendait impossible la vie de l'Autriche ; pour la « sécurité », la France fit échouer toutes les tentatives de désarmement général, il fallait qu'elle reste armée jusqu'aux dents tandis que l'Allemagne devait demeurer totalement désarmée. Le beau résultat de cette politique de sécurité, on le connaît : ce fut d'abord Hitler, puis la guerre et la défaite.

Eh bien ! on remet ça. Pour la « sécurité », les Allemands doivent maintenant être privés du seul bassin houiller et métallurgique qui leur reste, cette Ruhr qui est le cœur même de toute leur économie et qui, s'il s'arrête de battre, les condamne à l'inanition.

Anglais et Américains ont beau multiplier les contrôles tendant à permettre de s'assurer à tout moment que la Ruhr ne travaille pas pour la guerre, cela ne suffit pas ! Ce qu'il faut à nos chauvins froussards c'est que la Ruhr ne soit plus allemande, qu'elle ne soit plus **propriété allemande**. Des Etats étrangers doivent s'y installer en maîtres, et pour toujours ! En régler et en diriger souverainement la production, dont ils percevront naturellement... les bénéfices. Tout au plus, condescendra-

t-on à tolérer des Allemands comme contremaîtres.

En un mot, aujourd'hui comme il y a trente ans, ce que veut la France, c'est réduire l'Allemagne à l'état de colonie.

Eh bien ! on ne réduira pas l'Allemagne à l'état de colonie ! Cela pour la simple raison que ce n'est pas possible. Le peuple allemand ne peut pas accepter d'être serf. Il est trop puissant, matériellement, intellectuellement et moralement, pour pouvoir admettre un tel sort... même s'il y consentait. Tout ce à quoi on peut le réduire, c'est au désespoir. Or son désespoir, c'est justement cela qui constitue le plus grave danger pour la France, ce qui menace le plus sa « sécurité ».

Il y a quinze ans, la réduction des Allemands au désespoir les a conduits à se jeter dans les bras de Hitler ; aujourd'hui, une politique semblable les conduirait à se jeter dans ceux de Staline. Et ce serait au moins aussi grave !

Le danger allemand, un danger proprement allemand, n'est aujourd'hui que pure imagination. Le seul danger réel, c'est le danger russe. L'Allemagne ne peut plus rien par elle-même. Elle peut cependant encore beaucoup en tant qu'auxiliaire. Dans le conflit qui vient, elle peut être un rempart pour la France, ou bien, au contraire, l'avant-garde de l'invasion russe. D'Herriot à de Gaulle, nos politiciens font tout ce qu'ils peuvent pour que ce soit le second terme de l'alternative qui se réalise.

Mais même le crétinisme est conditionné par des intérêts matériels. Dans le cas présent, ces intérêts matériels sont manifestes : ce sont ceux des maîtres de forges de Lorraine.

L'une des principales causes de la guerre de 1914 fut le désir des maîtres de forges français, possesseurs, par la Lorraine, du minerai de fer, de devenir maîtres également du charbon et du coke, en devenant les maîtres de la Ruhr ; volonté qui avait d'ailleurs, comme contrepartie, celle des maîtres de forges allemands qui, maîtres du

charbon, voulaient devenir maîtres du minerai, en s'emparant de la Lorraine française. Malgré la victoire de 1918, l'opposition de l'Angleterre et de l'Amérique a empêché les de Wendel et les Schneider de réaliser leur rêve, mais ceux-ci ne l'ont point pour cela abandonné. Nos métallurgistes ont conçu le dessein de tirer de la défaite ce qu'ils n'avaient pu obtenir de la victoire. Avoir la Ruhr pour eux tout seuls, eux, les vaincus de 1940, c'était certes impossible, mais ils voudraient l'avoir, au moins en participation. Parmi les associés éventuels, ils sont à peu près les seuls à pouvoir utiliser le coke et l'acier rhéno-westphaliens, ce sont donc eux qui tireraient le plus grand profit de cette participation, et sans doute seraient-ils les seuls à en tirer

réellement profit ! En fait, par la force des choses, ils seraient seuls maîtres de la Ruhr.

Or pour cela, il faut que la Ruhr ne soit plus **propriété** allemande ; c'est donc sur cette question de la propriété qu'ils sont en train de jeter feu et flammes, par le moyen de tous leurs larbins de la presse et du Parlement.

Si vous doutez qu'il en soit bien ainsi, regardez ce détail, combien caractéristique : François-Poncet a été délégué spécialement en Allemagne auprès des généraux alliés, pour surveiller l'affaire. François-Poncet, c'est-à-dire l'homme qui, de tout temps, depuis les tout premiers débuts de sa carrière politique et parapolitique, a été l'agent du Comité des forges !

R. LOUZON.

Garry Davis

Il convient de saluer le geste de cet homme. Du petit homme qui, un beau jour, interrompt la majestueuse délibération des représentants des prétendues nations unies.

Nous autres, nous nous contentions de hausser les épaules, d'ironiser, de gouailler (« Gale paix où ? ») O.N.U. après S.D.N., on ne nous la ferait plus.

Oh ! je sais bien que certains ne prenaient pas gaiement leur parti de l'impuissance commune. Ils se souvenaient d'une autre nuit noire, des drapeaux rouges déjà bafoués. Encore y avait-il des Zimmerwald et des Kienthal en ce temps-là.

Allez parler d'un Zimmerwald maintenant.

**

J'avoue ne rien savoir, mais rien du tout du petit homme. Ouvrier ? Paysan ? Employé ? Et puis quelle importance ? On lui a collé un jour un uniforme sur le dos et on lui a expliqué l'enjeu de la lutte où on l'envoyait : la paix enfin entre les hommes. La paix ? D'accord. Et il a mené la lutte avec la même loyauté, la même fidélité que ses millions de camarades d'armes ou d'adversaires.

Mais cette paix qu'on lui avait promise ?

**

En d'autres temps il eût rejoint la lutte ouvrière, partis ou syndicats symbolisant l'espérance des hommes. Où en est donc aujourd'hui, hélas !, le mouvement ouvrier ?

Alors, quand il a vu ça : le byzantinisme odieux des diplomates et l'ombre de la guerre de nouveau — à la merci du premier con venu de militaire à Berlin ou ailleurs — et rien, plus rien pour faire barrage, il est allé rappeler la promesse qu'on lui avait faite.

Il est allé leur dire, aux ambassadeurs, qu'ils se débrouillent comme ils voudraient, mais que lui, pour sa part, jamais plus ne piloterait un bombardier. Il est allé leur demander de convoquer une Assemblée des Peuples. Une assemblée de ces peuples « qu'on ruine et qu'on tue ».

**

Evidemment, les gens distingués ricaneront : bouffonnerie, candeur. Les gens prudents aussi, pour qui cette cause ne représente pas une valeur assez sûre.

Et cependant, ils étaient des milliers l'autre soir, pléinant devant Pleyel. Le 9, c'était la grande foule au Vel' d'Hiv'. Et voici que commence à se mouvoir le travaillisme anglais. Evatt lui-même reçoit Garry Davis.

Ne nous leurrions pas. Nous n'en sommes qu'à un humble, très humble début ; et peut-être le mouvement s'égarera-t-il dans des fondrières. Mais voyez-vous autre chose à faire que de reprendre tout à ras du sol ?

Et sans doute n'y avait-il plus que ce geste du petit homme à pouvoir réveiller un monde écoeuré, résigné, las de toutes les promesses jamais tenues et des systèmes faux.

**

En tant que le geste de Davis traduit la poignante protestation de l'immense piétaille des peuples contre la guerre, les syndicalistes révolutionnaires sont aux côtés de cet homme.

Eux qui demandèrent jadis à la classe ouvrière de répondre par la grève générale à la déclaration de guerre, pourraient-ils ne pas soutenir cette chance fragile, mais sans doute suprême de paix ?

Et peut-être, comme disait Jaurès en son discours de Vaise : « le battement unanime du cœur des hommes parviendra-t-il à arrêter l'horrible cauchemar ».

Yves DELAUNAY.

En passant...

STYLE « AURORE » ?

Un lecteur grincheux nous écrit : « Votre chronique « En passant » est digne du style de « l'Aurore ». Minute, cher ami. D'abord nous ne lisons point « l'Aurore ». Nous ne nous intéressons pas aux exercices du curieux tandem journalistique Bastid-Lazurick. Mais pas du tout. Et puis, cette rubrique existait dans la R. P. avant la naissance de ma tante Aurore. Bien avant. Avant les « lampistes », les « hurons » et autres « bossus ». Nous avions pour règle d'y appeler un chat, un chat. Permettez-nous de continuer..

LE PAPE AVEC NOUS

D'après la « République fédérale - Masses » fusionnées, le congrès de l'Union européenne des fédéralistes qui s'est réuni à Rome du 7 au 11 novembre a obtenu une audience de S. S. Pie XII. Cela témoigne, écrit M. Henri Frenay, « que la création de l'Europe sous le signe du fédéralisme emporte, avec l'adhésion des masses, celle des plus hautes personnalités ». Nous voulons bien le croire. Mais nous avons tout de même été un peu estomaqués d'apprendre que des syndicalistes Force ouvrière avaient participé à la chose. Faut-il en inférer qu'un seul pape — le pape confédéral — ne suffit plus à leur bonheur ?

APRÈS L'ÉCHEC DES MINEURS

Comment poursuivre la lutte ouvrière

Les échos qui parviennent de divers côtés montrent la lassitude des mineurs qui reprennent le travail découragés. Le gouvernement chante victoire, il croit avoir résolu la question parce que la troupe et la police ont occupé les puits et matraqué les récalcitrants. Il se trompe lourdement, comme à l'ordinaire.

Certains voient dans cette défaite des mineurs une défaite cuisante infligée au parti communiste et s'en réjouissent. Juger ainsi, c'est manquer de largeur de vues. D'abord parce que le parti communiste conservera ses militants quoi qu'il advienne (ceux qui croient réellement à l'efficacité du parti, à la révolution politique) et cela seul est important pour lui. De plus, son opération pour criminelle qu'elle fut à l'égard des mineurs, aura tout de même paralysé l'économie durant plus d'un mois; donc pas si mal réussi (si tel était l'objectif). Ensuite parce que cette défaite est finalement une défaite de la classe ouvrière et qu'elle se traduit par la déconsidération de la grève.

Cet échec va accentuer l'apathie des travailleurs et finir de leur faire perdre confiance dans leurs organisations syndicales.

Des faits, à peu près semblables, lors des grèves de novembre 1947, s'étaient déjà traduits par un découragement des travailleurs et par l'abandon des syndicats. Beaucoup de ceux qui ont déchiré leur carte syndicale sont restés inorganisés malgré l'espoir que l'on avait de les voir rejoindre F.O. Ceux qui y sont allés l'ont fait avec beaucoup moins d'empressement qu'on ne l'aurait supposé. Essayons de résumer le déroulement de cette grève des mineurs.

* *

C'est, à ma connaissance, le décret anti-ouvrier de Lacoste qui a motivé le déclenchement de la grève. Ce fut, en somme, la cause « officielle » utilisée au début par la C.G.T.

Ainsi que l'a écrit la « Révolution prolétarienne », la consultation des mineurs s'est faite dans la confusion, ou, tout au moins, sans explication suffisante.

Mais, il est bien évident qu'il y avait d'autres causes légitimant la grève, ne serait-ce que l'insuffisance de certains salaires en regard des dures conditions de travail.

EXPLOITATION POLITIQUE DU MOUVEMENT

Personne ne peut contester l'exploitation politique de la grève.

Les dirigeants staliniens de la C.G.T. et de la Fédération du sous-sol se sont servis du mécontentement des mineurs et de leurs légitimes revendications pour aboutir à des résultats politiques, suivant le procédé classique.

La C.G.T. a laissé s'épuiser les mineurs dans une grève de sept semaines, sans prendre les moyens pour aboutir. Pourquoi cela? Parce que les dirigeants avaient autre chose en vue que la solution des problèmes professionnels. Peut-être fallait-il que la grève dure pour intimider les diplomates qui siègent à l'O. N. U.? Pour entraver l'économie française? De toute façon il fallait obéir aux ordres de Moscou, pour servir la politique internationale de l'U.R.S.S.

C'est pourquoi la grève ne pouvant s'éterniser dans le calme, il fallait stimuler les énergies. Alors intervint l'abandon des services de sécurité qui provoqua la réaction gouvernementale.

La presse de droite au service du capital, les tenants de l'ordre à tout prix, le gouvernement ont immédiatement crié au sabotage du patrimoine national. Ils avaient beau jeu! Alors que d'autres, que nous connaissons bien (les capitalistes) de façon voilée mais réelle, ne cessent de saboter notre économie en négligeant l'investissement, le renouvellement des moyens de production. Ce sont eux les vrais responsables de la vétusté de notre industrie.

Il est vrai que l'abandon des mesures de sécurité fut une innovation malheureuse et contraire aux traditions du mouvement ouvrier français. Même les syndicalistes révolutionnaires n'ont jamais envisagé le sabotage des moyens de production comme moyen d'action contre le capitalisme; Georges Sorel estimait que le « sabotage » entraînait progressivement la perte de l'amour du travail, de l'ouvrage bien fait, de la fierté ouvrière. En conséquence, par le « sabotage systématique » les travailleurs se déconsidéreraient eux-mêmes.

Il eût été préférable pour les salariés de s'emparer des moyens de production, au lieu de les détruire, cela eût marqué une étape vers l'accession à la gestion économique.

Nos ministres se plaisent à dénoncer le jeu des staliniens et, cependant, toute leur « clairvoyance » consiste à tomber dans le panneau, par le déploiement des forces policières et les mesures de répression.

Le gouvernement s'obstine à défendre la position de ses ministres incapables, il se refuse à discuter, il s'entête à ne pas voir la misère ouvrière, n'ayant pas de programme, ou, plutôt, tout son programme tenant dans une prétendue défense de la monnaie. Il ne peut se féliciter que d'une chose: le « maintien de l'ordre », la « sauvegarde de l'autorité républicaine ». C'est bien maigre. Surtout quand cette République laisse « crever » ceux qui travaillent pour elle.

Le gouvernement facilite l'agitation en apparaissant comme un « provocateur » car l'ordre ne peut être maintenu indéfiniment au mépris de la justice sociale la plus élémentaire.

RESULTATS

Sur le plan revendicatif, aucun avantage sérieux n'a été arraché. Les familles se trouvent dans la gêne, la misère s'est accrue et règne dans bien des foyers. Les modestes secours distribués ne risquent pas de suffire à combler le trou de sept semaines sans salaire.

Ajoutez à cela le chômage en perspective à la suite du noyage de certains puits et le travail dans l'insécurité du fait des pressions exercées par les staliniens contre ceux qui ont repris le travail.

Le travail, dans l'ensemble, a repris dans la plus grande confusion et l'on est incapable de savoir où en sont les revendications.

Sur le plan moral, cette grève se solde par un épuisement des forces ouvrières, qui se répercutera sur l'organisation dans un avenir prochain et qui diminuera les possibilités d'action directe du prolétariat. Signalons aussi un accroissement de la division dans les rangs ouvriers entre grévistes et non grévistes, division très préjudiciable à la collectivité comme aux individus eux-mêmes (attentats, brimades et sévices de toutes sortes exercés contre les opposants à la dictature communiste).

Enfin, c'est un triomphe de l'Etat, de la répression: triomphe dont peut se féliciter le grand patronat; trop heureux de rejeter ses responsabilités sur l'Etat-patron, de se faire protéger par sa police; pendant que les capitalistes poursuivent en toute quiétude « leurs affaires » sans craindre l'action ouvrière, sans se soucier des grèves, que le gouvernement brisera.

Nous l'avons déjà mentionné, la C.G.T. n'avait pas l'intention de faire aboutir les revendications professionnelles, celles-ci n'étant qu'accessoires, mais de réussir dans son action politique (paralyse de l'économie française, sabotage du plan Marshall).

La solidarité de la C.G.T. et des autres professions ne s'est pas manifestée. Pourquoi la C.G.T. n'a-t-elle pas déclenché la grève générale, seul moyen d'amener le gouvernement à composer? Sûrement parce que l'ensemble des travailleurs n'était pas décidé à débrayer pour soutenir l'action des mineurs.

L'attitude des autres centrales syndicales (par peur de l'emprise communiste, ce qui, du reste, ne l'a pas empêchée) n'a pas facilité la réussite.

A noter que dans la situation présente, où les familles ouvrières sont réduites à la « portion congrue », les travailleurs n'ont plus le moyen de tenir une grève durant plusieurs semaines.

PERSPECTIVES

Il est vraisemblable que la C.G.T. poursuivra son agitation ou, tout au moins, son action politique, au mépris des intérêts réels de la classe ouvrière.

La C.G.T.-F.O. est chaque jour plus décevante, du moins l'attitude de ses « bonzes » qui dénaturent l'action des militants de base, ceux qui, à la scission, avaient la volonté non seulement de bâtir un syndicalisme indépendant, mais de rassembler le plus grand nombre de travailleurs sur un programme constructif et révolutionnaire.

La C.G.T.-F.O. est paralysée par un anti-communisme stérile, elle continue de tout espérer, de tout attendre du gouvernement, des palabres dans les couloirs de la présidence du

conseil ou des séances du Conseil économique. Elle ne tient pas le langage de fermeté qui serait nécessaire à l'égard de M. Queuille et de ses ministres, en particulier lorsqu'on parle de limiter le droit de grève. Surtout, elle a peur de l'action.

Pour ne pas être injuste, il faut noter que les cadres de la C.G.T.-F.O. sont peu expérimentés et, dans bien des cas, peu décidés à se heurter aux chefs staliniens de la C.G.T. Peu aptes aussi à encadrer un mouvement.

La C.F.T.C. a également beaucoup trop compté sur le gouvernement, sur la baisse des prix au détriment du standard de vie des salariés, qui ne peut être sacrifié indéfiniment...

Du côté gouvernemental, on est engagé sur la voie de la régression sociale, on parle de limitation du droit de grève, nos « éclairés » gouvernants croient à la puissance magique du libéralisme pour redresser la situation économique. Il est question de « dénationalisation » des industries aéronautiques (sans doute pour l'appel à des capitaux privés).

Les mesures visant les militants communistes risquent de se retourner contre d'autres dirigeants ouvriers et en définitive contre la classe ouvrière.

Dans les jours à venir, chaque grève sera étroitement surveillée par les forces policières et l'Etat sera enclin à y trouver des motifs politiques malgré le bien-fondé des revendications.

L'incapacité, que l'on croirait congénitale chez les gouvernements qui se sont succédé depuis la Libération, est tellement flagrante que le procès de nos « excellences » n'est plus à faire. Plus soucieux de tripotages électoraux et de combinaisons partisans que du bien commun, ils sont tous les artisans de la « pétardière » où nous nous débattons. Lorsqu'ils brandissent, devant la poussée des conflits sociaux, l'épouvantail de la « chute du régime », de la « perte des libertés démocratiques » et tout l'arsenal des slogans, nous pouvons leur retourner leurs arguments, car en cas de grabe, le prolétariat n'y sera pour rien, la chute du régime sera le fruit de l'incompétence, de la gabegie, du manque de réalisme et d'équité des politiques.

Devant de telles constatations (que l'on avait déjà pu faire sous la III^e République, mais dont les conséquences étaient moins graves, puisque nous étions en période d'abondance relative), que pourrions-nous attendre d'un gouvernement à quelque tendance qu'il appartienne? Sans parler du danger gaulliste qui se rapproche et en mettant les choses au mieux, un gouvernement dit « de gauche » pourrait peut-être étendre les « avantages sociaux » des salariés, mais serait certainement incapable de rénover l'économie. Nous devons compter, avant tout, sur nous-mêmes.

Il me semble donc nécessaire de replacer les travailleurs devant leurs responsabilités, de leur faire comprendre qu'ils ont plus à attendre d'eux-mêmes, de la conjugaison de leurs efforts pour sortir de leur condition de prolétaires (matériellement et moralement) que de tout espérer d'une révolution politique, extérieure à eux, quel que soit le « Sauveur » proposé.

« REPENSER » LA GREVE

Etant donnée l'attitude gouvernementale et l'action néfaste d'asservissement de la C.G.T. par le parti communiste, comment la classe ou-

rière va-t-elle poursuivre la lutte pour son émancipation sociale? Compte tenu de la lassitude qui envahit les esprits et les cœurs, et aussi de l'incapacité de résistance ouvrière, vu la précarité de nos ressources.

La grève doit-elle être rejetée? Certains le pensent, mais ils ne se trouvent pas (comme par hasard) dans nos rangs. Le journal « Le Monde » reprochait il y a peu de temps aux dirigeants syndicalistes de manquer d'esprit inventif, de n'avoir encore rien trouvé pour remplacer cette « arme de combat périmée », qu'est la grève. (Tout en reconnaissant sa légitimité, peut-être parce qu'ils la considèrent dépassée, donc inoffensive.)

Pour nous, la grève a toujours été une arme de combat, et je crois qu'elle le demeure. Cependant, il peut y avoir quelque chose de fondé dans le reproche fait aux syndicalistes.

La cessation pure et simple du travail a constitué un moyen de lutte excellent contre le capitalisme libéral au moment où naissait le mouvement syndical. Mais la grève est-elle une arme moderne, adaptée aux exigences actuelles du combat ouvrier?

Je crois qu'elle est susceptible d'aménagements et qu'elle peut progresser. Déjà en 1936, les grèves sur lé tas avec occupation passive des usines marquèrent une progression, elles accusèrent la volonté des travailleurs de participer à la propriété des moyens de production. En occupant les usines, nous avions l'intuition qu'elles nous appartenaient, qu'elles étaient un peu nôtres. C'était une étape.

Depuis longtemps les militants syndicalistes préconisent la « grève générale expropriatrice » comme suprême moyen d'action du prolétariat en lutte, sans préciser toutefois comment pourrait ou devrait se réaliser une telle opération. En somme, ils voudraient transformer l'attitude de révolte passive des travailleurs en une prise en mains de l'instrument productif.

Mais ils pensent également que la masse ouvrière n'y est pas prête et que le syndicalisme doit l'y acheminer progressivement.

Que faut-il en penser? Dans l'idée de « grève expropriatrice », il y a une part de vrai. Cette idée renferme la prise de responsabilités gestionnaires par les travailleurs, et aussi la notion de copropriété. Mais, car il y a un mais, est-ce possible? Peut-on faire une grève gestionnaire? Comment élaborer cette nouvelle tactique d'action? Comment y préparer la classe ouvrière?

La grève gestionnaire est-elle possible? Plusieurs le pensent et cette idée fait son chemin dans les milieux syndicalistes de la « Révolution prolétarienne » et de « l'Action sociale » notamment.

Des idées ont été émises sur le déroulement possible d'une telle opération. Dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) on préconise de faire rouler les cars ou les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelque argent pour alimenter le fonds de grève.

Dans le dernier conflit minier, Racine (des syndicats autonomes de la métallurgie), parlant dans la Loire, disait qu'il eût été préférable de faire marcher la mine, de vendre du charbon aux foyers domestiques et d'en verser le montant pour soutenir la grève.

Voilà des suggestions à retenir, mais elles

concernent deux branches particulières de l'industrie et aussi deux secteurs nationalisés: S.N.C.F. et mines (excepté les régies capitalistes de transports). Comment procéder dans la métallurgie, le bâtiment, le livre, par exemple?

Certes, avec l'accord des cadres et des techniciens qu'il faut « solidariser » avec les ouvriers (c'est leur intérêt même, puisqu'ils sont des salariés) on pourrait faire tourner n'importe quelle usine. Mais, comme les produits fabriqués ne s'écouleraient guère auprès du public ordinaire, il faudrait vendre aux clients habituels de l'entreprise. Pourrait-on contraindre ces clients, eux-mêmes capitalistes, à régler tout de suite ou simplement à verser une redevance au comité de grève? Car il est à prévoir que le patronat réagirait contre un tel déroulement de la grève devenue « gestionnaire » en coupant les crédits aux entreprises passées sous contrôle ouvrier.

Dans ce cas, la grève terminée, le patron rentrerait dans ses fonds en encaissant le montant des commandes exécutées durant cette période.

Sans parler, non de l'incapacité ouvrière, car les travailleurs seront capables de gérer l'économie, pourvu que le mouvement ouvrier s'engage dans cette voie, mais de l'inpréparation actuelle des ouvriers, il y a donc pas mal de difficultés à vaincre pour réaliser une grève « gestionnaire ».

Cela semble pourtant un moyen d'avenir, peut-être même le seul ou en tout cas, le plus efficace pour détruire du dedans le capitalisme.

Il faut donc étudier la stratégie à employer dans chaque corps de métier, dans chaque profession, en utilisant pour cela la compétence des techniciens.

Les organisations syndicales devraient, sans retard, se mettre à l'ouvrage.

TROIS OBJECTIFS IMMEDIATS

Admettons que la grève gestionnaire soit possible dans chaque branche industrielle. Il faudrait encore, pour la déclencher, une majorité suffisante supposant l'accord des divers organisations syndicales.

Or, comment obtenir cet accord? La C.G.T., qui reste, quoi qu'on en dise, la plus puissante organisation, est à cent lieues de cette orientation. Chacun sait bien qu'il y a peu de chances, et peut-être pour longtemps encore, de la faire évoluer dans ce sens. Pour avoir quelques chances de réussir dans une grève gestionnaire, il faudrait au moins l'accord des centrales syndicales non politisées: C.G.T.-F.O. - C.F.T.C. et Autonomes.

La tâche urgente, qui s'impose à tous les syndicalistes sincères et soucieux avant tout du bien des travailleurs, est d'œuvrer au regroupement des forces syndicales, première phase de la réunification du syndicalisme libre.

Ce regroupement des efforts semble bien problématique en haut lieu, les confédérations et leurs dirigeants étant très susceptibles, soucieux souvent du prestige de leur organisation, du maintien de leur étiquette (réformistes, révolutionnaires), etc. Tout cela rend difficile la coordination en vue de l'action.

Actuellement, les « autonomes » s'efforcent de rassembler les divers syndicats non affiliés à une centrale. Certains se rendront parfaitement

compte du danger que l'émiettement autonome fait courir au syndicalisme. C'est un effort louable à encourager, mais il faut faire plus que cela et viser un rassemblement plus vaste de tous les vrais syndicalistes éparpillés dans les diverses centrales.

Ce rassemblement, en attendant, qu'il soit possible à la tête doit se réaliser à la base, dans l'entreprise, le syndicat, l'U.D. et devra aboutir finalement aux confédérations, l'action de la base opérant une pression sur les organismes directeurs à tous les échelons.

Ce rassemblement peut s'opérer d'abord sur un programme limité d'action immédiate (autre que la baisse des prix). C'est après la réalisation de ces objectifs immédiats que l'on pourrait élaborer un programme plus complet à plus longue échéance, visant la libération ouvrière et la suppression du capitalisme.

Cet objectif premier devrait être le retour aux conventions collectives. Dans la situation présente, ce semble être la seule façon pour nous de résoudre le problème du pouvoir d'achat, en même temps que d'introduire des notions nouvelles, révolutionnaires, dans les conditions de travail. En effet, il faut remettre les salariés en face du véritable maître de leurs salaires : le patronat.

Il faut que les organisations ouvrières puissent traiter d'égale à égale avec les organisations patronales, sans ingérence de l'Etat.

Puisque les gouvernements qui se sont succédé ont été incapables de contraindre les profits (compression des marges bénéficiaires), c'est la seule façon de faire baisser les prix et de compléter l'amélioration de la production avec une réorganisation du circuit distributif. Il faut que le prolétariat, reprenant son sort en mains, contraigne le patronat à réduire ses prétentions.

D'autre part, pour que la classe ouvrière arrive à sa majorité (c'est-à-dire : chaque travailleur et non seulement les chefs ouvriers), il faut la préparer à exercer la direction économique, dans l'entreprise. Une réorganisation du travail peut faciliter la promotion ouvrière, une extension des pouvoirs des comités d'entreprise peut également faciliter l'investissement du capitalisme.

Il faut donc amener chaque organisation syndicale à reconsidérer sa position par rapport « aux conventions collectives » dont l'objectif doit être étendu et dont le champ doit dépasser celui des « contrats collectifs » de 1938.

Elles doivent viser à transformer les conditions de travail : organisation scientifique, alternance des travaux, hygiène et sécurité.

Assurer la « promotion ouvrière », formation sur le « tas » des ouvriers, en partant du manœuvre spécialisé jusqu'à l'ouvrier qualifié en suivant la hiérarchie professionnelle, et prendre un certain nombre de mesures susceptibles de faciliter l'initiative ouvrière. (Possibilité de contrôle des temps, de calcul des devis, diminution des tâches peu productives, etc.)

Différentes questions qui mériteraient chacune une étude approfondie, auxquelles chacun de nous a déjà réfléchi et qui sont susceptibles de changer l'esprit et la structure des entreprises, de développer l'initiative et la capacité ouvrières, sans lesquelles aucune révolution ne sera possible, la révolution politique n'étant jusqu'ici qu'un changement de décor et non de structure économique et sociale. En définitive,

ce sont les travailleurs groupés et organisés librement sur le plan familial, syndical, coopératif, expressions diverses du mouvement ouvrier, qui assurent leur libération, le salut ne pouvant en aucune façon venir de l'Etat.

En conclusion, il me semble indispensable de fixer les objectifs à envisager tout de suite :

1° — Rassemblement des forces ouvrières, par une union à la base entre syndicalistes véritables ;

2° — Action immédiate pour le retour aux conventions collectives ;

3° — Etude technique des possibilités de déclenchement de la grève « gestionnaire ».

G. RAVACHOL.

La grève à La Mure

Grenoble, 23 novembre.

La grève bat de l'aile dans notre région (Houillères du Dauphiné 3.600 salariés au total). Un beau jour les gars de F.O. se sont décidés à rentrer, mais sans C.R.S. heureusement. Ils se sont formés en cortège un vendredi, ont traversé à une cinquantaine le bourg et se sont présentés au puits. Le piquet de grève les en a empêchés. Le secrétaire F.O., pour éviter la bagarre, s'est fait promettre un referendum. Comme il n'a pas eu lieu, l'ordre de reprise générale a été lancé pour le lundi 15 novembre. Le cortège s'est formé de nouveau et a été acclamé par la population, alors que les piquets ne faisaient rien. Il y a eu 487 rentrées ce jour-là. Et depuis le nombre des partisans du travail n'a fait qu'augmenter. Il était hier lundi 22 de 1.689, dont 887 mineurs de fond.

Les gardes républicains sont présents, accourus dès que les cégétistes ont voulu réoccuper une sous-station électrique pour empêcher la reprise. Très objectivement, ce sont les cocos qui ont voulu la présence des forces de répression. Les gars de F.O. en avaient marre de faire la grève sans avoir un mot à dire. L'ensemble de la corporation espérait une solution. Beaucoup de mineurs travaillaient dans le bâtiment, comme débardeurs, dans les forêts, aux champs. Si bien que lorsque les éléments non communistes ont décidé d'aller aux puits, bien que sachant la force de l'appareil dans la région (Mauberrêt est à la fois président du conseil d'administration des houillères et secrétaire du syndicat des mineurs), ils étaient décidés à se battre et avaient pris leurs dispositions pour ne pas — une fois encore — se faire rosser.

L'habitude de se rendre en cortège au travail est demeurée. Cela évite toutes les petites zizanies, les accrocs individuels. Cela rend inutiles les piquets de grève. Et s'il n'y avait pas de gardes, il est certain que les jusqu'aboutistes qui huent les « renards » se feraient corriger.

Cela n'empêche évidemment pas la presse communiste de parler de mineurs qui s'en vont tête basse au travail, encadrés par les C.R.S...

Nous poussons à ce que la rentrée se fasse sans abandonner aucune revendication et qu'un cahier soit déposé. Un numéro du « Mineur Libre » paraîtra vers la fin du mois, imprimé par exception, alors qu'il était ronéotypé autrefois.

Il nous faut également réagir contre une certaine xénophobie. Les étrangers sont évidemment terrorisés par les cocos et beaucoup de syndiqués F.O. ou de sympathisants en concluent qu'il faut leur serrer la vis... En fait, nous n'oublions jamais de joindre un mot en italien à nos publications, et nous allons sans doute organiser une réunion pour eux. C'est une situation compliquée, mais au fur et à mesure qu'on en sort par nos propres moyens, cela nous réchauffe et nous rend l'espoir.

Plus de grève pour l'U.R.S.S. !

Un exemple vécu : La grève des bateliers en 1933

Du livre de Jan Valtin, ex-agent de l'Internationale communiste, « Sans patrie, ni frontières », nous détachons ce récit d'une grève pour l'U.R.S.S. Puissent les mineurs, et les ouvriers de toute la France, lire cet extraordinaire document, et conclure, après les rapprochements qui s'imposent avec la situation actuelle : « Non, nous ne ferons plus la grève pour l'U.R.S.S. ! »

Le 15 août nous étions à Dunkerque. La position stratégique de ce port attirait particulièrement l'attention du Komintern. Des syndicats communistes avaient monopolisé le port et les chemins de fer qui le desservaient. Nous savions qu'en cas de guerre, la région entre Dunkerque et Lille serait la plus vulnérable de toute la France. L'agent permanent de la Guépéou à Dunkerque était Marcel Wegscheider, un mécanicien ; son bras droit, Gustave Huyge, était le chef du syndicat des dockers. Tous les deux avaient leur bureau dans l'un des bâtiments les plus importants de la ville, la « Salle de l'Avenir », 9, rue de l'Écluse-de-Bergues.

Je discutais avec Wegscheider et Huyge des chances d'un mouvement de grève sur les rivières et les canaux du Nord de la France. Le plan de la campagne avait été établi par le Secrétariat occidental. Il ne visait à rien de moins qu'à paralyser les industries de la région, en les privant des matières premières qui leur parvenaient par voie d'eau. Déjà la C.G.T.U., Confédération des syndicats contrôlée par les communistes, avait préparé le terrain par plusieurs semaines d'agitation en faveur des grèves. Le déclenchement de la « bataille des bateliers » n'était plus qu'une question de jours. Aux dirigeants communistes de Dunkerque incombait la tâche de trouver des experts capables de transformer la grève naissante en une véritable bataille, en bloquant, au moyen de barrages de bateaux, les voies navigables allant à Paris.

C'était là un sabotage des transports sur une large échelle, inusité jusqu'alors sous cette forme. Wegscheider, moi-même et le groupe de nos collaborateurs immédiats nous rendimes séparément à Paris. Nous allâmes ensemble au quartier général de la C.G.T.U., qui se trouvait rue de la Grange-aux-Belles, pour y tenir une conférence avec René et les dirigeants français du Parti.

Benoit Frachon, le stratège des bolcheviks en France, sortit une carte d'état-major de la région de Paris. Les garnisons militaires et les casernes de la garde mobile étaient marquées en bleu. En rouge étaient indiqués les carrefours et les points de jonction des canaux. Frachon, méticuleux et froid, les considérait comme les centres névralgiques où les barricades de bateaux seraient les plus efficaces ; là, des rassemblements de militants parisiens se trouvaient déjà prêts à l'action. Deux « motards » étaient attachés à chaque groupe, pour maintenir la liaison avec le Comité central des grèves, qui s'était établi à Saint-Denis, loin des bâtiments officiels du parti communiste, afin de garder une apparence d'indépendance. Les responsables désignés sur les documents comme « conseillers » du Comité central des grèves, étaient Jean Rigal, Emile Ramette et Mauvais — tous des vétérans du Komintern — et moi en ma qualité de représentant de la Section maritime de celui-ci : l'Internationale des marins et dockers.

La grève commença le 19 août. Même alors, le gouvernement français ne soupçonnait pas encore l'importance du complot. Mais le 20 août, à l'aube, nos brigades de sabotage passèrent à l'assaut.

Les bateliers suivirent nos mots d'ordre. Sur l'Aisne, dix bateaux furent amarrés côte à côte, jusqu'à ce qu'ils eussent obstrué la rivière d'un bord à l'autre. Nous consolidâmes ce barrage en ordonnant aux bateliers de sortir toutes les ancres disponibles. Puis les bateaux situés aux deux ex-

trémités furent occupés par des escouades de « Combattants rouges » qui avaient ordre de parer aux attaques venant des berges. La rivière était bloquée. Quand le jour se leva, les péniches venant de la région de Reims et se dirigeant sur Paris ne purent poursuivre leur route. A l'endroit où l'Aisne se jette dans l'Oise, l'embouteillage augmentait d'heure en heure.

Nous nous employâmes de même à bloquer l'Oise. L'Oise était plus large que l'Aisne et il fallut quatorze bateaux pour former une barricade flottante. Sur les canaux allant vers le Nord et la Belgique, trois ou quatre bateaux ancrés et amarrés en grappe à l'entrée de chaque écluse formaient des bouchons suffisants. A midi, un total de vingt-deux barricades avaient été dressées. Le trafic sur les rivières et les canaux situés en amont de Paris était immobilisé.

Les autorités françaises furent trop surprises, tout d'abord, pour réagir. A Lille et Amiens, à Dunkerque et à Rouen, les bateliers suivirent le mouvement. Le trafic entre la France, la Belgique et la Hollande s'interrompit. Le Nord une fois bien isolé, nous portâmes tous nos efforts vers le Sud, puis l'Est. De nouveaux barrages de péniches surgirent. La Seine fut bloquée, puis la Marne. Le 22 août, le gouvernement français tenta d'intervenir. Il lança un ultimatum exigeant que les barricades fussent immédiatement démantelées.

Afin de gagner du temps, nous envoyâmes des délégations de bateliers grévistes négocier avec le gouvernement. Jean Rigal et Ramette allèrent essayer dans le Nord d'entraîner les ouvriers des mines et des industries du textile dans la grève... Je rédigeai un manifeste : « Bateliers, défendez vos barricades ! »

J'étais en conférence avec le Comité de grève, à Conflans-Sainte-Honorine, dans la matinée du 25 août, quand un messager en nage fit irruption dans la salle de réunion.

— Prenez garde, criait-il, la garde mobile arrive avec la police et les pompiers !

La conférence fut interrompue. Arrachard, un Parisien, communiste influent, se rua sur la barricade la plus proche pour en assumer la défense. Des détachements de la garde mobile marchaient en direction de la rivière. Je me hâtai de rejoindre le centre des messagers lorsque le commandant de l'un de ces détachements m'arrêta.

— Halte ! D'où es-tu ? Où vas-tu ?

Doris Ginsburg, qui me servait d'interprète, était avec moi. Elle arbora son plus séduisant sourire. J'exhibai de mon côté mon passeport danois.

— C'est un touriste, expliqua-t-elle. Je lui sers de guide. Nous étions venus pour voir ces barricades. C'est un spectacle si curieux.

L'officier de la garde mobile s'excusa.

— Passez, dit-il ensuite. Mais vous devriez savoir, mademoiselle, qu'il y a en France des choses plus intéressantes à voir que ça.

Sur les barricades flottantes, les bateliers repoussèrent les tentatives que leurs agresseurs multipliaient pour monter à bord. Armés de crochets de bord et de lances d'arrosage, ils réussirent à maintenir les embarcations de la police à distance. Une attaque de flanc, partie du rivage, fut également repoussée. Les forces du gouvernement battirent en retraite. Trois heures plus tard, elles revenaient à la charge, équipées de jets à haute pression des pompiers parisiens. Les défenseurs furent renversés par la force de l'eau. Les gardes mobiles escaladèrent les bastingages et levèrent les ancres. Virant lentement sur eux-mêmes, les bateaux se mirent à dériver dans le courant, quelques-uns isolés, les autres toujours groupés. Sitôt que les gardes mobiles se furent rassemblés pour attaquer la seconde ligne de péniches, Mauvais et moi nous envoyâmes nos courriers faire reconstruire le premier barrage. Cette fois, nous ne nous contentâmes pas d'un rang unique. Sur une distance d'un kilo-

mètre, nous bloquâmes le fleuve en trois endroits avec plus de quarante bateaux.

Les forces gouvernementales attaquaient nos barricades partout à la fois, profitant de l'obscurité de la nuit pour s'approcher sans être repérées. Nous avions reçu du Komintern l'ordre de ne pas recourir à nos armes à feu : nous nous entraînions, nous ne livrions pas un combat décisif. Pour éviter une bataille rangée, policiers et gardes mobiles — ces derniers en casque d'acier — s'abstinrent également d'utiliser les leurs. L'opération se solda des deux côtés par des contusions, des têtes fracassées et d'innombrables bouillons dans la rivière.

La mêlée générale dura quatre jours et quatre nuits. Ce fut la grève la plus hardie et la plus risquée qu'on eût jamais vue se déclencher sur le sol français. Dans la nuit du 26 août, ses principaux organisateurs furent convoqués à une réunion

à Saint-Denis. Frachon nous informa que l'ordre était arrivé de cesser la grève à l'aube. Le camarade Arrachard entra dans une rage folle.

— Pourquoi ? protesta-t-il. L'affaire se présente de façon magnifique. Pourquoi s'arrêter ?

— Les camarades du Komintern se déclarent satisfaits, répondit Frachon. Nous ne devons pas abattre toutes nos cartes. Ceci n'a été qu'une expérience, une expérience pleinement réussie. Tirons-en de profitables leçons pour les batailles plus importantes de l'avenir.

Plusieurs centaines de bateliers avaient été arrêtés au cours de cette « expérience ». En outre, trente militants importants de Dunkerque furent inculpés de rébellion. Mais pas un seul des instigateurs réels de la grève ne fut pris.

Jan VALTIN.

(« Sans patrie, ni frontières » pp. 523 à 526.)

LE MANIFESTE COMMUNISTE ET LA RÉVOLUTION DE 1848

Deux événements bouleversèrent l'Europe, il y a cent ans. Le premier fut la Révolution internationale de 1848, pièce à grand spectacle, montée sur les tréteaux de l'histoire, où, comme dans les mélos du boulevard du Temple, le meilleur et le pire se côtoyèrent. Le second, qui passa inaperçu à l'époque, devait enflammer les passions de millions d'hommes pendant un siècle : le *Manifeste communiste*.

Réunis à Londres fin novembre 1847, les délégués de trois groupements d'émigrés allemands fondaient la Ligue des Communistes, parti international dont la devise était : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ». Ils chargeaient l'un d'entre eux, le « citoyen Marx », de rédiger un manifeste-programme de la Ligue. Mais Marx travaillait lentement ; le 26 janvier 1848, le comité central londonien l'avertissait que des sanctions seraient prises contre lui si sa copie n'était pas arrivée à Londres le 1^{er} février au plus tard. Marx mit les bouchées doubles, et durant février, la première édition allemande fut imprimée dans la capitale anglaise. En avril 1848, quand l'Allemagne était déjà en plein bouleversement, le *Manifeste* et le programme pratique des communistes allemands, rédigé en dix-sept points, y furent expédiés.

Une traduction française parut en juin 1848 ; elle passa, semble-t-il, complètement inaperçue. La première traduction anglaise n'eut lieu qu'en 1850, c'est-à-dire à un moment où le chartisme d'action, sinon d'esprit révolutionnaire, était mort et où le mouvement ouvrier anglais commençait à s'orienter vers un syndicalisme de tout repos. Là aussi le *Manifeste* resta ignoré.

Mais en Allemagne, où Marx, Engels et leurs nombreux amis communistes menaient l'assaut contre l'absolutisme, le *Manifeste* aurait dû, semble-t-il, faire quelque bruit. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'en fut rien. La Ligue des Communistes était surtout composée d'anciens membres de la Fédération des Justes, de disciples de Weitling. Beaucoup d'entre eux avaient fait le coup de feu en 1839 avec les blanquistes parisiens. Ces gens se souciaient peu d'une philosophie de l'histoire considérant le capitalisme et les inégalités sociales comme une nécessité historique inévitable. Ils voulaient transformer le monde, détruire la vieille société sans attendre que l'ingrate « nécessité » eût fait son œuvre de taupe. C'est pourquoi le *Manifeste* affirme, contrairement à la conception évolutionniste et déterministe qu'il développe d'autre part, que « la révolution bourgeoise allemande ne peut donc être que le prélude immédiat de la révolution prolétarienne ». Le *Manifeste* recommandait aux ouvriers de se constituer en parti de

classe, indépendant de la bourgeoisie. C'est dans cet esprit qu'à Cologne, dès avril 1848, le docteur Gottschalk et Willich, membres de la Ligue, fondèrent l'Association ouvrière, organisation qui parvint à englober jusqu'à dix pour cent de la population. L'Association ouvrière fut un parti de lutte de classe et appliqua la recommandation écrite dans le *Manifeste* de ne négliger « A AUCUN MOMENT de faire éclore chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie » et aussi de se refuser à « dissimuler ses idées et ses projets ».

Cette opinion intransigeante fut violemment combattue par Marx, trois mois à peine après qu'il en eut lui-même rédigé les termes ! Rédacteur en chef d'un journal libéral, la *Nouvelle Gazette Rhénane*, où il avait fait camoufler quelques-uns de ses amis communistes, Marx refusa d'adhérer à l'Association de Gottschalk et lui préféra la bourgeoisie Association démocratique. Muni de pouvoirs discrétionnaires, il dissolvait la section de Cologne de la Ligue des Communistes. Il n'était plus question dans son esprit du *Manifeste* et des « dix-sept points » jugés trop avancés dans la province la plus avancée de l'Allemagne. De Barmen, Engels lui écrivait : « S'il parvenait ici un seul exemplaire de nos dix-sept points, tout serait perdu pour nous. » Engels s'inquiétait de l'agitation ouvrière parallèle au mouvement démocratique et de Barmen il écrivait à Marx : « Les ouvriers commencent à s'agiter un peu ; c'est encore tout à fait informe, mais la masse y est : c'est précisément ce qui nous gêne. »

L'attitude de Marx et Engels, empreinte d'un très grand opportunisme, démontre l'abîme existant entre le romantisme révolutionnaire du *Manifeste* et la réalité prolétarienne allemande. Alors que les autres chefs de la Ligue, Schapper, Moll, Willich, etc., insistaient sur la nécessité prochaine d'une révolution prolétarienne, Marx s'en tenait à l'idée que 1848 était d'abord un 1789 allemand. La tâche politique n'y était pas de chevaucher les chimères évoquées à Londres mais d'y construire un solide Etat grand-allemand, centralisé, libéré de l'absolutisme, pouvant servir de cadre à une bourgeoisie bien assise. Jusqu'en avril 1849, Marx chercha à réveiller la conscience de classe... de la bourgeoisie et à prêcher la patience au prolétariat. « Nous disons aux ouvriers et petits-bourgeois, écrivait-il, souffrez dans la société bourgeoise qui crée par l'industrie les moyens matériels pour la fondation d'une société nouvelle, libératrice pour vous tous, plutôt que de revenir à une société de forme périmée qui, sous prétexte de sauver vos classes, pré-

capite la nation tout entière dans une barbarie médiévale. » Ce n'est que quelques jours avant son départ définitif de l'Allemagne, que Marx réintègra la Ligue des Communistes; la révolution projetait ses dernières étincelles : on se battait en Bavière, Bade, Palatinat.

La bourgeoisie n'avait pas suivi Marx; elle avait refusé obstinément d'avoir une conscience suivant le matérialisme historique et préféré s'incliner devant l'absolutisme.

Cet échec de la Ligue des Communistes en Allemagne était en réalité celui d'une certaine conception exprimée par le *Manifeste*, celle d'une révolution prolétarienne imminente qui devait triompher directement en France, en Angleterre et en Allemagne, suivre de près la révolution bourgeoise. Nous disons, d'une certaine conception, car dans le *Manifeste*, il existe, comme l'avaient remarqué en leur temps Andler et Jaurès, deux théories de la révolution. La première, la plus célèbre, représente le socialisme comme l'au-delà du capitalisme, le produit le plus élevé de son développement. Après une évolution qui concentre la propriété en quelques mains et transforme la classe bourgeoise en une infime minorité de privilégiés, le capitalisme éclate sous la poussée révolutionnaire du prolétariat devenu l'immense majorité et tombé au dernier degré de la déchéance : « les expropriateurs sont alors expropriés ». A cette théorie économique et déterministe, s'oppose une autre, esquissée seulement dans le *Manifeste* et précisée deux ans plus tard sous le nom de « révolution permanente ». La révolution y apparaît comme une conséquence stratégique de l'aide militaire apportée par le prolétariat à la bourgeoisie pour se défaire de l'absolutisme, il n'y est pas question d'une plus ou moins grande maturité économique, mais seulement d'occasions politiques à saisir. On reconnaît là certains thèmes de Blanqui.

Ces deux théories ont alimenté dans la suite les conceptions opposées de la social-démocratie, se confiant à l'immanence de l'histoire, et du bolchevisme jacobin et activiste, précipitant la révolution dans un pays arriéré. Où était donc la pensée de Marx ? Tout nous porte à croire qu'elle était fonction de ses espérances dans l'étiage révolutionnaire. Le déterminisme était pour lui comme pour ses successeurs la consolation des démentis que les circonstances infligeaient aux espérances trop fortes.

Le *Manifeste*, écrit à la veille de la Révolution de 1848, participa de cet élan messianique vers la République sociale qui sculeva, avec les ouvriers français, les hommes de cœur de tous les pays. Au même titre que tous les écrits socialistes de cette époque, il reflète les sentiments d'horreur dont les esprits libres étaient pénétrés vis-à-vis d'un régime que chacun pensait être une monstruosité passagère dans la vie de l'humanité. Cette phase, que Marx plus tard appela l'« accumulation primitive », changea à partir de 1850 à un point tel qu'Engels put écrire à Marx que les découvertes des mines d'or de Californie et d'Australie avaient réfuté le *Manifeste*. Ces découvertes n'avaient pas réfuté l'exactitude du mécanisme capitaliste décrit dans le *Manifeste*, mais seulement l'idée romantique que le prolétariat était « la perte complète de l'homme » (Marx) avant d'en être le regain !

La crise de 1847-1848 ne fut pas la crise finale du capitalisme; il y en eut bien d'autres ensuite; mais l'erreur du *Manifeste* n'est pas dans le raccourcissement bien compréhensible des étapes historiques, elle est dans l'appréciation même de la Révolution prévue de 1848. Comme les socialistes et les libéraux, il voit dans les années à venir, la liquidation complète des absolutismes féodaux, l'ex-

tension du capitalisme et avec lui, écrit-il, « les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, etc. ». Or, la Révolution de 1848 ne fut pas une explosion du libéralisme et du socialisme contre les « démarcations » nationales, mais au contraire une affirmation vigoureuse du jeune nationalisme bourgeois dégagé du cosmopolitisme de la Sainte-Alliance absolutiste ! En 1832, Engels écrira « qu'une des tâches réelles de la Révolution de 1848, c'était l'établissement de nations opprimées... » et que les véritables exécuteurs testamentaires de 1848 étaient Bonaparte, Bismarck et Cavour !

La bourgeoisie n'est pas devenue cosmopolite comme l'espérait le *Manifeste*; elle est restée féroce « nationale » : Les guerres du XX^e siècle n'ont d'autre cause profonde que cette révolte des forces productives contre les étroites barrières nationales, héritages de 1848. Ce n'est plus dans une explosion verticale soulevant les couches inférieures contre les supérieures que la société capitaliste agonise en Europe, c'est au contraire dans le laminage de toutes les classes sociales que produisent les chocs horizontaux des grandes puissances. La fresque finale du *Manifeste* n'a plus de sens dans notre monde cloisonné; mais, il nous reste à refaire l'unité internationale des hommes pour que prennent corps de nouveau les grandes espérances de 1848.

Alors, des préoccupations d'action immédiate avaient détourné Marx d'une étude scientifique des rapports sociaux. Plus tard, continuant l'œuvre d'Adam Smith et de Ricardo dans les calmes années de 1850 à 1870, Marx construira son monument intellectuel : le *Capital*.

Des trois sources du marxisme décelées par Kautsky, la dernière, l'économie politique anglaise, est peu sensible dans le *Manifeste*. Les deux influences dominantes sont celles du socialisme français et de l'hégélianisme allemand. Marx avait, quelques années auparavant, vécu à Paris, alors la Mecque du socialisme. Charles Andler, dans son remarquable « Commentaire », a montré le syncrétisme du *Manifeste*, où s'assemblent et parfois se heurtent les influences de Babeuf, Fourier, Saint-Simon, Owen, Proudhon, Considérant, Pecqueur, etc. C'est à travers eux que s'y réfracte le profond messianisme de l'époque. Mais là n'est pas la seule source du *Manifeste*. Dans la phénoménologie de Hegel s'y trouve une seconde. Le rôle presque unique que Marx fait jouer à la « lutte de classes », masquant par là celui des luttes de puissances, n'est que la transposition dans le réel, c'est-à-dire dans l'histoire, de la négativité de Hegel, le seul moteur de sa dialectique de l'esprit.

L'avènement du « savoir absolu » de Hegel se transforme chez Marx en avènement du communisme; c'est pourquoi le *Manifeste* est imprégné de téléologie, car le but final y est immanent à chacune de ses parties. Pour l'atteindre, le *Manifeste*, en plaçant le communisme comme successeur du capitalisme, appauvrit la dialectique et réduit les contradictions sociales à une seule (la dernière naturellement !), la contradiction propriété privée-production sociale. La faiblesse scientifique du *Manifeste* est dans cette simplification, mais cette faiblesse est la source de sa force mythique de propagande, puisque l'avenir y est résumé en une lutte finale où l'homme joue sa vie et sa mort, n'ayant à y perdre que ses chaînes ! C'est ce caractère affectif, passionnel, qui rend impérissable, dans la littérature révolutionnaire, le *Manifeste communiste*.

Michel COLLINET.

Le Carnet du Sauvage

La mine aux mineurs

Les premières paroles de Frachon au dernier Congrès confédéral étaient pour appeler tous les travailleurs à la lutte contre le plan Marshall. Aujourd'hui, il ne paraît plus s'en souvenir. A l'entendre, les mineurs n'auraient combattu qu'en faveur de leurs revendications et pour réagir contre la misère.

Plus question de rejeter le fardeau du plan Marshall. Pas davantage question du nouveau gouvernement d'union démocratique dans lequel Frachon en personne, selon certaines mauvaises langues, ou méchantes plumes, devait figurer parmi les ministres stalinien. Evidemment pas question non plus de répliquer au coup de la coopérative de Beaumont et au nettoyage des hommes installés par le parti dans tous les organismes des houillères nationalisées. Non plus que de régler son compte à la fédération F.O. des mineurs. Sans parler naturellement du spectacle à offrir aux délégués à l'O.N.I.

En dépit des efforts de Frachon, la leçon de ces huit semaines de grève des mineurs sera tirée. Déjà le mois dernier, Menu et Masson n'ont pas trop mal commencé. Si l'on veut dégager l'expérience de ce mouvement, il faut continuer.

John Lewis et Horner sont excusables de s'être mépris sur le caractère de cette grève. Tant de Français, depuis les mineurs eux-mêmes jusqu'aux fils à papa stalinisants à la Detaef, s'y sont trompés. Même Daniel Guérin, si l'on en croit sa lettre à *l'Humanité*. Décidément, pour comprendre le stalinisme et sa stratégie, il faut avoir connu le parti dit communiste de l'intérieur.

On nous a dit qu'attaquer le gouvernement c'était faire le jeu des stalinien. La réponse est facile. L'exploitation du mécontentement serait impossible s'il n'y avait pas mécontentement. Bien sûr, il n'y aura pas de sitôt contentement pour la classe ouvrière; nous ne vivons pas dans les nuages. Mais Laçoste et son administration des Houillères nationales ne pourraient-ils apporter un peu de simplification et de clarté dans la feuille de paie du mineur, c'est-à-dire dans l'établissement de son salaire? Jamais la confusion entre le salaire proprement dit et les allocations familiales n'est apparue aussi dangereuse. Ce n'est pas le travail effectué qui compte, ce sont les charges familiales. Hypocrite paternalisme qui permet à l'Etat-patron, à coup de primes diverses, toutes les cachotteries possibles. Il peut ainsi diviser les mineurs entre eux en multipliant à l'infini les catégories; diviser aussi les ouvriers dont le salaire est basé sur celui des mineurs. Elever le salaire de base du mineur entraînerait l'élévation du salaire du métallurgiste. Et après! Ne serait-ce pas tout naturel? Au lieu de mendier quelques nouvelles primes les syndicats de mineurs devraient s'attaquer à la simplification de leur salaire. On a parlé de salaires de 34.000 francs par mois. Combien de mineurs les touchent? Il n'y a pas danger ni honte à le dire. C'est assez loin du salaire d'un député et même d'un secrétaire confédéral. On n'apprendra rien de neuf aux autres ouvriers. « Femme de mineur, femme de seigneur », dit-on dans certains centres ouvriers. N'empêche qu'il n'y a pas bousculade pour descendre à la mine.

La vieille formule de « la mine aux mineurs » est revenue sur l'eau. On l'a rattachée aux premiers temps du syndicalisme révolutionnaire. Erreur! Elle

appartient à une période antérieure et participait d'un tout autre état d'esprit. Je ne l'ai entendue en 1905-1906 que pour la voir répudier. Je me souviens encore de camarades du Pas-de-Calais la condamnant. Pour la même raison que j'ai retrouvée dans la bouche d'un métallo reprochant à Rakovski d'avoir dit aux ouvriers d'une usine russe : « L'usine est à vous, camarades ». Le lendemain, ce métallo avait vu un de ses collègues couper une courroie afin de l'emporter. — Ben quoi, puisque c'est à moi.

Le défaut essentiel de la mine aux mineurs fut autre. L'exemple le plus connu est celui de la mine aux mineurs de Rive-de-Gier. En 1886, la Compagnie, périliclitant, arrêta le travail dans certains puits. D'où chômage. Ceux des chômeurs qui ne trouvèrent pas à s'embaucher ailleurs essayèrent de reprendre l'extraction des puits fermés. Le syndicat se transforma en association de production. C'est cela qui constitua la Mine aux Mineurs. Mais le résultat fut forcément décevant. Là où les patrons avaient renoncé, les ouvriers furent contraints d'en faire autant.

Aujourd'hui, le problème ne serait pas de reprendre les mines épuisées, mais de faire fonctionner celles qui sont en plein rendement. En face de la nationalisation bureaucratisée et politisée, c'est une expérience qui vaudrait d'être tentée. Les syndicats de mineurs s'en sentent-ils la force?

Cela vaudrait mieux, certes, que de condamner au froid, un hiver de plus, tant de foyers ouvriers. On pense bien que les bourgeois avaient pu faire entrer leur charbon. Cela vaudrait beaucoup mieux que de noyer les fosses, au nom de la renaissance française, mais pour la seule gloire de Staline.

Curieux champions

de la liberté de la presse

Nous pouvons nous estimer heureux d'avoir échappé une fois encore à la grande flaque de sang. Elle était visiblement cherchée. Elle a été ratée dans le Gard, comme dans la Loire et dans le Pas-de-Calais.

Sans elle, impossible de généraliser le mouvement. Les dockers n'ont pas été très enthousiastes. Quant aux métallurgistes et aux cheminots ils se sont montrés réticents.

Seul le Livre, avec la grève des journaux parisiens du 13 novembre, s'est prêté au jeu stalinien. Aussi *l'Humanité* du 15 a-t-elle pu célébrer le « magnifique geste de solidarité du Livre », en publiant l'ordre de grève signé par Ehni, au nom de la Fédération du Livre, et par Largentier, Prudhomme et Duburguet, au nom du Comité intersyndical du Livre parisien.

On connaît les faits. Le 11 novembre, manifestation aux Champs-Élysées d'anciens combattants. Arrestation du député Villon, rendu célèbre par Valtin. Exploits d'anciens combattants de 18 ans. Le pauvre Gourdeaux, qui les incitait au calme, enguirlandé comme il se doit. Heurts avec la police. Comptes rendus dans *Ce Soir* et *l'Humanité* qui causent la saisie de ces deux journaux.

Une mesure de saisie est évidemment chose sé-

rieuse à ne pas laisser entrer dans les mœurs. Le gouvernement peut toujours poursuivre; il ne s'en fait pas faute.

De la part des syndicats du Livre une protestation s'expliquait parfaitement. Cette protestation devait-elle prendre la forme d'une grève? L'aurait-elle prise s'il s'était agi de journaux non stalinien? Y aurait-il eu même en ce dernier cas la moindre protestation?

« Ferme ment attachés au principe de la liberté de la presse... conformément à leur position traditionnelle », Ehni et Largentier ont décidé la grève des journaux parisiens. Peut-être eussent-ils pu et dû consulter les intéressés; c'est-à-dire les équipes de ces journaux. Au moins convoquer dans la journée du 12 une réunion des délégués d'équipes. Leur conception de la démocratie syndicale ne va pas jusque-là.

Je ne savais pas que Ehni, Largentier, Prudhomme et Duburquet fussent aussi attachés à la liberté de la presse. Je suis bien heureux de l'apprendre. Peut-être auraient-ils pu le montrer un peu plus tôt.

Depuis la Libération, la liberté de la presse est aussi malmenée. Il n'y a eu de liberté que pour la presse de la Résistance. Jamais, que je sache, Ehni et Largentier n'ont élevé la moindre protestation. Il n'y a pas très longtemps, Ehni s'est rendu à Saint-Etienne en compagnie de M. Albert Bayet, pour empêcher la publication de la **Tribune** autorisée à paraître.

L'atteinte la plus sérieuse à la liberté de la presse ne réside-t-elle pas dans l'autorisation gouvernementale nécessaire pour paraître, et dans le régime du papier-journal réservé aux seuls « autorisés »? Quand donc Ehni et Largentier se sont-ils élevés contre cette autorisation et ce régime? Peut-être, même du seul point de vue corporatif, auraient-ils pu manifester leur attachement au principe de la liberté de la presse?

Quand il applaudissait au coup de force des stali niens tchécoslovaques, Ehni s'est-il demandé ce que devenait là-bas la liberté de la presse? Depuis, s'est-il soucié de la suppression du **Pravo Lidu**, l'organe social-démocrate, et de la mise au pas de toute la presse tchécoslovaque?

Ehni a parfaitement le droit d'applaudir l'installation d'un régime totalitaire, d'un fascisme rouge, comme celui de Tchécoslovaquie, mais cela lui enlève le droit de parler de son attachement à la liberté de la presse. Demain, si le rêve de Le Léap se réalisait, si la France suivait l'exemple de la Tchécoslovaquie et des autres Etats totalitaires de l'Europe centrale, finie ici la liberté de la presse. Finie la liberté, non seulement pour la presse bourgeoise mais pour la presse ouvrière non asservie au stalinisme.

Ehni s'en rend-il bien compte?

Veut-il savoir quelle est la situation de la presse en Pologne par exemple? Elle est identique dans les autres Etats totalitaires, improprement appelés démocraties populaires. Elle montre le tableau de la situation de la presse demain en France si nous laissons faire Ehni et ses amis de la C.G.T.

Voici les renseignements précis que me communique Zarembo, le militant socialiste polonais :

D'après les chiffres officiels, il existait en Pologne :
En décembre 1937 : 134 journaux, 422 hebdomadaires,
En décembre 1946 : 55 journaux, 112 hebdomadaires.

En 1937, malgré un régime semi-dictatorial, ces éditions représentaient tous les courants politiques. Même les éditions communistes, légèrement camouflées, y étaient représentées. Les éditions de journaux et de périodiques qui exprimaient l'opposition au régime de cette époque comprenaient 6 quotidiens et environ 20 hebdomadaires socialistes; les

publications du parti paysan et les autres avaient souffert d'une censure sévère et de confiscations. Mais elles profitaient quand même du droit d'éditer ce qu'elles voulaient, en déclarant seulement les noms des éditeurs et rédacteurs responsables.

En 1946, il n'existait plus qu'un journal d'opposition du parti paysan de Mikolajczyk. Depuis la dissolution du mouvement paysan libre, il ne reste plus aucun journal d'opposition. Parmi les 112 hebdomadaires qui paraissent à la fin de l'année 1946, seulement 7 hebdomadaires étaient indépendants du régime, 2 du parti paysan, 2 appartenant aux tendances catholiques et 3 purement religieux. Il ne reste maintenant que les 5 hebdomadaires catholiques.

Le droit d'éditer appartient seulement aux organisations du régime. La presse d'information est soi-disant monopolisée par la société d'éditions communistes « Czwetelnik » (Lecteur) soumise au ministère de la Propagande.

Les deux hebdomadaires catholiques indépendants sont très souvent confisqués, bien qu'ils soient déjà soumis à la censure préventive. Ces confiscations visent évidemment à ruiner matériellement cette presse.

En Pologne, il existe maintenant un monopole des imprimeries. Toutes les imprimeries sont étatisées; il y a en outre un monopole d'Etat du papier. Naturellement la presse catholique n'obtient pas la quantité suffisante de papier nécessaire à ses éditions. Il ne faut pas qu'on puisse y chercher l'expression de pensées indépendantes du régime, au moins dans les domaines éloignés de la politique.

Ajoutons qu'il existe aussi un monopole de diffusion des périodiques, qui ne favorise pas ces derniers moineaux de la presse indépendante.

Ehni et Largentier, ces grands amis de la liberté de la presse, ne feront pas mal de réfléchir à ce tableau de la presse en Pologne qui permet de se représenter ce que serait la presse en France. Il me semble qu'ils y trouveront quelque profit.

Pierre MONATTE.

« Je rêve de temps à autre à mon Testament politique. Je le compose d'une suite de chapitres commençant chacun comme ceux d'Isaïe, par une imprécation. Malédiction sur le prêtre ! Malédiction sur le soldat ! Malédiction sur le juge ! Malédiction sur le fonctionnaire ! Malédiction sur le bourgeois ! Malédiction sur le plébéien ! Malédiction sur tous !... (**Onus Egypti ! Onus Tyri ! Onus Moab ! Onus Babylonis**, etc.).

« Tous l'ont voulu, tous sont coupables, le républicain, le socialiste, le paysan, l'ouvrier, le bourgeois ; le rabbin et le calotin, l'homme de sabre et l'homme de plume ! Nation lâche, vaniteuse, sensualiste, sans morale, sans foi, digne d'être jetée en pâture aux chevaux des Cosaques et des Tatares... »

PROUDHON

(Lettre à Guillemin,
10 novembre 1852)

Notes d'économie et de politique

LE MASSACRE DES VAINCUS *caractéristique des époques impériales*

Découpé dans les journaux d'il y a sept ans :

29 MAI 1941

Allocution radiodiffusée du chef de la section navale de presse de l'état-major nippon :

« Deux éventualités pourraient entraîner le Japon dans la guerre : la première est la réalisation des conditions prévues par le pacte tripartite ; la seconde serait l'application par un groupe hostile, d'une pression économique de telle nature qu'elle violerait le droit du Japon à l'existence et obligerait celui-ci à se lever pour se défendre. »

17 JUILLET 1941

Washington. — L'ambassade du Japon aux Etats-Unis a fait hier des représentations au Département d'Etat contre les difficultés soulevées par l'administration américaine pour donner aux navires japonais l'autorisation de passer à travers le canal de Panama.

24 JUILLET 1941

Hyde-Park. — La radio américaine diffuse cette dépêche de Balboa : Le navire japonais « Buenos-Aires Maru » qui est arrivé avant-hier à Balboa et qui devait traverser le canal de Panama à appareillé ce matin pour Rio de Janeiro via le cap Horn. Par contre, le navire américain « Santa Clara » qui est arrivé hier matin a immédiatement reçu l'autorisation de franchir le canal.

27 JUILLET 1941

Hyde-Park. — Le président Roosevelt a publié un ordre exécutif gelant les avoirs japonais aux Etats-Unis.

Washington. — Le décret présidentiel gelant les avoirs japonais aux Etats-Unis immobilise ainsi toutes les transactions commerciales et financières entre le Japon et les Etats-Unis... 31 millions de dollars d'avoirs japonais sont ainsi bloqués et les navires japonais dans les ports américains se trouvent soumis au règlement concernant les avoirs bloqués.

29 JUILLET 1941

Batavia. — On annonce officiellement que le gouvernement des Indes néerlandaises a suspendu les transactions monétaires avec le Japon et a soumis toutes les exportations vers le Japon, le Manchoukou, la Chine et l'Indochine à des licences spéciales.

5 AOUT 1941

San Francisco. — Le pétrolier japonais « Ogora Maru » a quitté San Francisco hier à vide. C'est, depuis 48 heures, le deuxième pétrolier nippon qui ne peut emmener de cargaison.

29 AOUT 1941

Washington. — L'ambassadeur du Japon aux Etats-Unis a remis au président Roosevelt un message personnel du prince Konoye, premier ministre du Japon.

11 OCTOBRE 1941

Genève. — Selon des informations émanant de Londres et de Washington, la tension s'est de nouveau accrue dans le Pacifique, par suite de l'interdiction décrétée par les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et des Indes néerlandaises, de transporter de l'essence au Japon.

13 OCTOBRE 1941

Washington. — Aujourd'hui les pourparlers sont virtuellement suspendus.

17 OCTOBRE 1941

Tokio. — Le bureau de l'Information a annoncé à 20 h. 15 que le cabinet Konoye a démissionné en bloc.

Il est parfois assez difficile de déterminer qui a provoqué une guerre, mais, dans le cas de la guerre nippo-américaine, le plus léger doute n'est pas permis. Les dépêches de presse que nous rappelons ci-dessus ont montré clairement, dès le début, à tous ceux qui

voulaient bien se donner la peine de lire, que l'Amérique voulait la guerre. En 1941, ce fut elle l'agresseur du Japon, tout aussi sûrement que, dix ans auparavant, le Japon avait été l'agresseur de la Chine.

En juillet 1941, l'Amérique était en paix avec le Japon; ni l'un ni l'autre des deux pays ne participaient à la guerre mondiale; et pourtant, malgré cet état de paix, l'Amérique n'hésita pas, peu après l'attaque d'Hitler contre la Russie, à prendre contre le Japon de véritables mesures de guerre qui aboutissaient pour celui-ci à un blocus presque total.

Non seulement elle arrêta tout commerce entre elle et le Japon par le gel des avoirs japonais en Amérique, par la retenue de nombreux navires japonais dans ses ports, par l'interdiction de passer par le canal de Panama (1), mais elle fit arrêter également tout commerce avec le Japon, de la part des Indes néerlandaises qui, depuis l'occupation de la Hollande par l'Allemagne, étaient virtuellement sous son protectorat, et qui avaient été jusque-là avec elle le principal fournisseur du Japon. Privé par là de toutes les matières premières qui lui étaient indispensables, se trouvant soumis à l'application « d'une pression économique de telle nature qu'elle violerait le droit du Japon à l'existence », le Japon était « obligé de se lever pour sa défense », ainsi que l'avait annoncé le porte-parole de l'état-major japonais, le jour où le Japon s'était aperçu qu'une telle pression allait peut-être être exercée contre lui.

Malgré le caractère provocateur de ces mesures, le Japon n'a tout ce qu'il put pour les faire rapporter. Il entreprit sur-le-champ des pourparlers avec Washington pour savoir à quelles conditions la liberté de commercer avec les Indes et avec l'Amérique lui serait rendue; le 29 août, six semaines après la première interdiction, les pourparlers n'avançant pas, le président du Conseil japonais envoya un message personnel à Roosevelt; suprême tentative ! Elle eut pour résultat de faire reprendre les négociations, mais le 11 octobre, bien qu'en fait les exportations de pétrole américain et néerlandais étaient impossibles, comme toutes autres exportations, depuis juillet, les Etats-Unis décidèrent d'ajouter de l'huile sur le feu en édictant explicitement un embargo sur le pétrole et, deux jours plus tard, une information officielle de Washington annonçait que les pourparlers étaient « virtuellement suspendus ».

Cette fois, c'était plus que clair ! L'Amérique voulait absolument la guerre. Le Japon n'avait plus qu'à s'y préparer. Le 16 octobre, Konoye démissionnait, et un général lui succédait : Tojo, précédemment ministre de la guerre. Celui-ci n'avait évidemment point d'autre mission que de faire les derniers préparatifs pour la guerre et, lorsqu'ils furent achevés, ce fut Pearl Harbour.

Or, de cette guerre si manifestement voulue et provoquée par Roosevelt, c'est Tojo qui est, aujourd'hui, déclaré responsable. Il en est déclaré responsable par les coupables eux-mêmes, les Amé-

(1) Cette interdiction fut motivée par le prétexte de « réparations » à faire au canal. On voit que les Russes, lorsqu'ils ont donné ce même prétexte pour interdire les transports entre l'Allemagne occidentale et Berlin n'ont rien inventé !

ricains. Un prétendu tribunal, constitué par l'Amérique et ses alliés, condamne à être pendu celui qui n'était responsable que d'avoir répondu par la guerre à des mesures de guerre.

Nous ne nous indignons pas; nous avons passé l'âge.

Nous nous contenterons de rappeler que l'hécatombe de chefs vaincus à laquelle cette dernière guerre a donné lieu est un fait absolument nouveau dans les temps modernes; il faut même remonter plus haut que le moyen âge pour en trouver l'équivalent. Durant ces deux derniers millénaires, les chefs ennemis prisonniers étaient généralement libérés contre rançon, tout au plus gardés à vue. Napoléon lui-même, le plus grand fauteur de guerre, ne fut ni condamné ni exécuté; on se contenta de lui rendre de nouvelles entreprises impossibles en l'exoédiant aux antipodes.

Pour retrouver l'exécution systématique des vaincus, il faut remonter à l'antiquité. Ce ne fut cependant point la règle en toutes les périodes de son histoire. Dans les guerres entre cités grecques, la ville vaincue ne voyait généralement point ses chefs disparaître; Alexandre se fit un devoir de traiter avec les plus grands égards la famille de Darius, et le meurtrier de ce dernier fut, par son ordre, exécuté comme criminel de droit commun; chez les Romains eux-mêmes, Scipion ne demanda pas à Carthage la livraison d'Annibal.

Ce fut seulement après la guerre contre Annibal, lorsque Rome eut entrepris la tâche d'unifier le monde méditerranéen en un empire, que les Romains

mirent systématiquement à mort les chefs vaincus: Persée, Jugurtha, Vercingétorix connurent le sort de Tojo (avec l'hypocrisie du « procès » en moins).

La raison en est que lorsque les guerres ont pour but l'édification d'un empire, la guerre change de caractère. Il ne s'agit plus alors pour un Etat de se battre avec ses voisins, pour l'« honneur » ou pour la gloire, pour des intérêts de famille ou pour « arrondir ses terres »; ce que l'on poursuit c'est l'**annihilation** des Etats vaincus et la suppression des nations qu'ils représentent, afin de pouvoir les incorporer, immédiatement ou à bref délai, dans l'empire qu'on est en train de constituer.

Une nation se personnifie facilement, pour ses membres, dans un homme: roi, héros ou chef. En tuant, solennellement, cet homme, on dissout le corps dont il était l'âme. Aux temps des grandes civilisations du Proche-Orient, lorsqu'on décidait de supprimer un Etat vaincu, on emportait ses dieux: à l'époque de Rome et aujourd'hui, on met à mort ses chefs.

Dans les guerres civiles, on tue presque toujours le vaincu, et souvent après l'avoir « jugé »; vis-à-vis du vainqueur, le vaincu est considéré comme coupable de « rébellion ». Pour un Etat qui fait un empire, les pays qu'il y a déjà incorporés par la pensée se trouvent eux aussi, vis-à-vis de lui, en état de rébellion s'ils lui résistent: Ses chefs sont ses futurs sujets; il les traite maintenant déjà comme tels.

Plus d'armistices! Plus de traités! La reddition sans conditions! Et la mort pour les chefs! telles sont les caractéristiques des guerres impériales.

Pourquoi Mao Tse Tung n'a-t-il pas d'avions?

Il y aurait longtemps que les armées communistes chinoises auraient conquis toute la Chine si elles avaient eu de l'aviation. Les correspondants de presse sont unanimes sur ce point: la seule force sur laquelle Tchang Kai Chek ait jamais pu compter est son aviation. Les victoires que Nankin a annoncées de temps en temps furent dues uniquement à l'aviation qui, concentrée sur un point particulièrement critique, parvenait à retarder... pour un temps l'avance communiste. La reprise de Kai-Fong, il y a quelques mois, a été due, et due uniquement à l'aviation; Moukden n'a pu tenir si longtemps que grâce à l'aviation; et aujourd'hui même, enfin, si Sou-Tcheou n'est pas tombé plus rapidement, la raison s'en trouve dans l'intervention massive de l'aviation nationaliste.

Aviation à laquelle Mao Tse Tung — si extraordinaire que cela puisse paraître — n'a rien à opposer; l'aviation communiste est pratiquement inexistante.

A quoi cela est-il dû?

On sait que l'armement des troupes communistes chinoises est presque uniquement japonais et américain. Il provient de leurs nombreuses prises de guerre, sur l'armée japonaise d'abord, sur les armées nationalistes chinoises, armées par les Américains, ensuite. Et l'on comprend assez bien que ces prises de guerre n'aient pas fourni aux armées de Mao Tse de quoi avoir une aviation digne de ce nom. Les avions japonais n'étaient sans doute pas très nombreux, et, en tout cas, ils sont maintenant démodés; quant aux avions de Tchang Kai Chek, s'ils ont des ailes, c'est pour ne pas se laisser prendre!

Mais pourquoi diable Staline ne fournit-il pas des avions, ainsi que le pétrole pour s'en servir? La Russie n'en est tout de même pas à quelques centaines d'avions près, et les puits de pétrole de Sakhaline ne sont pas si loin!

Deux explications, qui ne s'excluent d'ailleurs

nullement, me paraissent possibles. L'une serait que Staline ne veut pas étaler l'infériorité de l'aviation russe. Les avions nationalistes sont des avions américains, peut-être pas tout à fait des derniers types, mais néanmoins des avions modernes et de haute qualité. Si les avions russes ne tenaient pas le coup contre eux, quelle perte de prestige!

L'autre est que le parti communiste chinois est très certainement un parti communiste et un parti chinois, au lieu d'être simplement, comme ses congénères d'Europe, un parti stalinien et russe.

Ses origines n'ont rien à voir avec le Komintern. Lorsque, après le coup de Shanghai, celui-ci eut baissé pavillon devant Tchang Kai Chek, c'est tout à fait en dehors de lui, sans aucune aide de la Russie, et même sans aucune intervention des anciens cadres communistes chinois, que quelques hommes, qui avaient appartenu au parti communiste comme simples militants, se retrouvèrent dans le Sud-Est de la Chine, sur une montagne du Kiang-Si, dans une région fort isolée, qui, depuis des temps immémoriaux, avait servi de refuge aux rebelles de toutes sortes, et c'est là que les nouveaux proscrits levèrent de nouveau l'étendard de la révolte! Des centaines, puis des milliers de « désespérés » vinrent progressivement les rejoindre, et là, seuls, ne pouvant compter que sur leurs propres forces, ils parvinrent à résister victorieusement à plus d'une demi-douzaine d'attaques des armées nationalistes. Ce n'est que devant la menace d'une nouvelle campagne, menée avec des moyens encore plus puissants et qui devait être soutenue par les Japonais, qu'ils conçurent et réalisèrent ce projet fantastique d'aller gagner l'autre bout de la Chine par une marche de quelque 2.500 kilomètres, dont la plupart durent être parcourus en haute montagne, et qui dura un an. Ils parvinrent ainsi dans les provinces du Nord-Ouest de la Chine; à ce moment, mais à ce moment seulement, ils se trouvèrent à portée des Russes.

Ainsi, à son origine, plus encore que Tito, l'actuel parti communiste chinois ne doit rien à la Russie; et, s'il lui fut redevable peut-être de quelque aide durant la période intermédiaire, il ne lui doit de nouveau plus rien depuis la défaite du Japon, puisque le seul engin militaire que ses armées n'ont pu, depuis lors, se procurer de haute lutte, l'avion, Staline ne le lui fournit pas. Les Chinois sont donc, en fait, moralement et matériellement, indépendants du Kremlin, de telle sorte que Mao Tse Tung est le seul chef communiste qui puisse se permettre de dire, quand on vient l'interviewer : « Nous sommes uniquement des « marxistes », aussi nous ne sommes d'accord avec Moscou que lorsque Moscou se conduit en « marxiste ».

D'autre part, tout comme la Yougoslavie, la Chine est essentiellement un pays agricole; c'est avant

tout, et même, semble-t-il presque uniquement, à une révolution agraire que procèdent les armées communistes, lorsqu'elles occupent de nouvelles provinces, et cette révolution agraire paraît s'inspirer beaucoup plus de la vieille formule : la terre aux paysans !, que du kolkhozisme.

Aussi comprend-on que Staline n'ait sans doute jamais été très pressé de voir le drapeau rouge, même orné de la faucille et du marteau, flotter à Shanghai et à Canton. Ainsi que l'écrivait récemment notre camarade anglais Ridley dans *the Socialist Leader*, avec une Chine communiste le Kremlin pourrait bien se trouver rapidement aux prises avec un nouveau « titisme », et d'une tout autre envergure.

Donc : pas d'avions !

Les vraies victoires du stalinisme

Ainsi, les immondes décrets Daladier ne sont pas morts ! Non seulement on ne les a pas abrogés, mais on les applique de nouveau. Des gens, dont je ne veux, pour l'instant, pas savoir ce qu'ils sont, sont actuellement poursuivis pour avoir tenté de porter atteinte au « moral de la nation » !

Parmi toutes les mesures liberticides qu'une frousse sans précédent fit prendre à nos gouvernants durant les années 38 et 39, je n'en connais pas de plus grave, avec celle établissant les camps de concentration, que l'institution de ce délit. C'est pour ce délit que les cinq ans de prison pleuvaient en masse, pendant la drôle de guerre, sur quiconque s'était permis d'exprimer l'opinion que tout n'allait pas pour le mieux dans la meilleure des Républiques et dans la plus sûre des guerres. Car l'institution d'un tel délit, qui n'existait jusque-là que dans les pays officiellement totalitaires, équivaut à la suppression pure et simple de la liberté de la presse, de la liberté de la parole, de la liberté d'opinion.

Toute parole, tout écrit qui critique, en quoi que ce soit, les actes du gouvernement, peut être considéré, et est, en fait, considéré par les gouvernements comme susceptible de porter atteinte au moral de la nation, car, pour les gens au pouvoir, le moral de la nation ne peut être maintenu que si la nation a une foi aveugle en eux.

Un pays où un tel délit se trouve inscrit dans la loi est un pays sans liberté. En 39, le Français n'était plus libre; aujourd'hui, une fois de plus, il ne l'est plus.

Mais, me dira-t-on, ce décret va être appliqué à des communistes. C'est-à-dire à des gens qui, s'ils avaient le pouvoir, en feraient bien d'autres ! Avec eux, le mot de liberté même serait proscrit ! C'est exact ! Mais il est non moins exact que n'est pas libéral celui qui, comme dit Renan, « ne réclame pas la liberté pour les autres, même quand il sait que ceux-ci ne lui rendraient pas la pareille s'ils étaient les maîtres ». Veuillez avoir raison : nous devons donner la liberté, au nom de nos principes, à ceux qui nous la refusent au nom des leurs.

Et puis, dira-t-on aussi, si l'Etat français est obligé de prendre de telles mesures, de mettre la liberté « en vacances », c'est qu'il est dans une situation exceptionnelle, une situation qui ne s'est à peu près jamais vue, celle d'un Etat où près d'un tiers de la population est aux ordres d'un Etat étranger et n'agit que dans l'intérêt de celui-ci, contre ses propres intérêts et contre l'intérêt de son pays. Tous les Etats, même les plus libéraux, ont dû se défendre contre la trahison. L'application qui est

actuellement faite d'un décret scélérat n'est que le paravent juridique destiné à permettre d'atteindre une trahison, dont le camouflage est suffisamment réussi pour qu'on ne puisse la poursuivre comme telle. Et cela aussi est vrai !

Mais qui ne voit qu'en étant réduits à cette nécessité, nous donnons la victoire à ceux que nous prétendons combattre. Si, pour combattre le totalitarisme, il est nécessaire d'utiliser de méthodes totalitaires, alors c'est le triomphe, partout, du totalitarisme. C'est aussi pour combattre le russisme que Mussolini et Hitler employèrent la violence et la terreur ! Leur Oвра et leur Gestapo ne furent que des répliques, adoucies, du Guépéou. Et leur excuse, tout comme celle que fournissent nos Moch et nos Queuille, était que leur régime se trouvait être le seul moyen, pour l'Italie et l'Allemagne, de ne point tomber sous celui, pire encore, de Staline.

C'est ainsi que, de proche en proche, le totalitarisme s'étend partout. Ici il s'installe par l'extension de la domination russe sur le pays; là il s'établit pour lutter contre cette extension. Mais, dans les deux cas, la liberté disparaît, tout pareillement.

Vérification

Il faut, chaque fois qu'on le peut, se vérifier.

Au début de cette année, lors du vol des billets de 5.000 francs par M. René Mayer, nous avions dit que le résultat de cette mirifique opération serait d'augmenter les effets de l'inflation (1). Les billets de banque thésaurisés, disions-nous, n'agissent pas sur les prix ; étant donné que désormais, dans la crainte d'une opération du même genre sur les autres billets, personne ne thésaurisera plus, tout le poids des billets émis portera désormais sur les prix, d'où, pour une même quantité de billets, des prix plus élevés.

Le retrait des billets de 5.000 francs a eu lieu fin janvier 48 ; à la veille du retrait, la valeur des billets de banque émis avoisinait 900 milliards et l'indice des prix était de 1.456 ; en septembre dernier, la valeur des billets a atteint de nouveau 900 milliards, et l'indice des prix était, fin septembre, de 1.791. Pour un même nombre de billets, des prix de 23 p. 100 plus élevés !

R. L.

(1) Voir « R. P. » février 48.

La faillite du syndicalisme des fonctionnaires

Périodiquement les fonctionnaires ont droit aux honneurs de la manchette des quotidiens et de la tribune parlementaire. On parle souvent de leurs traitements... si souvent même que l'opinion publique s'en lasse et s'en irrite... ignorant qu'il y a loin de la coupe budgétaire... aux lèvres des « budgétivores ». On parle aussi de leur droit syndical, de leur agitation syndicale; on leur conteste le droit de grève. La classe ouvrière ne leur est pas toujours favorable, soit que l'individu fonctionnaire lui soit naturellement hostile, soit que les revendications des fonctionnaires lui paraissent abusives, compte tenu des avantages dont ils jouissent et dont elle exagère d'autant plus la valeur qu'elle en est privée. Les vieux syndicalistes, fidèles à l'esprit de 1906, ont peine à ne pas entrevoir derrière tout fonctionnaire, l'image de l'Etat qu'ils jugent de plus en plus tyrannique.

Toutes ces questions devaient être résolues par le Statut de la fonction publique dont les communistes imposèrent le vote par l'Assemblée constituante, le 7 octobre 1946... qui ne fut ni sérieusement étudié par les syndicats, ni sérieusement discuté par les députés, que de bons camarades — qui se placent à la gauche du mouvement syndical — qualifient encore d' « heureuse conquête syndicale ».

Et rien n'est résolu. Pas une des questions posées.

Peut-être ne sont-elles pas suffisamment claires ? Peut-être sont-elles mal posées ? Peut-être faut-il reprendre le départ sur de nouvelles bases, changer radicalement d'orientation ?

UN SYNDICALISME DE CLASSE

« Le syndicalisme des fonctionnaires fut un des phénomènes marquants de l'histoire sociale de la III^e République », disait un chroniqueur. Formule exacte, à condition de définir les deux premiers termes. Car si l'on entend par « syndicalisme », le mouvement propre de la classe ouvrière, il convient de se demander préalablement, si les fonctionnaires appartiennent à celle-ci. C'est en remontant aux origines que l'on dissipera la confusion. On ne distingue plus aujourd'hui les deux sources de l'organisation actuelle. D'une part l'adhésion d'une petite minorité de fonctionnaires et d'agents des services publics aux idées syndicalistes nées de l'organisation et de l'action de la C.G.T. d'avant 1914. D'autre part le groupement de la grande majorité des fonctionnaires en associations amicales qui s'intitulèrent syndicats, au lendemain de la guerre de 1914.

On relirait avec profit trois textes essentiels : Le manifeste des instituteurs syndicalistes de 1905 (1), la lettre ouverte à Clemenceau du comité pour la défense du droit syndical de 1907 (2), et le

(1) Nous évoquons souvent dans cette étude, l'histoire du mouvement des instituteurs. On voudra bien nous excuser. Sans doute sommes-nous un peu trop influencé par l'action corporative par laquelle nous sommes encore entraîné ? Mais n'est-il pas normal que dans une revue comme la nôtre, chacun s'efforce de tirer des « idées générales » de sa propre expérience de militant. ?

(2) Ce comité comprenait les groupements suivants : Travailleurs de la marine, Fédération des Travailleurs municipaux, Fédération des Tabacs, Fé-

manifeste du congrès de Chambéry des instituteurs de 1912.

Lorsqu'on évoque cette période, on s'arrête surtout aux poursuites intentées contre les pionniers de notre mouvement. C'est un aspect de la question qui n'est pas négligeable. Mais, ce n'est pas l'essentiel.

En un style volontairement modéré, les rédacteurs de 1905 réclamaient pour les instituteurs le droit de rejoindre les Bourses du Travail. Avec plus de vigueur, les militants de Chambéry entendaient se soumettre à la discipline de la C.G.T. Leur adhésion au « Sou du Soldat » — cette institution confédérale d'inspiration antimilitariste — qui n'eut pas d'effet pratique, apparaissait comme une manifestation symbolique et audacieuse de leur volonté syndicaliste. Et ils empruntaient à J.-J. Rousseau une formule qui dans sa simplicité exprimait la haute portée de leur syndicalisme : « Sois un homme puisque tu dois former des hommes ! »

Esprit de classe, volonté de se confondre avec le prolétariat révolutionnaire — même lorsqu'ils n'en approuvaient pas toutes les thèses, même lorsqu'ils étaient hostiles à certains moyens d'action. (Le manifeste de 1905 distingue le droit syndical du droit de grève et en collaborant à « la Vie ouvrière », en 1912, Albert Thierry précisait nettement son hostilité à l'antipatriotisme comme au sabotage) — ces idées justifiaient à leurs yeux leur effort pour « l'émancipation de l'école, de l'enseignement et du maître », par la lutte contre les représentants de l'autorité, contre l'arbitraire administratif et les recommandations politiques.

Le maintien dans le prolétariat impliquait des sacrifices réels. Avant d'être formulé par Albert Thierry, le « refus de parvenir » fut pratiqué par des militants qui n'acceptaient même pas de profiter d'un avancement normal et justifié. En 1914, Jean Coste débutant ne gagnait guère en province plus de 150 francs par mois. Et comme on parlait d'une échelle de traitements portant à 4.000 francs le traitement annuel de fin de carrière, Thomas (le vieux militant de l'Indre) protestait à Chambéry : « Quatre mille francs, c'est beaucoup trop. Nous deviendrons des bourgeois ! »

Esprit de classe impliquant la méfiance à l'égard des politiciens — même chez les syndicalistes qui — par une simple division du travail — militaient au sein des amicales. Elu président de la Fédération des Amicales en 1909, Louis Roussel protestait violemment contre la présence à la tribune du congrès d'un ancien instituteur devenu député socialiste.

Esprit de classe impliquant la solidarité effective et pas seulement verbale contre l'arbitraire du pouvoir. C'est en 1912, au lendemain des poursuites provoquées par le congrès de Chambéry et en signe

dération des Allumettes, Fédération des Syndicats d'instituteurs, Syndicats des Sous-Agents des Postes, des Monnaies et Médailles, Association des Agents des Postes, Association des jeunes facteurs, Syndicat du mont-de-piété, Agents de lycée, Association des gardiens de prison, Association professionnelle des employés des ministères, répétiteurs, agents des douanes. Cette énumération n'est pas inutile. Elle prouve qu'il s'agissait presque exclusivement d'ouvriers, de travailleurs à qualification professionnelle ou de petits fonctionnaires.

de protestation que Marthe Pichorel adhéra au syndicat.

Esprit de classe impliquant la lutte contre l'Etat. On a fait allusion ces temps derniers à la révocation en 1907 de l'instituteur Nègre. Celui-ci ne fut pas frappé comme secrétaire du syndicat des instituteurs, mais comme signataire d'une réponse à Clemenceau, au nom de l'organisme qui préfigura le Cartel des Services publics. Derrière le vieux jacobin, ennemi de la C.G.T., c'était l'Etat, « le Moloch insatiable, le monstre tyrannique et sanguinaire » que flétrissaient ces premiers syndicalistes.

Il n'était pas question, pour cette petite minorité, de s'aligner dans les batailles quotidiennes sur les syndicats ouvriers. L'action collective était difficile, sinon impossible. Le groupement et la doctrine suffisaient pour provoquer des réactions bourgeoises. Les vertus individuelles de ces premiers syndicalistes suffisaient pour assurer au mouvement naissant, une solide armature morale. Et ils possédaient, comme leurs camarades de la C.G.T., cette prédilection pour les « revendications au son clair » dont parlait Amédée Dunois, pour les idées simples nourries de réalisme dru et d'évidente justice — telle celle de « l'égalité de traitement » entre les deux sexes dont les institutrices syndicalistes imposèrent l'application intégrale dès 1914, telle celle du « traitement unique » que les jeunes proposèrent dès 1919.

C'est par ce groupement que naquit la Fédération des Syndicats d'Instituteurs — qui appartenant de 1915 à 1919 à la minorité pacifiste et révolutionnaire de la C.G.T., se maintint dans la C.G.T.U. (3), après la scission confédérale de 1921, sous le titre de Fédération de l'Enseignement justifié par l'adhésion de professeurs du Secondaire et du Supérieur. Depuis l'unité de 1936, la tendance organisée de « l'Ecole Emancipée » s'affirme seule dépositaire des traditions de la vieille fédération. Ce n'est pas absolument exact, car celle-ci de 1921 à 1936 avait été ravagée par la bolchevisation et de nombreux pionniers du syndicalisme universitaire (Loriot, Hélène Brion, Marthe Bigot, Baldacci, Cornec, Thomas) avaient rejoint le syndicat national et la C.G.T., dite réformiste. Mais en 1948 — alors que pas mal d'anciens ont disparu ou se taisent, c'est certainement le groupe de « l'Ecole émancipée » — quelles que soient les réserves que nous formulons sur sa tactique — qui conserve avec le plus de respect l'héritage du premier syndicalisme universitaire.

DES AMICALES A LA C.G.T. ET A LA FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT

Seulement cette attitude n'impliquait pas nécessairement le mépris de l'effort accompli par les syndicalistes militant au sein de la puissante Fédération des Amicales. On pouvait s'irriter de leur prudence, on ne pouvait nier la sincérité de leur volonté de rapprochement avec la classe ouvrière organisée. L'histoire objective de cet immédiat après-guerre, lorsque s'est posée en 1919 la question de la fusion du Syndicat national (ex-Fédération des Amicales) avec la Fédération des Syndicats n'a pas été écrite et ne le sera probablement pas de sitôt, alors que les oppositions d'aujourd'hui se

(3) L'histoire de la C.G.T.U. reste à écrire. Constitué par la minorité du congrès de Lille (le dernier avant la scission) elle groupa à son origine la majorité des syndiqués. Mais elle tomba sous l'influence exclusive des communistes et perdit de 1922 à 1936, les deux tiers au moins de ses effectifs du début.

nourrissent encore des souvenirs d'hier. Que la scission confédérale de 1921 ait résolu provisoirement et douloureusement le problème en rejetant le Syndicat national dans la C.G.T. réformiste, que même l'intégration de celui-là dans celle-ci n'ait pu se réaliser qu'en deux étapes, cela peut fort bien s'expliquer et se justifier par la nécessité de conserver intact le groupement de masse qui ne pouvait sauter brutalement et d'un seul bloc de l'amicalisme au syndicalisme. Mais — et cette observation éclaire notre sujet — il fallait aussi obtenir rapidement des résultats d'ordre corporatif.

L'action directe paraissant difficile, sinon impossible, on s'accrocha à la notion de « fonctionnaire d'Etat », on demeura à la Fédération des Fonctionnaires dans le seul but de profiter de la grande opération de classification des fonctions publiques que celle-ci entreprenait.

La comparaison avec le mouvement postal éclaire encore plus nettement cette dualité. Les postiers connurent aussi au départ la forme syndicale pour une minorité et la forme amicaliste pour la majorité. Mais ils s'étaient familiarisés avec l'action directe, vers 1909, lorsqu'au ministre Simyan insultant les dames des P.T.T. répondit la première grève des postiers parisiens.

L'évolution qui aboutit à la formation des syndicats des agents, des employés, des ouvriers et de la Fédération postale en fut à la fois accélérée et simplifiée, et l'organisation syndicale, d'où émergèrent de puissantes personnalités, mena sa lutte corporative dans une indépendance jalouse. Entre la Fédération et la C.G.T. ne s'interposa pas l'écran de la Fédération des Fonctionnaires; la corporation postale prit naturellement sa place dans le syndicalisme ouvrier, sans que le titre de « fonctionnaires » l'oblige à une classification spéciale.

C'est très sincèrement que les dirigeants du Syndicat national des Instituteurs voulaient s'unir à la classe ouvrière. « Nous ne conjugons pas le verbe « aller au peuple » — disait Louis Roussel — nous sommes du peuple ». Du peuple paysan, pour la majorité des instituteurs, ce qui explique peut-être leur comportement particulier au sein de l'organisation ouvrière. Mais il fallait tirer Jean Coste des humiliations de la misère et des griffes des politiciens locaux. D'autant plus vite que ce survivant des tranchées — où il avait souvent gagné des galons d'officier — ne se résignait plus aussi facilement à une vie besogneuse et médiocre. On accorderait au fonctionnaire d'Etat et à l'officier de réserve ce que l'on refusait au maître d'école.

Nous touchons ici à l'essentiel de notre interprétation de l'histoire du mouvement des fonctionnaires. La dualité qui a persisté dans le syndicalisme des instituteurs — et de tous les enseignants — explique dans une large mesure les contradictions qui ont abouti à la dissociation de la Fédération des Fonctionnaires. L'autonomie du mouvement postal prouve au contraire qu'un syndicalisme des services publics peut vivre et se développer sans qu'intervienne la notion de fonctionnaire d'Etat.

Sans doute la Fédération des Fonctionnaires a-t-elle subi l'influence des événements extérieurs, les effets des luttes de catégories comme des heurts de tendances. Avant 1914, elle existait déjà comme organe de liaison des différentes amicales. En 1920 elle adhéra, en tant que fédération, à la C.G.T. Pour ne pas se diviser, lors de la scission confédérale de 1921, elle se réfugia dans l'autonomie, ce qui ne la préserva pas des conflits internes. En 1927, sa majorité décida d'adhérer à la C.G.T. réformiste, dont les tendances « légalistes » lui convenaient. La minorité — avec comme principaux éléments : les indirectes et les douanes actives — que ses tendances rapprochaient de la C.G.T.U. de

meura autonome, jusqu'à la réalisation de l'unité confédérale en 1936.

Mais pendant vingt ans, de 1927 à 1947, l'évolution organique de la Fédération des Fonctionnaires s'explique par la confusion que nous avons définie et par une contradiction que nous tenterons d'approfondir entre le syndicalisme des services publics et le fonctionnarisme d'Etat. En 1927, la Fédération reposait sur de nombreux syndicats nationaux — chacun correspondant à une catégorie, de spécialisation professionnelle plus ou moins précise — dont l'importance variait de 80.000 membres à moins de 50.

Syndiqués à 90 %, les « géomètres du cadastre » — par exemple — apportaient à la Fédération une centaine d'adhérents et un secrétaire fortement barbu et terriblement éloquent... d'ailleurs minoritaire et sympathique. Exception... honorable, car presque tous les petits syndicats parlaient peu, mais votaient bien. Il suffisait au bureau fédéral de louveroyer entre les intérêts particuliers — et quelquefois sordides — des petites catégories, pour s'assurer une majorité confortable. On avait bien constitué dans quelques départements, des sections départementales groupant tous les fonctionnaires, mais les plus actives d'entre elles n'avaient pas d'autre but que de bourdonner aux oreilles des « élus sortants » et des candidats « entrables », à la veille des consultations électorales.

Les ambitions sociales, les scrupules et l'entêtement des enseignants — qu'on n'aligne jamais facilement — troublèrent la machine. La Fédération des Fonctionnaires avait décidé en 1927 d'adhérer en bloc à la C.G.T. Et voilà que des fissures apparaissent. Placés sur la même position que les postiers, des syndicats de professeurs adhéraient à la C.G.T. depuis 1919 et méprisaient la Fédération des Fonctionnaires. D'autres syndicats universitaires ne connaissaient que celle-ci et ignoraient celle-là. Le syndicat des Instituteurs depuis 1925 adhérait aux deux. Il fallut bien composer et l'aménagement provoqua de longs débats. La Fédération des Fonctionnaires se constitua comme une petite C.G.T. dans la grande, avec ses sections départementales, ses syndicats nationaux groupés en six fédérations internes : Enseignement, Finances, Administration générale, Travaux publics, Air-Guerre-Marine, Economie nationale. Un monstre... qui n'était ni une fédération de métier, ni une fédération d'industrie, qui ne pouvait prétendre au rôle de groupement unique des fonctionnaires d'Etat (car les postiers n'y avaient pas place), dont la représentation au sein des organismes confédéraux était à la fois une et multiple... un monstre qui agonisait déjà lorsque la scission confédérale de 1947 lui porta le dernier coup.

C'est que les staliniens dans leur volonté de conquérir la machine d'Etat se heurtaient encore au prestige des vieux militants du bureau fédéral des fonctionnaires. Ceux-ci leur avaient sans doute cédé beaucoup de terrain... mais leur complaisance n'était pas inépuisable... et (comme dit la chanson) « un mariage de raison ne leur faisait pas perdre la tête ». En 1939, les staliniens s'étaient opposés durement aux syndicalistes qui ne se résignaient pas au caractère « monstrueux » de la Fédération des Fonctionnaires. En 1946, certains de conquérir facilement les fédérations internes, ils s'associèrent aux syndicalistes pour dissocier la Fédération générale qui devint sous le titre d'« Union générale des Fonctionnaires » un simple organe de coordination. Cette union demeure dans la C.G.T., quoique privée de la majorité de ses adhérents. A la C.G.T.-F.O., on a constitué un simple cartel interfédéral (4). Et

(4) Ce cartel vient de s'enrichir de l'adhésion de la Fédération Postale F.O. C'est la solution que nous

la puissante Fédération de l'Enseignement s'est réintégrée dans l'autonomie, où quelques syndicats isolés lui tiennent compagnie.

LA PETITE BOURGEOISIE PROGRESSISTE

Mais nous pouvons aujourd'hui expliquer cette formation qui a persisté pendant 40 ans et qui a pesé fortement sur la vie sociale et politique du pays. Rien de commun dans ses origines avec l'esprit de classe qui déterminait des instituteurs et des postiers à revendiquer le droit de rejoindre les Bourses du Travail — Rien de commun sinon le désir de se garantir contre l'arbitraire d'un Etat d'esprit centralisateur et napoléonien.

L'affaire Dreyfus a marqué la fin de la République orléaniste et opportuniste, la défaite des deux puissantes féodalités : l'armée et l'église — défaite qui ne fut certes pas définitive — la ruée vers le pouvoir de la petite bourgeoisie représentée par le radicalisme. La réhabilitation du capitaine Dreyfus, c'est-à-dire la condamnation de l'état-major et de la camarilla militaire, la loi de 1901 consacrant le droit d'association, la loi de séparation des églises et de l'Etat se dressent dans l'histoire comme les trois « monuments-témoins » de cette bataille et de cette victoire. Mais la petite bourgeoisie — Louzon le précise dans son « Economie capitaliste » — se divise en deux tendances fondamentales : l'une conservatrice représentée essentiellement par les paysans ; l'autre progressiste représentée essentiellement par les fonctionnaires.

Ainsi, à l'aube du vingtième siècle, tandis que la lutte des classes — simplifiée par la victoire radicale — provoquait la naissance de la C.G.T. se poursuivait à « l'intérieur de la bourgeoisie », la lutte entre le vieux césarisme conservateur et l'esprit fonctionnaire tendant à la « démocratisation » des administrations publiques.

C'est un des aspects assez particuliers de l'évolution de la bourgeoisie française que cette recherche de la sécurité dans les « offices » et les fonctions de l'Etat.

Colbert, au dix-septième siècle dénonçait déjà cette « crainte du risque » qui éloignait des entreprises industrielles et commerciales les capitaux et les hommes du Tiers Etat. La centralisation napoléonienne a fortement accru le nombre des fonctionnaires, et c'étaient encore les détenteurs de hautes fonctions publiques qui dominaient dans la Chambre des députés de la monarchie de Juillet et qu'il fallut bousculer en 1848. Sans doute le recrutement devenait-il populaire. Mais c'était le même désir de sécurité qui poussait les familles ouvrières et surtout paysannes à orienter leurs fils vers les fonctions publiques, par l'évasion de la condition ouvrière ou paysanne. Le contraire exactement de l'esprit de classe qui est à l'origine du véritable syndicalisme.

Il est encore facile, chez nous, de distinguer ceux qui dans l'Université ont voulu s'assurer une carrière de fonctionnaires de ceux qui ont été portés par une véritable vocation enseignante. C'est à ceux-ci que l'on doit toutes les initiatives audacieuses — qu'elles soient pédagogiques ou sociales.

Seulement la multiplicité des fonctionnaires — encore alourdie par la clientèle des politiciens — et les difficultés financières de l'Etat ne permettaient

avons toujours préconisée. Une Fédération syndicale pour chaque service-public, chaque grande administration. Un cartel au sommet : ainsi tous les fonctionnaires d'Etat sont groupés. Mais pourquoi maintenir deux échelons : cartel des fonctionnaires et au-dessus cartel des Services publics avec les Cheminots, les Services municipaux et départementaux, l'Eclairage, les Travailleurs de l'Etat ? Cette distinction-là se justifie de moins en moins.

d'accorder à la masse que la sécurité dans la médiocrité. La comparaison avec la situation des fonctionnaires anglais ou allemands provoquait des revendications formulées avec une amertume et une irritation grandissantes. Comparaison significative ! On ne cherchait pas à s'aligner sur la classe ouvrière, mais sur des fonctionnaires étrangers constituant — surtout en Allemagne — une caste fermée et hostile à tous les courants populaires.

A l'aube du vingtième siècle, et dans l'entre-deux guerres de 1919 à 1939, une féodalité demeurait en place. Celle des hauts fonctionnaires qui, à travers toutes les crises ministérielles, maintenait la permanence de l'Etat, et dont l'autorité est à peine entamée, aujourd'hui.

En particulier, les inspecteurs des finances — formés pour la plupart à l'Ecole des Sciences politiques — contrôlent en fait tous les ministères et exercent une véritable tutelle sur le gouvernement.

La lutte contre cette aristocratie s'imposait donc aux dirigeants du mouvement des fonctionnaires. Mais c'était encore une opposition « interne » analogue à celle qui dressait les humbles curés des paroisses, en 1789, contre les évêques et les abbés détenteurs d'importants bénéfices. Ici le clerc à portion congrue contre l'aristocrate du clergé. Là le fonctionnaire petit du moyen contre le fonctionnaire privilégié.

La révolution bourgeoise a profité de cette scission du clergé, sans que celle-ci intervienne dans son mouvement propre. Ainsi le prolétariat révolutionnaire est-il également étranger à cette querelle entre fonctionnaires.

Donc pas d'esprit de classe, pas d'esprit foncièrement ouvrier à l'origine de la Fédération des Fonctionnaires. Que l'on ne nous objecte pas — sur le ton de la condescendance ironique — l'archaïsme de nos idées dépassées par l'évolution, contredites par l'adhésion à la C.G.T. de catégories sociales guère prolétariennes... les techniciens, par exemple !

— Savoir si tous les techniciens, tous les fonctionnaires sont « syndiqués » dans une C.G.T., si au-dessus d'un certain plafond, la rémunération est autre chose qu'un véritable « salaire », au sens historique du mot — c'est une question grave... ce n'est pas celle que nous étudions ici. Il s'agit simplement de « l'esprit fonctionnaire » et de « l'esprit technicien » que nous opposons au syndicalisme considéré par nous comme la seule voie possible vers l'émancipation réelle de la classe ouvrière.

Expression de « l'esprit fonctionnaire », la Fédération des Fonctionnaires — constituée et développée sous le double signe de la démocratisation de l'administration et de la valorisation de la fonction publique — a-t-elle contribué à la corruption du syndicalisme ouvrier ?... A-t-elle, sur le plan de la simple démocratie, réussi à atteindre les buts proposés ? C'est ce que nous voulons examiner.

DE LA DEVIATION POLITIQUE

A LA CORRUPTION PAR LA POLITIQUE

Mieux que toute discussion théorique, les faits prouvent que la Fédération des Fonctionnaires a joué un rôle politique, le rôle de l'aile marchante de la démocratie bourgeoise et par là contribué à la corruption du syndicalisme ouvrier.

En 1924, elle a jeté toutes ses forces dans la bataille électorale qui s'est conclue par la défaite du bloc national de Poincaré et la victoire du Cartel des Gauches. Il est vrai qu'elle était autonome à l'époque. Il est vrai aussi que les fonctionnaires ont tiré de leur confiance dans les poli-

ticiens pas mal de désillusions. On fut plus prudent, lors des consultations de 1928 et de 1932. On décida même, avant cette dernière, d'arrêter assez tôt une propagande tendant à populariser les revendications, afin de ne pas intervenir directement dans la campagne électorale.

De 1932 à 1934, la Fédération engagea la lutte contre la déflation des traitements avec une netteté et une ténacité qui nous inspirèrent quelque espoir quant à ses possibilités et à son avenir. Car il s'agissait bien de la défense des salaires, et la résistance des fonctionnaires caractérisa cette époque où la classe ouvrière désarmée par la crise, subsistait sans réaction sérieuse, les coups les plus durs et les plus profonds.

La tentative fasciste du 6 février 1934 a été diversement interprétée. On peut la juger par ses effets. Elle permit à la haute bourgeoisie de mener à son terme la politique de déflation, avec les prélèvements de 5 % imposés en 1934 par les décrets Doumergue-Germain-Martin et de 10 % imposés en 1935 par les décrets Laval.

La résistance des fonctionnaires, ou plutôt du Cartel des Services publics — animé par la Fédération des Fonctionnaires — semblait vaincue. Défaite qui aurait été honorable si l'on s'était maintenu sur le terrain de la bataille... même entamé. Mais on changea d'orientation, avec une rapidité qui nous émut si fortement que notre protestation s'exprima par un numéro spécial de la R. P. Les dirigeants des fonctionnaires affirmaient que le salut dépendait exclusivement de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement. Ils n'adhéraient pas au « Rassemblement populaire » comme une force distincte et autonome, ils se confondaient dans cette cohue. Au congrès confédéral de Toulouse, en 1936, qui réalisa l'unité syndicale, ces néo-syndicalistes se joignirent aux communistes pour que l'on substituât le programme du Rassemblement populaire au plan de la C.G.T. Il nous fallut bloquer avec les défenseurs de celui-ci, non par adhésion au « planisme », mais afin d'éviter une confusion qui aurait réduit la C.G.T. au rôle de porte-panneau électoral et d'arrière-boutique ministérielle. « Mais notre congrès, où toutes les tendances sont représentées, est à l'image du Rassemblement populaire... s'écriait un éloquent représentant du néo-syndicalisme. Ce fut Jouhaux qui répliqua : « La différence entre notre congrès et le Rassemblement populaire, c'est qu'ici, seuls des salariés sont représentés. » Dialogue qui, dans sa simplicité, marqua la distinction fondamentale entre le syndicalisme, si modéré qu'il soit — et une politique si révolutionnaire qu'elle paraisse.

Inutile de souligner que cette corruption du syndicalisme ouvrier n'a pas débuté en 1935 et n'a malheureusement pas pris fin en 1936. Reconnaissons même qu'elle a d'autres causes initiales que l'adhésion des fonctionnaires à la C.G.T., et que d'autres facteurs en ont précipité l'aggravation.

Mais ce qui est peut-être plus grave, c'est que la corruption a rongé la base la plus solide du mouvement des fonctionnaires. Que ceux-ci dans leur grande majorité n'aient pas été animés par l'esprit de classe, on pouvait facilement le prévoir. Encrer aurait-on pu les maintenir sur leur propre terrain, celui de la résistance à l'arbitraire politique.

Aucun philosophe n'a mieux défini qu'Alain ce qui caractérise essentiellement la tendance démocratique française : c'est la défense de l'individu, la lutte du citoyen contre les pouvoirs, du gouverné contre les gouvernants. Dreyfus avait le droit d'être juif, capitaine et innocent, malgré l'antisémitisme de ses chefs. Et ce droit ne devait pas dépendre du « philosémitisme » des rivaux de ses chefs. Il était contraire au droit qu'un fonctionnaire franc-maçon fût brimé par un politicien clé-

rical. Mais si le fonctionnaire était cléricale et le politicien franc-maçon, l'atteinte au droit était aussi intolérable.

C'est au nom de ces principes élémentaires que réagirent les premiers dreyfusistes (intellectuels passionnés pour la justice) — que se formèrent, à l'aube du vingtième siècle, la Ligue des Droits de l'Homme et les premières amicales de fonctionnaires. Mais à la phalange dreyfusiste succéda la foule « dreyfusarde », ruée à l'assaut des places. Pendant un quart de siècle, la Ligue des Droits de l'Homme, sous l'influence de Francis de Pressensé et de Ferdinand Buisson, garda quelque indépendance morale. La première guerre mondiale avait déjà affaibli sa résistance à l'arbitraire. Elle est sortie de la deuxième guerre mondiale semblable à toutes les Eglises dévouées à César, qui bénissent au nom de Dieu les entreprises les plus diaboliques. Elle a pris parti politiquement et a justifié, au nom du Droit, les pires attentats de la force brutale.

Le même parti pris, politique a fait perdre à la Fédération des Fonctionnaires sa principale raison d'être. Des ambitions sordides s'exaltaient au sein des clientèles politiques et grandissaient à l'ombre des colonnes des temples laïques. C'était sans doute inévitable... sinon tolérable. Mais en 1936, lors de la victoire du Rassemblement populaire, elles se développèrent sous le signe de l'idéalisme républicain et furent portées par le « souffle populaire » qui devait passer sur toutes les administrations. Au nom du Droit, les organisations syndicales les plus actives avaient imposé de haute lutte des règles et des barèmes pour déterminer les avancements et les mutations. Il fallait s'y tenir avec une intransigeance renforcée. On crut au contraire que le choix d'hommes sûrs avait plus d'importance que le respect du Droit. Certains le crurent de bonne foi. Beaucoup d'autres furent moins candides et voulurent profiter rapidement et totalement des facilités politiques du moment. Le gouvernement de Vichy aurait pu justifier son arbitraire par ces précédents... d'autant plus aisément qu'il trouva des collaborateurs zélés dans certains des... « hommes sûrs » placés par le Rassemblement populaire... qui furent souvent d'ailleurs aussi zélés et aussi sûrs sous les ordres de la résistance victorieuse. « Je n'ai pas changé, disait Talleyrand. J'ai toujours servi le gouvernement. C'est le gouvernement qui a changé. »

Des noms, des exemples précis... nous pourrions facilement en citer. Contentons-nous de deux faits significatifs, choisis dans l'histoire de notre corporation. Au congrès du syndicat des instituteurs, en 1936, les délégués d'une section se plainquirent de leur inspecteur d'académie... avec raison, sans doute. Que proposaient-ils pour le combattre ? Une démarche au ministère, afin d'obtenir son déplacement... Comme c'était simple...

Au contraire en 1937, par sa propre initiative, la section des instituteurs de la Loire, menée par Baldacci, obtenait de l'inspecteur d'académie une condamnation solennelle et publique de toutes « recommandations politiques ». Des parlementaires de gauche et d'extrême-gauche s'indignèrent. Le ministre blâma l'inspecteur d'académie. Et si nos amis de la Loire ne furent pas blâmés par le bureau national... c'est que l'on craignait « leur mauvais caractère ». Mais leur incartade fut sévèrement critiquée dans les couloirs des états-majors.

C'est que les anciens, formés dans la lutte contre l'arbitraire, se résignaient mal à cet « assouplissement des principes ». Le vieux militant des postiers, Léon Delmas — nourri de probité proudhonienne — s'éleva avec véhémence dans un congrès de 1938 contre cet abandon des conquêtes syndi-

cales au profit de la politique... qu'elle soit « idéaliste » ou pratique. Les réalistes haussaient les épaules !

On a fait mieux sous Vichy... On a fait bien mieux encore, à la Libération. Il faudra bien se décider un jour à écrire l'histoire de l'épuration administrative. Personne ne l'a mieux caractérisée que Piquemal — le vieux militant des Indirectes — honnête homme, qui n'est pas suspect aux yeux des résistants et des staliniens. Relevons ces extraits du discours qu'il prononça au congrès de la Fédération des Fonctionnaires, le 7 mars 1946 : « Si la Résistance a eu ses héros et ses martyrs, elle a eu également ses Tartarins, ses simulateurs, ses embusqués et ses farceurs... Des hommes, comme le Dr Petiot ont pu se glisser jusque dans les comités d'épuration... Les faux résistants se sont rués à la curée des places et ont pris les meilleures. Et ils n'ont pas apporté dans les services publics un élément d'assainissement et de stabilisation, au contraire. La corruption n'a fait que s'aggraver, de telle sorte que même par osmose, elle a commencé par atteindre le corps solide et sain des administrations permanentes. »

Nous ne savons pas discerner entre les vrais et faux résistants. Mais l'épuration, telle qu'elle a été menée, ne pouvait aboutir à un autre résultat.

Le mal constaté par Piquemal n'est pas né des circonstances exceptionnelles. Et il est encore plus grave qu'il ne le dit. Car la Fédération des Fonctionnaires a laissé sans résistance envahir les administrations publiques par une masse « d'agents contractuels », clientèle des politiciens au pouvoir, d'autant plus docile qu'elle ne jouit pas des garanties statutaires. Au ministère de la Production industrielle, M. Marcel Paul avait ainsi constitué un « appareil » qui doublait l'administration régulière.

L'origine du mal c'est l'orientation politique de la Fédération des Fonctionnaires. Pour moraliser la fonction publique, il fallait respecter le droit d'opinion, les libertés fondamentales de tous les fonctionnaires — quelle que soit leur tendance. Il fallait subordonner les nécessités politiques du moment aux règles permanentes. Que la sélection soit menée au gré des recommandations politiques, au nom de l'autorité gouvernementale, selon des formules idéologiques ou à coups de mitrailleuse, elle est toujours arbitraire, contraire au Droit... aux lois générales et anonymes assurant la sécurité morale du fonctionnaire.

De telles affirmations paraîtront quelque peu hérétiques aux doctrinaires de la Révolution. Car le droit révolutionnaire s'oppose justement aux lois et règlements qui assurent la pérennité des institutions. Seulement il tend à détruire les privilèges et non à les maintenir en changeant leurs bénéficiaires. Parmi les mesures décidées à la libération, il en est deux au moins qui nous paraissent excellentes (les a-t-on appliquées sérieusement ?)... c'est celle qui replace simplement — sans autre sanction — à leur poste normal les fonctionnaires qui ont bénéficié sous Vichy d'un avancement anormal — et celle qui assure aux fonctionnaires brimés sous Vichy la situation à laquelle ils auraient droit normalement, si leur carrière n'avait pas été interrompue.

Au reste la Fédération des Fonctionnaires pouvait se maintenir sur sa base fondamentale. Elle ne pouvait être révolutionnaire, n'étant pas une organisation de classe... Ce qui le prouve encore, c'est qu'au cours de son action proprement corporative, elle a été divisée et quelquefois paralysée par des conflits internes ayant tous les caractères de la lutte des classes.

L'ORDRE CONTRE LE MOUVEMENT

Il est un critère très sûr, pour juger de la qualité syndicaliste de la Fédération des Fonctionnaires. C'est l'audience accordée dans son sein aux suggestions et propositions conformes à la morale syndicaliste. Car parler du syndicalisme dans l'abstrait, c'est facile. Se révéler syndicaliste dans sa vie quotidienne, cela demande quelque effort. Les ouvriers n'en sont pas toujours capables. C'est que leur situation est toujours incertaine. A ceux qui jouissent d'un minimum de sécurité de payer d'exemple.

Si vous êtes un employeur... « syndicaliste », vous devez appliquer à vos employés les conditions de rémunération et de travail réclamées par leurs syndicats. Etait-ce le cas des employés de la Fédération des Fonctionnaires ?

Pendant la grande crise de chômage, des fonctionnaires cumulèrent un traitement public et un salaire privé ? La Fédération des Fonctionnaires les a-t-elle condamnés ? A-t-elle proscrit les heures supplémentaires, le cumul des emplois ?

La Fédération s'est-elle toujours souciée du sort des auxiliaires — ces prolétaires de l'administration — ou des retraités, ces « économiquement faibles » ?

A-t-elle été capable de se dresser contre les égoïsmes particuliers, de présenter des projets de réformes supprimant les emplois inutiles ?

Dans la défense corporative, le barrage qu'elle a dressé avec le Cartel des Services publics contre la politique de déflation a permis non seulement de retarder les effets de celle-ci mais encore de réaliser l'unité totale des syndicats et des syndiqués des administrations publiques. Mais par son action permanente, dès sa création elle se proposait deux objectifs essentiels : assurer la revalorisation des traitements et leur adaptation constante au coût de la vie — établir des équivalences entre toutes les catégories de fonctionnaires (les fameuses parités) et réaliser ainsi la répartition équitable des crédits de l'Etat. Ce n'était pas là un programme révolutionnaire. Des parlementaires, qui n'appartenaient pas aux partis de gauche, envisageaient avec faveur une révision périodique et automatique des traitements, évitant les soubresauts de l'agitation syndicale et assurant ainsi la stabilité de l'Etat. La formule codifiée a été incluse dans le Statut de la Fonction publique... Et cependant l'agitation a continué.

C'est que le déficit endémique de l'Etat limite toujours les crédits disponibles. C'est que l'Etat profite du retard entre la hausse des prix (qui augmente ses recettes) et la revalorisation des traitements. C'est que tous les gouvernements ont toujours exploité les rivalités de catégories.

Et celles-ci sont déterminées par des nécessités sociales sur lesquelles les lois et statuts n'ont pas d'influence.

Adapter les traitements au coût de la vie ? Soit, mais dans le traitement réel il est une partie incompressible correspondant au « minimum vital ».

Les petits fonctionnaires exigeaient naturellement que l'adaptation porte d'abord, essentiellement, même exclusivement sur cette partie. Les hauts et moyens fonctionnaires entendaient maintenir la hiérarchie des salaires, même en se privant du bénéfice d'une adaptation totale. Nous râchons de vieilles histoires, dites-vous. Alors présentez-nous quelque chose de fondamentalement nouveau.

Car la question toujours actuelle s'est posée, il y a 22 ans, exactement dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. En 1926, les petits fonctionnaires réclamaient une indemnité mobile égale pour tous, les hauts et moyens fonctionnaires demandaient l'échelle mobile des traitements.

Cette volonté de maintenir la hiérarchie et la classification des emplois se heurte depuis trente ans à la revendication de ceux qui s'efforcent de reclasser leur corporation. La stabilisation dans l'injustice... c'était là la principale objection des syndicalistes de l'industrie privée à tout système d'échelle mobile. On la retrouve dans les débats entre fonctionnaires.

Rien de nouveau... En 1928 Poincaré avait réduit légalement le franc au cinquième de sa valeur de 1914. En 1930 la dévaluation n'avait pas encore abouti à une revalorisation correspondante des traitements nominaux. Des syndicats de fonctionnaires avaient constitué « le Cartel du coefficient 5 » pour obtenir que leurs traitements de 1914 soient immédiatement multipliés par 5. Ils avaient raison.

Comme avaient raison également ceux qui n'acceptaient pas leur situation de 1914 et qui voulaient que soient établies de nouvelles échelles de traitement, avant de les affecter du coefficient 5.

Les chiffres seuls ont varié. Les positions antagonistes demeurent identiques. Revalorisation d'abord, disent les uns. Reclassement d'abord, disent les autres... cependant que la masse constate tout simplement la disparité entre le prix de la vie et la rémunération du travail.

Mais la Fédération des Fonctionnaires a échoué dans cette tentative de résoudre définitivement la question des traitements. Elle a échoué parce que la loi ne peut régler ce qui est déterminé par un rapport de forces constamment variable — qu'il s'agisse des administrations publiques ou des industries privées. Elle a échoué, parce que les impératifs de la lutte des classes provoqueront toujours le conflit entre les petits et les hauts fonctionnaires. Elle a échoué parce que sa fameuse classification des fonctions publiques dépend de la passivité syndicale des catégories nivelées et qu'il suffira toujours de l'action d'un seul syndicat pour briser les parités établies.

Son « ordre » ne résistera pas au mouvement. Il faudrait pour l'imposer un Etat fort, c'est-à-dire un Etat totalitaire.

La Fédération a échoué dans ce domaine comme dans l'autre, lorsqu'elle a voulu « moraliser » la fonction publique, en s'accrochant à une ou plusieurs fractions politiques.

Or ces échecs ne sont nullement la conséquence de l'insuffisance des hommes. Il est toujours facile de crier à la trahison. Parce que nous avons parlé de corruption du mouvement, il ne faudrait pas en conclure à la corruption des individus. L'équipe qui a dirigé la fédération était composée de militants de qualité dont l'honnêteté personnelle ne nous semble pas contestable. On peut même observer qu'à la différence de pas mal de vieux militants de l'industrie privée qui ont passé de l'action directe à la somnolence bureaucratique, ce sont au contraire les nécessités de l'action syndicale qui les ont souvent arrachés à des habitudes bureaucratiques qu'ils tenaient de leur origine. Ce qui leur a permis de remporter des succès importants... mais occasionnels. Or l'idée de la Fédération impliquait des résultats permanents. Et c'est justement cette conception qui a abouti à une faillite. Faillite du syndicalisme des fonctionnaires, parce qu'il reposait sur une équivoque. Ce qui n'a pas fait faillite... ce qui demeure... c'est la volonté de certains politiques prévoyants de « discipliner » la Fonction publique. Ce qui demeure aussi, c'est l'aspiration syndicaliste des agents des services publics. La Fédération des Fonctionnaires est morte. Il reste d'une part : le Statut de la fonction publique — d'autre part : le Syndicalisme des services publics. Nous aurons à développer les deux termes du choix et à choisir en connaissance de cause.

Roger HAGNAUER.

Carlo Rosselli et le « partito d'azione »

AU PROCES DE LA CAGOLE

Le représentant du ministère public a réclamé les travaux forcés à perpétuité contre Jakubiez qui acheva de dix-sept coups de poignard Carlo Rosselli, que Filliol venait de blesser grièvement d'une balle de browning.

(Les journaux, du 18 novembre 1948).

Il y a beaucoup de vaincus, dans l'Italie de Gasperi et de Longo, mais il n'y a pas d'échec aussi complet et, pourrait-on dire, aussi parfait, que celui du « partito d'azione ». C'était le parti des « libéraux socialistes ». En 1938, lorsque l'antifascisme cessa d'être l'affaire de quelques groupes isolés que l'Ovra décapitait régulièrement tous les trois ans, pour devenir un état d'esprit épidémique contre lequel la police secrète ne pouvait plus rien, il n'y avait en Italie que « libéraux-socialistes » et communistes. Il y avait (on l'a bien vu) les démocrates-chrétiens. Mais en 1938, les démocrates-chrétiens se bornaient, pour toute protestation, à aller à la messe et à fréquenter les cours de l'Université catholique de Milan. En 1938, les « libéraux-socialistes » comprenaient surtout des étudiants, des professeurs et des intellectuels. En 1943, lors des grandes grèves dans le Nord, ils se groupèrent dans le parti d'action. La nouvelle formation eut vite fait de comprendre dans son sein de vieux marcheurs de la politique comme Bonomi et Sforza, des quasi-communistes comme Emilio Lussu (un mousquetaire de la lutte clandestine, aussi sympathique qu'écervelé) et des intellectuels comme Leone Ginzburg (tué en 1944 par la Gestapo) et Carlo Levi, pour lesquels la lutte antifasciste aurait dû avoir une signification essentiellement libertaire. En 1944-45, dans la lutte armée contre les fascistes et les nazis, le parti d'action joua un rôle non inférieur à celui du P.C. En 1945, il prit le pouvoir avec Ferruccio Parri, qui avait été le commandant en chef de la guérilla dans le Nord. Ce fut le commencement de la fin. Parri, un naïf s'il en fut jamais, fut torpillé par de Gasperi. Dans le parti, arrivistes, socialistes et libéraux se séparèrent. Aux élections de 1946, les « azionisti » eurent neuf députés. En 1948, ils n'en ont plus du tout, et le parti lui-même s'est littéralement évanoui. Ce qui en reste est allé former, avec Silone, le groupe dit d'« Unita socialista ». Ils publient à Rome un journal à tirage limité : l'*Italia socialista*.

Le « partito d'azione », qui avait fait passer sur l'Italie humiliée et sanglante des années 1943-1945 quelque chose de cet esprit du « Risorgimento » qu'avaient aimé Victor Hugo et Alexandre Herzen (mais dont Proudhon avait perçu les faiblesses avec une perspicacité étonnante) n'existe donc plus. Mais — vous dira-t-on dans les milieux ex-actionnistes — l'esprit « azionista » n'est pas mort : dans chaque ville d'Italie, là où un petit groupe de réfractaires s'obstinent à ne pas accepter les alternatives courantes, il y a aussi des anciens adhérents du parti d'action, et on peut les reconnaître rien qu'à leur façon de discuter les problèmes du jour.

Qu'est-ce donc que l'esprit « azionista » ? Il

n'est pas facile de le dire en deux mots. Mais ceux qui ont connu Carlo Rosselli le savent. Car si l'on ne peut pas savoir exactement ce que serait aujourd'hui la position politique de Rosselli, ni ce que serait devenu le parti d'action si Rosselli n'avait pas été abattu en 1937, avec son frère Nello, par les sicaires français de la Cagoule, soudoyés par la bande Ciano-Anfuso-Roatta-Aloisi, on peut cependant être sûr qu'il aurait participé dans les tout premiers rangs à l'aventure si typiquement italienne du « partito d'azione ».

Dans ce qu'il eut de meilleur comme hommes et comme élan, le parti d'action fut en effet une filiation directe du groupe de « Giustizia e Libertà », fondé en 1929 à Paris par Carlo Rosselli et quelques amis. A son tour, « Justice et Liberté » représenta ce qu'il y eut de plus vivace, en même temps que de moins nettement défini, dans l'antifascisme italien.

Après la proclamation officielle de la dictature fasciste, le 3 janvier 1925, ceux des intellectuels italiens qui prirent une fois pour toutes la décision de ne pas s'incliner devant le fait accompli (et ils ne furent pas nombreux) parlèrent volontiers de la nécessité d'un deuxième « Risorgimento ». La formule était symptomatique, car elle voulait dire en même temps que tout était à refaire et que ce qu'il fallait faire était essentiellement la même chose que ce qu'avait voulu Mazzini, et que Cavour avait cru pouvoir réaliser par l'astuce politique et diplomatique : un Etat national basé sur des institutions solides et sur l'adhésion authentique du peuple. Pour tout refaire, il fallait tout risquer, c'est-à-dire être prêt à aller en prison, à sacrifier sa vie, à provoquer l'insurrection populaire et en prendre la tête. En un mot : ressusciter l'élan mazzinien. Pour refaire (bien) ce qui n'avait été que bâclé la première fois, il fallait rejeter le nationalisme sans oublier la nation, détruire l'Etat fasciste sans perdre le « sens de l'Etat », provoquer la révolte sans risquer l'anarchie. Le deuxième « Risorgimento » aurait en somme dû être une révolution pour l'ordre et (si possible) dans l'ordre. Quant aux moyens, ils pouvaient aller de l'appel à la « légitimité » préfasciste à l'attentat individuel et à l'insurrection. C'était, si on veut, l'idéal des Décabristes, avec un siècle de retard.

En 1931, cet idéal eut son martyr : le jeune poète Lauro de Bosis, qui s'en vint de Cannes voler sur Rome pour y jeter des tracts demandant à la monarchie et à l'Eglise d'intervenir contre la dictature, et qui disparut ensuite dans la Méditerranée avec son appareil. Dans son testament, Lauro de Bosis s'adressait à la jeunesse italienne pour lui dire : « Il y a des gens qui croient que la libération pourra s'accomplir sans sacrifice. Qu'ils se détrompent : il faut mourir. »

Rien de plus italien que ce mélange de révolte héroïque et de conformisme naïf, de pureté morale (ce qui décida de Bosis au sacrifice ce fut le fait que ses camarades de conspiration avaient été arrêtés pendant qu'il se trouvait à l'abri en Amérique : il fallait payer comme les autres, plus que les autres) et de confusion intellectuelle et politique. Lorsqu'on leur parlait de Bosis, les com-

munistes ricanaiant. Mais ils avaient tort. Les Italiens, qui connaissent si bien l'art de louvoyer avec les idéologies, croient aux exemples : aux « témoins qui se font égorger ». Le témoignage de Bossi, comme celui des anarchistes Schirru et Sbardello, ne fut pas vain.

Carlo Rosselli ne se fit jamais d'illusions sur la monarchie, ou sur l'Eglise, ou sur une révolution « dans l'ordre ». Au moment de l'affaire Matteotti, à vingt-quatre ans, il adhéra au parti socialiste. Il participa avec l'historien Gaetano Salvemini à la rédaction du premier journal clandestin italien. Il fut emprisonné pour avoir organisé la fuite de Turati en France, et envoyé au « confino ». De là, il s'évada avec quelques amis pour se réfugier à Paris, où il fonda « Justice et Liberté ». Il ne connut plus qu'un but : travailler par tous les moyens, de l'attentat à la parole imprimée, à la chute du fascisme.

Rosselli était tout le contraire d'un « attentiste ». Sa caractéristique la plus prononcée était la généreuse impatience qui dominait son intelligence aussi bien que ses élans d'homme d'action. Impatient, il l'était à l'égard des positions idéologiques traditionnelles (et c'est ce qui devait l'éloigner bientôt du parti socialiste officiel) et en même temps envers ceux qui essayaient de le persuader que contre le fascisme il n'y avait pas grand-chose à faire immédiatement, mais beaucoup à préparer sur le plan des idées et de la formation d'un petit groupe d'hommes qui, étant bien d'accord entre eux sur les principes, auraient été capables, au risque de s'isoler, de tenir le coup devant la confusion qui aurait vraisemblablement suivi la fin du fascisme. Un tel argument paraissait à Rosselli une invitation à se croiser les bras et à se tapir dans une bibliothèque pour y attendre les événements.

Comme jadis Mazzini, Rosselli voulait avant tout agir. C'était un idéaliste pragmatique, si l'on peut dire. Il s'intéressait aux idées nouvelles et aux hérésies dans la mesure où celles-ci paraissaient ouvrir de nouvelles possibilités de secouer l'atonie sociale causée par la dictature. Aussi était-il sensible aux thèmes les plus divers du « révisionnisme » socialiste, des considérations d'Henri de Man aux proudhonisme modernisé de Georges Gurvitch. Cette ouverture d'esprit devant les inquiétudes contemporaines fit de « Justice et Liberté » le plus animé des mouvements antifascistes italiens, et celui qui attirait le plus les jeunes. Dans un milieu où l'on n'était que trop enclin à considérer le fascisme comme une sorte de « coup bas » porté à la démocratie et au socialisme, et qui donc n'exigeait aucune révision des règles du jeu politique et idéologique, le groupe de Rosselli fut le seul où des thèmes critiques furent agités, sinon complètement développés. De ces thèmes, le plus significatif fut sans doute la polémique contre l'étatisme, dont on peut trouver des échos intéressants dans les conclusions du livre de Carlo Levi. L'Etat totalitaire paraissait en effet poser dans toute son ampleur le problème de l'Etat moderne, centralisé et massif, infiniment plus sensible aux sollicitations autoritaires qu'aux suggestions, même timides, d'une démocratie sérieuse. Parmi les amis de Rosselli, il y en eut qui insistèrent sur la nécessité de pousser à l'extrême les tendances « décentralisatrices », en cessant en même temps de poser le problème de la « révolution » en termes de « pouvoir central », pour le concevoir, au contraire, comme le problème de la construction de centres « sociaux » (ouvriers, paysans, municipaux et culturels) capables d'opposer une résistance efficace aux retours probables de la « volonté étatique ».

Mais, s'il se rendait compte des problèmes nouveaux posés par des phénomènes tels que le fas-

cisme et le bolchévisme, Rosselli était trop entièrement possédé par le désir de faire feu de tout bois (pourvu que le feu puisse nuire au régime mussolinien) pour prendre vraiment à cœur les questions de principe et avoir la patience de pousser à fond l'analyse des faits. Il voulait obtenir des résultats immédiats et, si possible, arriver à toucher les « masses ». Il craignait que les discussions théoriques ne dissolvent la physionomie de son mouvement et n'en paralysent les possibilités d'action. Le résultat fut que, malgré les inquiétudes intellectuelles qui s'agitèrent dans son sein, la physionomie de « Justice et Liberté » n'arriva jamais à se préciser au delà du désir réitéré (et sans doute sincère) de mettre d'accord « libéralisme » et « socialisme ». Quant aux possibilités d'action, elles furent, comme devait le montrer la carrière de météore du « partito d'azione », aussi vastes qu'éphémères.

La raison de cet échec, il faut probablement la chercher dans le mythe essentiellement ambigu du deuxième « Risorgimento », dont Rosselli et ses amis restèrent, malgré tout, prisonniers, avec la plupart des intellectuels antifascistes. Ambigu, ce mythe l'était parce qu'il était en même temps universaliste et patriotique, libertaire et modéré, démocratique et étatiste, et parce qu'enfin, tout en appelant à la révolte, il était foncièrement un mythe de replâtrage et de conservation. Il ne pouvait vraiment servir qu'à ceux qui n'y croiraient pas. Ce sont en effet les staliniens qui maintenant l'exploitent. Quant à ceux qui y croyaient, les « actionnistes », ils ne pouvaient qu'être déchirés par les contradictions qu'il recelait.

Mais si l'échec politique a été total, il y eut, dans « Justice et Liberté » comme dans le parti d'action, un ferment de spontanéité, de générosité, de liberté d'esprit qu'on aurait de la peine à discerner sous la carapace massive des autres formations politiques contemporaines : celles qui, pour notre malheur, durent encore. Ce fut ce ferment que les mandants des assassins voulurent écraser dans la personne de Carlo Rosselli.

Nicola CHIAROMONTE.

Chronique ouvrière italienne

Le front du travail est brisé

Rome, 14 novembre.

La scission bat son plein, alimentée par le sectarisme des communistes de la Confédération; il en résulte des violences de caractère fasciste : incendies, dévastations des sièges des syndicats dissidents, attaques contre les personnes, persécutions et violences contre les hérétiques. Hier, assassinat du secrétaire des syndicats démo-chrétiens de San-Giovanni-Persiceto (Bologne), le docteur Fanin, achevé à coups de barre de fer...

Le sectarisme des communistes confédéraux en arrive à faire siffler dans les réunions syndicales les vice-secrétaires de la minorité demeurée à la C.G.I.L.: Parri, du parti républicain; Canini, du parti socialiste des travailleurs italiens (P.S.L.I.); Carmagnola, de l'Union syndicale italienne, minoritaires qui ont pourtant refusé de suivre les démo-chrétiens dans leur œuvre de division.

Le vaisseau confédéral est violemment secoué par les marées de la politique et s'en va à la dérive, avec le danger de s'échouer sur les écueils de Charybde ou de Scylla : le Vatican ou le Kremlin.

Il y a d'autres symptômes alarmants ou lourds de préoccupations : le désaccord entre la Fédération des travailleurs de la Mer (dont le secrétaire général est Giuletti, ancien, et compétent, organisateur syndical, mais d'un syndicalisme que nous n'avons jamais ap-

prouvé) et la Confédération générale du travail, qui accuse Giuletti de ne pas appliquer, dans les fédérations maritimes, la « démocratie progressive ». On parle de congrès, de referendum parmi les marins, ce qui peut entraîner une nouvelle scission.

Pour avoir un point de comparaison, nous croyons nécessaire de rappeler brièvement la situation du mouvement ouvrier italien avant l'avènement du fascisme.

La Confédération générale du travail, organisation majoritaire, était contrôlée par le parti socialiste italien, et dirigée par des réformistes comme Rigola, Baldesi, d'Aragona, Buozzi, Azzimonti. Des réformistes, mais des hommes capables, et auxquels di Vittorio n'arrive pas à la cheville. A la C.G.L. adhéraient de nombreux camarades syndicalistes et libertaires, par l'intermédiaire des chambres du travail et des fédérations professionnelles. Le secrétaire de la fédération des chemins de fer vicinaux et des tramways a toujours été un militant libertaire : Spartaco Stagnetti, assassiné à son domicile sous le fascisme.

L'Union syndicale italienne, organisation minoritaire, très active et batailleuse. Les populations de Parme, Piombini, Argenta, Carrara, étaient organisées et contrôlées par l'U.S.I. Tout l'élément révolutionnaire de gauche y adhérait. Son orientation était fondée sur l'indépendance par rapport aux partis politiques, l'action directe et l'indifférence en matière électorale. L'U.S.I. avait groupé autour d'elle un nombre important d'organiseurs capables et éprouvés. La guerre de 1915-18 et les polémiques entre interventionnistes et adversaires de la guerre la divisèrent. Elle ne parvint plus à regagner l'importance qu'elle avait eue, même après la guerre. L'U.S.I. était majoritaire et unitaire à Sestri Ponente, où il n'existait qu'une seule chambre du travail (secrétaire A. Negro, aujourd'hui sénateur communiste); parmi les mineurs du Val d'Arno (secrétaire le camarade Attilio Sassi, condamné sous le fascisme à 24 ans de réclusion, dont il a purgé près de 15, et actuellement secrétaire de la Fédération des mineurs et carriers de Rome). L'U.S.I. était efficace dans les Pouilles : Bari, Cerignola (secrétaire di Vittorio, aujourd'hui pontife de la C.G.I.L.), à Pise, à Livourne, à Bologne, à Piacenza, à Parme, où elle déclencha une des grèves agraires les plus importantes (secrétaire : Alceste de Ambris, mort comme réfugié antifasciste à Brive-la-Gaillarde), à Vérone, à Milan et dans d'autres centres de moindre importance. Le secrétaire de l'U.S.I. était le camarade Armando Borghi, et l'organe était l'hebdomadaire : « Guerra di Classe ».

La Confédération blanche, organisation syndicale confessionnelle, liée à ce qui est aujourd'hui appelé démocratie chrétienne. Importante dans certaines zones : Cremona (secrétaire : Guido Miglioli, bolchévico-catholique, réfugié à Paris sous le fascisme), dans la Vénétie et dans quelques autres régions.

Les Fédérations autonomes : la Fédération des travailleurs de la mer, groupant tous les marins de la flotte marchande italienne. Une des organisations ouvrières les mieux charpentées, s'appuyant sur la coopérative « la Garibaldi », avec une flotte respectable qui courait les mers, et arbitre du trafic maritime italien. Le Syndicat national des cheminots, réunissant tout le personnel des chemins de fer, au sein duquel l'élément libertaire était nombreux, aujourd'hui reconstitué et contrôlé par les communistes. Il s'y manifeste des symptômes de rébellion et de scission, provoqués par ceux qui désirent un syndicat national non asservi aux partis politiques. La Fédération des ports, qui réunissait tous les travailleurs des docks dans tous les ports italiens. Le secrétaire était un républicain : Ciro Carradetti, passé ensuite au fascisme. Cette fédération n'a pas été reconstituée, les docks devant s'affilier à la fédération des transports. Dans toutes ces organisations syndicales autonomes, l'influence libertaire était grande. Il existe encore, parmi les marins surtout, d'excellents éléments. De même parmi les cheminots. La Fédération provinciale du port de Livourne, le plus important de la Toscane, a pour secrétaire un excellent camarade : Antonelli, bien connu parmi les travailleurs des ports italiens.

Le fascisme avait tout englouti, tout et tous. Les corporations dominaient sans concurrents. Quand survint l'écroulement du régime, le 25 avril 1945, précédé par la naissance du mouvement partisan, le vent unitaire souffla. La lutte contre le fascisme, surtout pen-

dant les derniers moments, avait rassemblé tout le monde. Chaque parti pensa pouvoir amener de l'eau à son moulin en se servant du thème de l'unité. Alors surgit la « triarchie » : les trois partis de « masses » : socialiste, communiste et démo-chrétien inventèrent le tripartisme, non seulement pour le gouvernement, mais encore pour la gestion de la Confédération générale du travail.

A Naples, en présence de l'évêque, des généraux alliés et des monarchistes encore en chemise noire, fut consacrée et bénie la Confédération générale du travail italienne. Le discours inaugural fut prononcé par Achille Grandi, démo-chrétien, qui termina en appelant sur la C.G.I.L. la « grâce et la bénédiction de Dieu » !

L'armature fascisto-corporative fut maintenue : les contrats de travail fascistes continuèrent à être appliqués, presque exactement comme ils avaient été dressés par les fascistes.

Les entreprises continuèrent à retenir, à imposer aux travailleurs les cotisations syndicales, comme sous le fascisme.

Dans toutes les organisations syndicales : depuis la C.G.I.L. jusqu'aux sociétés de résistance, trois secrétaires : un socialiste, un communiste et un démo-chrétien furent nommés, par les partis respectifs — et non par les ouvriers. C'était la relève de la garde, comme au temps du Duce.

Jusqu'au moment où demeurèrent au gouvernement les trois partis — Nenni avec l'épuration, Togliatti avec l'amnistie remirent en circulation tous les fascistes, y compris ceux condamnés à mort — les choses allèrent plus ou moins bien. Mais quand les communistes et les socialistes furent chassés du gouvernement et passèrent à l'opposition, commença à germer dans la classe ouvrière le fruit vénéneux qui a provoqué la scission et amené la discorde dans le camp ouvrier.

L'HOMME DE LA RUE.

«Purge» en Tchécoslovaquie

Le correspondant de « The Economist » à Prague donne d'intéressantes précisions sur la purge qui a accompagné la stalinisation du pays, notamment sur celle à laquelle les membres du parti communiste eux-mêmes ont été soumis. Pour eux, elle a été baptisée du nom de « vérification » et consiste essentiellement en une confession publique des péchés et l'engagement de se conduire mieux désormais. Un journal publiait récemment le récit d'un meeting de vérification tenu dans une petite ville du voisinage de Prague, Melnik : un membre du parti vint confesser qu'il avait consacré trop de temps à ses propres affaires; un autre reconnut que sa vie de famille laissait à désirer mais promit de s'amender. Pour un Anglais, c'était là une scène familière, mais en Angleterre le cadre est tout différent : ces confessions publiques se produisent au cours de grandes assemblées organisées par des missions religieuses pour réveiller la foi; un pasteur prêche, puis convertit des infidèles de bonne volonté.

Quand la « vérification » s'achève en exclusion, l'exclu se trouve dans une situation difficile; il lui est impossible de conserver ou d'obtenir un emploi dans une entreprise nationalisée; il essaie parfois d'aller travailler à la terre, ou bien il est envoyé dans les mines. Quant aux autres, on ne sait pas ce qu'ils deviennent. S'ils ont de la chance ils peuvent gagner un lot à la loterie nationale où, récemment, une Slovaque gagnait un gros lot de 2.500.000 couronnes; seulement comme il y a une loi contre les millionnaires, elle n'en reçut que 300.000.

Les gens purgés et arrêtés viennent de toutes les classes de la société et sont de différentes conditions sociales. Par exemple, un groupe de 16 hommes et femmes arrêtés récemment en Moravie pour avoir imprimé et distribué des tracts séditieux, comprenait un boulanger, un boucher, un contremaître, un charpentier, un mécanicien et des employés. Un autre groupe de huit, accusés d'avoir cherché à s'emparer d'armes, était composé entièrement d'ouvriers. Dans d'autres, se trouvaient des soldats et des étudiants.

Deux congrès syndicaux américains

Une résolution commune : DÉFENSE CONTRE LE STALINISME

Parmi les cartes que publient fréquemment les journaux américains pour illustrer les conflits qui mettent aux prises les grandes puissances, il en est une qui revient de temps à autre, toujours à peu près sous la même forme. Une immense tache noire représente l'empire sur lequel Staline règne en maître absolu, tandis qu'entre elle et la mer une bordure blanche, relativement minuscule, indique les pays qui ont, jusqu'à présent, échappé à son empire. C'est une carte qui n'a pas besoin de commentaires; elle est à la fois très prenante et très impressionnante. On peut comprendre qu'elle cause quelque inquiétude — sauf chez ceux qui sont impatientes de recevoir des pattes d'un Vichinsky des « démocraties populaires » préfabriquées.

C'est ce sentiment d'inquiétude, de peur, que Spaak a exprimé devant l'assemblée de l'O.N.U., parlant pour les hommes de gouvernement; il correspondait si bien à ce que pensaient mais n'osaient dire l'immense majorité de ceux qui l'écoutaient que son discours fit, sur le moment, sensation.

L'approbation qu'il reçut alors dépassa de beaucoup l'enceinte du palais de Chaillot; on en a entendu l'écho dans les congrès que les deux centrales syndicales américaines viennent de tenir simultanément : ils ont été, tous les deux, dominés par la volonté d'organiser la défense contre le stalinisme. Nul besoin de chercher des explications ténébreuses ou subtiles à cette attitude commune : la carte suffit. Elle répète une histoire connue : celle de l'expansion hitlérienne poursuivie et réalisée d'après la conception de la race et de l'« espace vital ».

On vit alors comme aujourd'hui une pieuvre installée au centre de l'Europe, allongeant ses tentacules pour saisir le plus possible de territoires, imposant ailleurs sa domination économique. La tactique était la même et le procédé de duperie identique : ça commence par des demandes raisonnables, des affirmations de bonne volonté, de désir d'entente, et ça finit par la violation des engagements qu'on était déjà décidé à déchirer au moment où on les signait, riant sous cape de la naïveté du partenaire.

Les ouvriers américains sont dressés aujourd'hui contre Staline pour les mêmes raisons qu'ils le furent hier contre Hitler. Les événements qui se sont déroulés depuis la fin de la guerre leur ont montré, avec toute l'évidence désirable, que, sous l'un et l'autre de ces régimes totalitaires il n'y a plus de place pour l'organisation syndicale, plus de place pour la défense des intérêts des ouvriers contre un Etat tout-puissant. L'attitude des staliniens dans leur pays leur a également montré que leur prétention de représenter l'avant-garde du mouvement ouvrier est complètement injustifiée ; qu'il ne sont pas l'extrême-gauche de ce mouvement comme on continue de le répéter mais qu'au contraire, par la défense du travail aux pièces entre autres, ils sont seulement capables de faire perdre les avantages durement acquis. Leurs pratiques, au sein du syndicat même, révèlent qu'ils n'ont d'autre objectif que de servir l'Etat russe.

Ces remarques aideront à comprendre la nature des débats qui se sont déroulés dans les deux congrès et les résolutions adoptées. Tandis qu'à Cincinnati (Ohio) l'American Federation of Labor mettait l'accent sur la politique de Washington à l'égard de la Russie — notons, en passant, les évolutions profondes que provoquent la tension internationale actuelle et la menace d'une troisième guerre mondiale — le C.I.O., réuni à Portland (Oregon) — ville natale de John Reed — se préoccupait surtout des moyens dissimulés par lesquels les staliniens tentent de s'emparer des directions syndicales.

C'est le président lui-même, Philip Murray, qui fut, sur ce terrain, le plus intraitable. Du premier

jour du congrès au dernier, il mena l'attaque en un langage à la vivacité et à la netteté duquel on n'était pas accoutumé. Sans doute est-ce précisément parce qu'il s'était jusqu'ici efforcé de demeurer le conciliateur dominant les tendances, parce qu'il était préoccupé de maintenir à tout prix l'unité de l'organisation, qu'il s'est déchainé quand il a dû se rendre compte que les staliniens poursuivaient dangereusement leur travail de sape.

Or le C.I.O. est une organisation bien plus fragile que l'American Federation of Labor. Celle-ci a toujours été immunisée contre la pénétration stalinienne par son conservatisme, par sa structure même. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de staliniens parmi ses sept millions d'adhérents. Dans le puissant syndicat que dirige Dubinsky, celui des ouvriers du vêtement de femme, il y a une minorité stalinienne active, qui manifeste à l'occasion aux côtés des staliniens, sous des slogans d'unité ouvrière et de défense de la Russie; mais elle est régulièrement battue dans les congrès et doit s'incliner.

Le C.I.O. n'a que douze ans d'existence, il a rassemblé les ouvriers de grandes industries que l'A. F. L. avait, plus ou moins systématiquement, tenus à l'écart de l'organisation — métallurgistes de l'acier, produits chimiques, autos, etc. — sa structure ne saurait suffire à le protéger contre les manœuvres menées du dehors, et on aurait pu craindre qu'il connût le destin de la C.G.T.U., laquelle avait eu aussi un heureux départ, rassemblant la majorité et les meilleurs éléments des ouvriers organisés. Il aurait pu, à son tour, surtout dans la période présente, être victime de la « politisation » des grèves, et voir ses effectifs fondre quand les syndicats se seraient aperçus que l'activité du syndicat était décidée hors du syndicat.

Ce danger est désormais écarté. La direction du Conseil de New-York a été éliminée pour avoir violé les statuts — elle suivait sur chaque question les mots d'ordre du parti stalinien — et, durant ces derniers mois on a assisté à des retournements significatifs chez des leaders de syndicats importants, entre autres ceux des transports et des dockers de la côte Atlantique.

Il est intéressant de noter qu'un mouvement de défense analogue s'est récemment développé à l'intérieur des syndicats britanniques. On y était, jusqu'ici, très tolérant; du moment qu'un secrétaire faisait bien son travail on ne lui demandait pas la couleur de ses opinions politiques. C'est ainsi qu'un anarchiste militant, collaborateur des publications libertaires, John Turner, fut, pendant de longues années, secrétaire du syndicat des employés de commerce. C'est l'attitude du parti communiste britannique qui a provoqué un complet revirement. Exécutants serviles de la politique stalinienne, les leaders de ce parti se sont conformés à la tactique « révolutionnaire » du récent tournant : ils ont lancé le mot d'ordre de sabotage de la production : il faut empêcher l'économie britannique malade de profiter de l'aide américaine. Le conseil général du Trades Union Congress fut contraint de renoncer à la tradition de tolérance qui laissait chaque syndicat maître chez soi. Les secrétaires syndicaux ont été pressés de « contrecarrer toute manifestation d'inspiration communiste », et de prendre « d'énergiques mesures pour enrayer les néfastes machinations qui menacent le rétablissement économique du pays ».

Comme on répugne encore aux exclusions, on fait appel aux syndicats pour qu'ils participent activement aux réunions syndicales et surveillent les secrétaires stalinisants; on signale déjà que dans une importante entreprise électrique de Manchester, l'initiative a été prise par les « shops stewards » pour agir à l'intérieur de l'usine même contre la propagande russe — exactement comme pendant la

première guerre mondiale le mouvement de lutte contre la guerre fut mené par ces mêmes délégués d'atelier contre la propagande jusqu'aboutiste.

Si ce sont surtout ces débats qui ont retenu l'attention, les deux congrès n'en ont pas moins discuté très sérieusement les problèmes intérieurs, au premier rang desquels se trouve la défense du salaire réel. Au C.I.O., on prépare une campagne pour une nouvelle augmentation générale des salaires — la quatrième depuis la fin de la guerre — même là où l'on a imposé l'échelle mobile.

La loi Hartley-Taft est déjà condamnée; elle aura eu la vie courte; les républicains s'étaient crus solidement installés au pouvoir et n'avaient pu s'imaginer que ce serait justement le vote ouvrier qui, pour une grande part, contribuerait à les déloger.

En ce qui concerne la F.S.M., le congrès a donné mandat à la direction du C.I.O. d'agir conjointement avec la Centrale britannique, c'est-à-dire d'en préparer la liquidation et de reconstituer une nouvelle fédération syndicale internationale.

En clôturant le congrès de Cincinnati, Green a fait un nouvel appel au C.I.O., lui demandant de rejoindre la vieille Fédération. Murray s'est borné à lui répondre que son organisation était toujours prête à s'entendre avec la sienne en vue d'actions à mener en commun, ce qui n'était ni une déroba- de ni une clause de style, mais marquait la limite présente des relations possibles et désirables. C'est un fait que ces relations n'ont jamais été plus cordiales ni plus favorables à l'action ouvrière et c'est, après tout, l'essentiel.

A. ROSMER.

Lettre d'Allemagne

Depuis ma dernière lettre vous avez eu chez vous plusieurs gouvernements. Combien ? On ne sait plus ! Parfois on parle de la France, ici, dans nos journaux. Et j'ai lu quelque chose qui m'a énormément choqué A Grenoble, des gaullistes armés auraient ouvert le feu sur leurs adversaires. Dans nos articles, il était encore question d'une troupe de garde de Gaulle qui compterait 5.000 hommes à Paris et 10.000 en province. C'est l'armée française qui, paraît-il, fournirait l'essence, les Jeeps et le matériel et l'Etat-major de l'armée aurait ordonné de continuer la livraison de ces fournitures malgré une résolution de l'Assemblée nationale ! Nous lisons aussi que parmi les adhérents au R.P.F. se trouveraient beaucoup de collaborateurs, des admirateurs du maréchal Pétain, de ce même maréchal que de Gaulle a fait punir à la libération de la France ! Le monde est devenu fou ! Si on ne lisait de temps à autre de semblables choses sur l'étranger, nous finirions par penser que la folie est réservée à l'Allemagne.

Tenez, voici : pour la dénazification. Les Français n'ont fait aucun bruit autour des anciens nazis. Tous ceux qui redoutaient la dénazification américaine allaient en zone française. Dans la Sarre on a même toléré les porteurs de la « broche en or » du parti de Hitler pourvu qu'ils adhèrent « au mouvement populaire pour le rapatriement de la Sarre » fondé en 1945 à Paris par trois Sarrois. En zone américaine, tous les fonctionnaires ont été révoqués s'ils étaient membres du parti nazi. Révoqués sans pension, avec la stricte obligation de ne pouvoir faire qu'un travail manuel. On raconte, ici, à ce sujet l'anecdote suivante : « Un homme balaye la rue en jurant et soupirant. Un autre le regarde faire l'air triste, puis il lui demande : « Pourquoi jures-tu ainsi ? — Parce que je dois faire ce sale travail. J'étais nazi. — Ah ! Et moi je ne dois justement plus le faire : j'étais nazi ». En zone russe, les nazis dénoncés furent déportés, avec les gros propriétaires ou les industriels même non nazis.

Mais partout on ne s'est attaqué en général qu'aux petites gens. On a manqué de psychologie. Et tandis que les petits étaient poursuivis, traqués, ruinés, les gros responsables ont su faire retarder leurs procès. Ils sont jugés maintenant et tous acquittés. Qui oserait les condamner après l'acquiescement du Dr Schacht, ministre des finances de Hitler, après

l'acquiescement du général Halder, ancien chef de l'état-major allemand ? Les techniciens qui avaient fabriqué les bombes volantes, les chasseurs à turbine, qui ont failli même réussir les bombes atomiques, ont été transportés hors d'Allemagne. Ils aident, en Amérique comme en U.R.S.S., à préparer la guerre future...

Ne parlons plus de cela... Ce sont déjà de vieilles histoires, mais elles expliqueront pourquoi les gens pour la plupart sont abrutis. Très peu s'intéressent à la politique. Ils courent après n'importe quel démagogue qui leur promettra d'améliorer leur situation. Est-ce la même chose en France ? Et n'a-t-on point aussi là-bas assez des hausses, des grèves, des dévaluations ? Ne demande-t-on pas aussi « l'homme à la main forte » ?

Situation extrêmement mauvaise. La dévaluation de juillet a réduit le mark ancien à un vingtième de sa valeur. Chaque personne pouvait échanger 600 reichsmarks contre 60 deutschmarks. Tout l'argent en plus devait être versé à une banque, où l'on pouvait encore percevoir un vingtième de la somme versée en nouvel argent... Le reste devait être perçu plus tard. On dit officiellement que ces sommes restant en banque seraient versées pour la reconstruction. Cela fait par les Américains. Vous voyez combien cette dévaluation punit les petits rentiers. Manque de psychologie comme dans l'épuration. On vole les petits pour faire des cadeaux aux grands...

Entre parenthèses : cours officiel du deutschmark (D.M.) au moment de la dévaluation : 1 dollar pour 3 D.M.

Cours du marché noir au même moment : 1 dollar pour 6 D.M.

Cours du marché noir maintenant : 1 dollar pour 3 D.M.

Stricte interdiction d'exporter des D.M., sévèrement surveillés. Résultat : on peut acheter des D.M. bien au-dessous du cours cité ci-dessus à Suisse ou à New-York ! Qui donc les a portés là-bas ? En même temps, nous payons 4 à 5 milliards de deutschmarks par an pour l'occupation et des millions chaque semaine pour le ravitaillement de Berlin.

FRITZ.

« La Russie a toujours cru, depuis Pierre le Grand, qu'elle serait la maîtresse de l'Europe si elle avait le courage de le vouloir, et l'Amérique est désormais la seule puissance qui puisse lui résister. On dira que c'est voir les choses de loin... »

STENDHAL.

(Lettre à M. R. Colomb. Milan, 18 août 1818)

LIVRES REVUES JOURNAUX

Jean Hérauld : LA REVOLUTION QUI S'IMPOSE. Essai sur l'organisation de la démocratie sociale (Edit. « Est-Ouest », 184, avenue du Diamant, Bruxelles).

Un militant du mouvement syndical belge, dans ce livre, cherche à dégager la leçon des deux dernières guerres, de la Révolution russe et du gouvernement travailliste anglais.

Hérauld fut du nombre des militants ouvriers — peu nombreux — qui au début de la Révolution d'Octobre la soutinrent de toutes leurs forces. Aujourd'hui il pense lui aussi que « plus aucun socialiste ou syndicaliste révolutionnaire ne peut, depuis longtemps, se déclarer solidaire du régime soviétique ». Nous devrions bien cesser de parler de régime soviétique : qu'ont de commun les soviets de 1918, avec

le totalitarisme de 1948 ? Hérauld déclare dès le début de son travail que la Russie devint le premier Etat totalitaire moderne. Il rappelle que dès 1918 Rosa Luxembourg avait prophétisé cette dégénérescence de la dictature du prolétariat. Il rappelle aussi le reproche fait à Lénine par Gorter de pratiquer la politique du Chef. Aujourd'hui, « chaque pays a son national-bolchevisme inspiré par Moscou et qui a pour mission de favoriser, par tous les moyens, la décomposition des nations non commandées par Staline et de dresser les peuples les uns contre les autres ».

Faut-il pour cela cesser de croire au socialisme ? Nullement. Pour Hérauld, depuis plus d'un quart de siècle, la transformation du régime dans un sens socialiste s'impose à travers le monde, comme la seule solution capable d'assurer à l'humanité un nouvel essor. « La tragédie de notre époque, écrit-il, c'est que le monde appelle le socialisme, mais qu'il n'y a pas de forces socialistes suffisamment conscientes et résolues pour le réaliser... » Etre socialiste signifie préparer les travailleurs et leurs organisations à la réalisation du socialisme... Le socialisme implique une civilisation supérieure à celle que nous connaissons. Naturellement, le degré de civilisation ne s'exprime pas seulement dans la forme d'organisation de la société ; il s'exprime surtout par le comportement des individus, leur façon de vivre, de travailler, de penser.

En Belgique, parti et syndicats ont toujours plus ou moins étroitement lié leur action. Au congrès du parti socialiste belge de 1945, sous l'influence d'un groupe de « jeunes », une tentative de redressement parut réussir. Une réaffirmation de la déclaration de principe de Quaregnon (1894), stipulant la lutte de classe, la transformation radicale et l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes fut faite dans l'enthousiasme. Mais le congrès en même temps applaudissait Spaak justifiant le blocage des salaires, l'interdiction provisoire des grèves et la mobilisation civile décrétée par le gouvernement Van Acker. Opposition cruelle entre les paroles et les actes.

Du côté des syndicats, même crise. Hérauld constate que du moment où chaque parti possède « son » mouvement syndical, les ouvriers perdent le « leur ». Dans les pays scandinaves et en Angleterre, toutes les forces du travail sont unies dans une seule organisation. Ailleurs le mouvement syndical est un facteur de division des travailleurs. Division aggravée par les communistes, qui ont installé des mœurs plus néfastes que les plus graves erreurs théoriques ou politiques.

Hérauld, par réaction contre la révolution violente aboutissant au totalitarisme à la russe, recherche les méthodes nouvelles et une organisation non étatique de la production. Il pense que la transformation doit se faire par étape. Il sympathise avec l'effort du travailisme anglais. Une telle réaction est naturelle. N'empêche, peut-on espérer que la violence ne sera pas indispensable ? Les possédants, pas plus que les parasites de tout ordre, ne se laisseront convaincre ; ils se feront contraindre.

Comment Hérauld envisage-t-il l'organisation de la production ? Il ne retient pas la conception syndicaliste du syndicat assumant la gestion.

A côté de remarques inspirées par une réelle expérience, il préconise une organisation professionnelle chargée de la gestion, au-dessus ou à côté de l'Etat politique, des syndicats ouvriers, et même des syndicats patronaux maintenus. C'est une construction fragile. Son mérite le plus clair c'est d'appeler à la discussion, à la recherche, à l'expérimentation de formes d'organisation non capitalistes et non étatiques. Hérauld ne me paraît pas avoir résolu le problème, mais il l'a posé. C'est déjà quelque chose.

P. M.

NOUS AVONS REÇU :

« Pourquoi le plan Marshall », par James P. Warburg. (Self). — « Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle », par Philippe Ariès (Self). — « Laisse toute espérance », roman, par Irène Odoevzev (Self). — « Les Syndicats européens et américains unis pour le plan Marshall », une brochure d'Irving Brown (33, avenue de l'Armée, Bruxelles).

STALINE LE TERRIBLE, par Suzanne Labin. — (1 vol. 572 p. Editions SELF).

Le livre vaut beaucoup mieux que son titre, qui fait un peu trop roman-feuilleton. Un seul chapitre — sur dix-sept — est en fait directement consacré à Staline. Ce chapitre, le troisième, intitulé « le chef », n'apporte à ma connaissance rien de bien neuf à la biographie stalinienne, mais, par de nombreuses citations, il montre à quel ahurissant degré de servilité et de dévotion a pu s'abaisser toute la littérature russe (inutile de préciser « officielle » car il n'en est point d'autre).

Un sous-titre indique de façon beaucoup plus exacte l'intention de l'ouvrage : donner un « panorama de la Russie Soviétique », et de ce point de vue il me paraît assez réussi. Je n'ai pas retiré de sa lecture l'impression que l'auteur ait une expérience personnelle de la vie en Russie ; mais son livre est une compilation (et le mot ne comporte aucune critique de ma part, car la plupart des études d'ensemble, quel qu'en soit l'objet, ne peuvent être que des compilations) fort documentée sur le sujet, l'auteur ayant puisé à de nombreuses sources dont elle donne toujours les références : récits de voyageurs, témoignages (favorables ou non) de personnes ayant travaillé ou longtemps séjourné en Russie, et surtout textes officiels soviétiques — lois, décrets, discours, comptes rendus et résolutions de congrès, articles, etc...

L'auteur a d'ailleurs pris le soin de préciser l'esprit de son travail : objectif dans l'enquête, mais pas neutre devant les résultats, et c'est une critique, d'un point de vue socialiste, qu'elle nous présente des conditions politiques, économiques, sociales, morales, intellectuelles et humaines de la vie en U.R.S.S., examinant successivement la Constitution, le parti, la justice et le G.P.U., l'armée, la propagande, la bureaucratie, le niveau de vie de la population, les mœurs, la condition de la femme et de l'enfant, l'école, l'embrigadement intellectuel, la terreur, la politique étrangère de l'impérialisme soviétique et le rôle du Komintern. Et l'on sent partout peser l'étouffante atmosphère d'un régime policier.

Un chapitre particulièrement bien venu : celui qui étudie le niveau de vie et ses variations de 1928 à 1940. Appuyée de chiffres tirés des documents officiels, de tableaux et de graphiques, sa conclusion apparaît irréfutable : un ouvrier qualifié russe a un niveau de vie inférieur en moyenne à celui d'un chômeur parisien touchant l'allocation de chômage. Et la démonstration en est faite suivant toute la rigueur marxiste, en calculant les temps de travail nécessaires à l'acquisition d'un même bien (farine, viande, beurre, sucre).

Dans un très long chapitre final, l'auteur nous donne ses conclusions. Je n'en aime guère la méthode, car il est présenté sous la forme d'une « discussion avec un partisan éclairé du stalinisme » ; dans de telles discussions, on a toujours tendance à prêter à l'adversaire des arguments sans consistance et trop aisément réfutables. Et c'est pourtant probablement celui que S. Labin a rédigé avec le plus de ferveur. Elle y cherche en particulier à définir le régime soviétique caractérisé par la « propriété bureaucratique collective » des biens, et le qualifie (d'après la terminologie marxiste) comme étant « la phase d'accumulation primitive et dictatoriale du capitalisme d'Etat russe ». Elle montre qu'il ne peut s'agir d'un régime socialiste, car le peuple russe est sans conteste tyrannisé, et qu'aucun régime socialiste n'est concevable sans liberté, sans justice et sans bien-être.

Un tel régime est-il possible ? C'est une autre histoire ; mais le fait que nous nous déclarions syndicalistes révolutionnaires montre que nous le croyons de toute la force de notre raison et de notre cœur.

Au total un livre intéressant et utile, qui aidera à lever cette hypothèque qui pèse si lourdement sur tout le mouvement ouvrier et en vicie toute l'action : la croyance sincère de trop larges masses ouvrières que le régime russe est un régime socialiste et le parti communiste un parti révolutionnaire. — Jean COIRON.

La renaissance du syndicalisme

LA CONFÉRENCE DES SYNDICATS AUTONOMES

Naissance du Cartel d'unité d'action syndicaliste

Organisée à Paris les 20 et 21 novembre, par le Comité de coordination des syndicats autonomes, cette conférence avait deux buts :

1) Renforcer l'autorité et la puissance de ce Comité. Ce but a été atteint : la Fédération nationale des syndicats autonomes s'est constituée. Elle s'est donné des statuts et une structure départementale ;

2) Tenter une fois de plus de regrouper les éléments syndicalistes se désolidarisant des équipes Frachon et Jouhaux, mais d'affiliations diverses. Un Cartel de liaison est né. Il comprend : la Fédération des syndicats autonomes, la C.N.T., des minorités fédérales ou confédérales en provenance de la C. G. T., de la C. G. T.-F.O., de la F.E.N.

Quelle est l'importance de ces réalisations ? Quelles sont les perspectives de l'un et l'autre organismes ? Cette initiative a-t-elle été intéressante ? A-t-elle été bonne ? N'eût-il pas fallu faire autre chose ? Autant de questions qui se posent à un moment où, plus que jamais, nous attendons du nouveau.

L'avenir de la Fédération semble plus assuré que celui du Cartel. C'est un groupement de syndicats divers, mais organisés. De plus, ses éléments sont beaucoup moins hétérogènes. Au Cartel, seules la Fédération des syndicats autonomes et la C.N.T. représentent quelque chose de précis. C'est un organisme de sommet. Il court grand risque d'être un panier de crabes. Comment par exemple faire cohabiter les représentants de la C.N.T. et ceux de « l'Unité syndicale » ?

La Fédération des syndicats autonomes est-elle appelée à jouer un rôle important dans le mouvement ouvrier de ce pays ? Que représente-t-elle actuellement ? Comme à la C.G.T.-F.O. et jusqu'à plus ample informé, les éléments les plus nombreux semblent être les fonctionnaires ; principalement trois syndicats nationaux importants, la Radio, le Cadastre, le Contrôle économique. A cette époque où les syndiqués désertent ou tout au moins négligent l'organisation, il est curieux de constater que la dégénérescence est moins grande chez les fonctionnaires. Mais la Fédération compte aussi l'important Syndicat des métaux parisiens, dont le secrétaire est Racine, d'autres syndicats de métallurgie (Vierzon, Tours, Issoire, Saint-Etienne) ; des groupements d'autres corporations, par exemple un syndicat de la Céramique de Vierzon.

La Fédération peut-elle espérer se développer ? Elle le fera, dans la mesure où la C.G.T. continuera de se décomposer, et où la C.G.T.-F.O. ne se montrera pas plus attirante. Cela dépendra aussi de son propre équilibre et de son activité, mais cela ne vient qu'en troisième lieu.

L'initiative du Cartel a-t-elle été utile ? Oui !

Même et surtout pour ceux qui pensent qu'il est vain de tenter de regrouper des syndicalistes aussi dissemblables que Joyeux et Lambert ; pour ceux qui pensent que l'autonomie est stérile et qu'il fallait aller à F.O. Ces camarades auront eu là une preuve négative.

Mais, en soi, la conférence a été intéressante. Des camarades se sont rencontrés, ont échangé des idées. Des problèmes ont été posés qu'il faudra bien résoudre (si Truman et Staline nous en laissent le temps).

Faudra-t-il envisager une nouvelle Centrale ? Ou si l'on préfère : l'expérience F.O. est-elle d'ores et déjà condamnée ? Cela a fait l'objet de débats importants. Des éléments aussi dissemblables que le « céentiste » Rotot et le cryptogaulliste Clément en étaient partisans. N'oublions pas que dans la résolution générale de la conférence figure l'élément de phrase suivant : « Le cartel se doit de populariser l'idée d'unification syndicaliste ».

Cela a été adopté sur la proposition de la délégation de la C.N.T. Dans l'esprit de ces camarades il ne s'agit évidemment pas de regrouper tout le monde, stalinien y compris, ni d'aller à F.O. Mais ils ont compris que l'idée n'était pas mûre. Si la minorité F.O. s'était montrée favorable, l'issue eût peut-être été différente. Mais Le Bourre se montra très réservé. Quant aux camarades de l'Ouest, ils étaient absents.

L'avenir nous dira ce qu'il faut penser de tout cela.

D'autres questions importantes n'ont pas été résolues. Le syndicalisme se doit de les résoudre dans les jours qui viendront.

Quelle forme faut-il donner aux conventions collectives ? Doivent-elles être locales, généralisées par industrie, ou unifiées à l'ensemble du pays ? Que faut-il entendre par gestion ouvrière ? Est-il souhaitable de suivre l'exemple de la Télémécanique ? L'idée du minimum vital n'est-elle pas incompatible avec le principe de la liberté des salaires ? (les lecteurs de la « R. P. » apprendront avec satisfaction que la thèse chère à Louzon l'a emporté sans difficulté aucune à la conférence). Que faut-il entendre par contrôle ouvrier des prix et comment le réaliser pratiquement ? Enfin les formes de grève doivent-elles se transformer ? Que faut-il penser de la grève dite gestionnaire ?

Ces questions et quelques autres déclenchèrent des discussions passionnées.

Nous eûmes la surprise de voir quelques autonomes protester contre les principes d'internationalisme prolétarien. On entendit parler de « nos droits en Indochine », des « Boches ». Ils détonnèrent. Mais il n'y a pas de quoi se scandaliser : ne connaissons-nous pas des syndiqués semblables à la C.G.T. et à F.O. ? C'est qu'il y a de tout chez les autonomes (comme ailleurs).

Il y avait même un gaulliste jusque-là inavoué. A un moment donné, Lambert, de « l'Unité syndicale », dépose une motion condamnant le gaullisme. Clément, secrétaire du syndicat autonome du métro, prend alors la parole et, entre autres choses, déclare que nous faisons « de la politique », que de Gaulle nous a amené la Constitution actuelle, qu'il n'y a donc pas de raison de suspecter son « républicanisme », et que, puisqu'il n'est pas là pour se défendre, lui, Clément, va défendre le « général ». Le soir même, Clément déclarait se retirer de la Fédération des syndicats autonomes.

Sur ce point, la conférence a adopté à la quasi-unanimité, la motion suivante présentée par notre camarade Guilloché :

Le Cartel d'unité d'action déclare être très attentif aux dangers de dictature sous sa forme militaire et bonapartiste (gaullisme), comme sous sa forme stalinienne, destructives l'une et l'autre des libertés et des organisations syndicales. Le redressement du mouvement ouvrier ne saurait passer par aucun compromis avec ces deux courants qui se renforcent l'un l'autre. La lutte contre eux constitue, au contraire, une tâche essentielle du syndicalisme ouvrier.

LA RESOLUTION D'ORIENTATION

Il est intéressant de reproduire la résolution adoptée par la conférence et fixant l'orientation du Cartel constitué. (Car, précisons bien, deux organismes ont vu le jour : d'une part, la Fédération nationale des syndicats autonomes (F.N.S.A.) ; d'autre part, le Cartel d'unité d'action syndicaliste). On retrouvera avec satisfaction dans ce texte un certain nombre d'idées du programme de la Ligue syndicaliste.

1° L'organisation syndicale ouvrière est l'instrument de lutte et d'émancipation par la suppression du salariat et du patronat. Elle doit manifester une indépendance absolue vis-à-vis des partis, des gouvernements et de l'Etat et viser à la disparition de celui-ci pour lui substituer les organismes économiques des travailleurs. Elle doit combattre toutes les formes d'exploitation des travailleurs.

Son action doit donc s'opposer dans les faits, à la fois au capitalisme et à l'étatisme et tendre à l'avènement de la démocratie économique, pierre angulaire d'un régime de démocratie généralisée excluant tout privilège.

L'organisation syndicale ouvrière doit participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de cercles syndicalistes, en démontrant dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

2° L'organisation syndicale est une organisation d'intérêts moraux, matériels, économiques et professionnels. Elle doit être ouverte à tous les syndicalistes, quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques, et sans qu'un grief quelconque puisse leur être fait de ces opinions. Les syndiqués doivent bénéficier de l'entière liberté d'organisation à l'extérieur de l'organisation syndicale, sans qu'aucun parti ou groupement d'affinité quelconque puisse s'exprimer officiellement ou spécifiquement dans les assises ou les manifestations de celle-ci ;

3° Les modes d'intervention de l'organisation syndicale ne doivent pas seulement mettre en mouvement ses responsables, qui se comporteraient alors comme les représentants souverains des salariés. C'est l'ensemble des syndiqués qui doivent avoir leur responsabilité engagée dans l'action commune, revendicative ou gestionnaire, à laquelle ils doivent directement participer. Cela implique l'interdiction pour les responsables d'engager l'organisation par des accords ou des décisions d'action sans avoir reçu régulièrement et précisément le mandat par les organismes statutairement qualifiés ;

4° L'organisation syndicale doit être effectivement démocratique. Les décisions prises à la majorité statutaire dans les assemblées (notamment par vote à bulletin secret ou referendum), ou congrès réguliè-

rement constitués, doivent être respectées par tous. Mais toute décision, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle est prise, ne peut entraîner cette discipline que si elle relève du cadre strict de la fonction revendicative et gestionnaire de l'organisation syndicale qui comprend la défense de l'existence et des moyens d'intervention de celle-ci. Les minorités syndicales qui seront apparues dans ses assises devront être représentées proportionnellement à leur importance dans ses organismes délibératifs ;

5° Le programme et l'expression de l'organisation syndicale doivent évoluer avec la conjoncture, mais être toujours au niveau moyen de la compréhension que les travailleurs ont des nécessités de leur action collective. Mots d'ordre ou éléments d'idéologie partisane doivent être bannis des propagandes et revendications syndicales, sous peine de provoquer une lutte de tendance à caractère politique ou philosophique qui entraînerait la désaffection des syndiqués ou briserait l'unité ;

6° Afin d'assurer sa mission libératrice des travailleurs et de ne pas s'enliser dans le parlementarisme ou le sectarisme, l'organisation doit rester libre du choix de ses modes d'intervention et ne pas subordonner son programme et ses actes aux contingences gouvernementales ou patronales, pas plus qu'à celles des partis, sectes ou églises. Le mouvement syndical se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action nettement déterminée. Il doit aussi interdire le cumul des fonctions syndicales responsables avec des fonctions politiques rétribuées, de même qu'avec des fonctions dans les organismes gestionnaires d'état ;

7° L'organisation syndicale ne s'oppose en principe à aucun parti, aucune secte, aucune église puisqu'elle ne les concurrence pas. Mais elle doit combattre toutes les tentatives faites en vue de paralyser l'action revendicative et gestionnaire des travailleurs d'où qu'elles viennent ;

8° L'organisation syndicale doit lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain, ni derrière l'impérialisme russe, ni derrière l'impérialisme français ou derrière toute autre forme d'impérialisme.

Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du travail, ni avec l'Organisation des nations unies.

Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir.

Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à l'Internationale.

La place nous manque pour reproduire le « programme minimum » adopté ensuite. En voici toutefois les points « revendicatifs » :

Elle (la conférence) se déclare pour :

- 1° La suppression du blocage des salaires ;
- 2° La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires ;
- 3° Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938 ;
- 4° Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution de salaire ;
- 5° Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail ;
- 6° Pour la suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche sans normes préalables ;
- 7° Pour la compression de l'éventail des salaires ;
- 8° Pour des conventions collectives nationales par branche d'industrie ;
- 9° Pour l'application de ces conventions à chacune des usines avec matérialisation des avantages acquis au cours d'une action particulière ;
- 10° Pour la suppression de l'intervention de l'Etat dans l'élaboration de ces conventions et contre l'arbitrage obligatoire, particulièrement pour la suppression de la loi du 23 décembre 1946 ;
- 11° Pour l'organisation des comités de chômeurs sous contrôle syndical ;
- 12° Pour la garantie du salaire minimum vital aux vieux travailleurs ;
- 13° Pour l'organisation de l'apprentissage ;
- 14° Pour la fixation du minimum vital des fonc-

tionnaires dans les conditions prévues statutairement;

15° Pour le financement total du reclassement des fonctionnaires à compter du 1er janvier 1949.

**

Voilà des éléments qui prêtent à réflexion.

La conférence a-t-elle été bonne? Eût-il fallu tenter autre chose? La création de cette Fédération des autonomes est-elle heureuse?

Encore une fois, l'avenir nous le dira.

Mais, que chacun en pense ce qu'il veut, une chose me paraît certaine: dans la mesure où des syndicables ne veulent plus rester à la C. G. T. et ne désirent pas adhérer à la C. G. T. F. O., il vaut mieux qu'ils soient à la Fédération des syndicats autonomes que... dans la nature.

Ch. CORDIER.

Pacifisme et Syndicalisme

A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire (Décision des Congrès confédéraux, rappelée dans la « Bataille syndicaliste » du 26 juillet 1914).

Dans son livre sur « Le Mouvement ouvrier français pendant la guerre » paru en 1934 aux éditions de la Librairie du Travail, Alfred Rosmer dénonça avec un rare courage la trahison des chefs socialistes, syndicalistes et anarchistes et la débâcle quasi-complète des intellectuels qui, surtout après l'assassinat de Jaurès, sonnèrent « le ralliement des peuples contre les tyrans » comme, vingt-cinq ou vingt-sept ans plus tard, leurs continuateurs (quand ce n'étaient pas les mêmes hommes) devaient prêcher « la croisade des démocraties » contre le fascisme.

Mais à côté de ce magistral procès des « syndicalistes révolutionnaires » et des « socialistes parlementaires » traités à leur classe, l'auteur brossa un tableau émouvant des efforts déployés le plus souvent dans la clandestinité par des militants, dont certains vivent encore, que n'avait pas gagnés l'hystérie de « l'union sacrée », en vue de maintenir « au-dessus de la mêlée » l'internationalisme prolétarien.

Entre le gigantesque duel anglo-allemand qui nous enleva nos pères et le non moins gigantesque duel russo-américain qui risque de nous arracher nos fils, a pris place une deuxième guerre dite de « libération » comme la première fut celle du « droit ». La troisième, qui se prépare, sera nécessairement celle de la « civilisation ».

Mais cette fois, les « îlots de résistance » sont restés à peu près inconnus et nul n'a aperçu ces « lueurs dans la nuit » dont parlait Rosmer, évoquant le magnifique appel de Zimmerwald d'où sortit la nouvelle internationale. Bien plus, le pacifisme, discrédité par l'étrange soumission au militarisme nazi de quelques-uns de nos plus ombrageux objecteurs de conscience non mobilisables, est devenu une sorte de maladie honteuse dont la Fédération syndicale mondiale elle-même se garde comme de la peste.

Qu'on se reporte aux comptes rendus officiels des conférences syndicales de Londres (6-17 février 1945), de Paris (25 septembre-8 octobre 1945) ou de Prague (9-14 juin 1947), le même chauvinisme s'y étale, peut-être pas toujours à l'échelle nationale, mais à coup sûr à l'échelle « occidentale ou orientale », pour reprendre une terminologie chère à nos diplomates onusiens.

Lorsque s'est tenue la conférence de Londres, l'Allemagne et le Japon n'avaient pas encore capitulé. Aussi n'était-il pas rare d'entendre des déclarations de ce genre :

« Il est nécessaire de poursuivre ces deux guerres avec la dernière énergie pour faire disparaître la menace du militarisme dans le monde ». (A. Deakin, Congrès des Syndicats britanniques).

« Nous faisons appel aux 60 millions de travailleurs que nous représentons pour soutenir sans relâche l'effort de guerre allié » (Message aux chefs de la conférence de Crimée).

Déclarations très voisines, on le voit, de celle de Jules Guesde, en septembre 1914 : « L'œuvre de défense nationale nous trouvera tous (les socialistes français) fidèles jusqu'à la mort du dernier d'entre nous ».

Alors que les statuts de l'Internationale, qui n'ont jamais été modifiés sur ce point, dictaient nettement l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre, on a assisté à un chorus effarant en faveur de la poursuite du grand massacre.

Après Attlee, premier ministre suppléant de Grande-Bretagne, rappelant que « les guerres modernes sont gagnées dans les usines et dans les ateliers aussi bien que sur les champs de bataille », c'est Robinson, délégué du C. I. O. américain, qui reconnaît avoir pris « l'engagement inconditionnel de ne pas recourir à la grève en temps de guerre » et qui ajoute : « Cet engagement a été tenu, malgré des provocations et de fréquentes injustices ».

C'est Chu Hsueh Fan, représentant l'Association chinoise des travailleurs, qui vante les avantages pour l'effort de guerre des nations unies, d'un nouveau « sweating system » tendant à « compenser le manque d'outillage industriel par le travail humain ». (Par exemple, il a fallu 400.000 ouvriers pour édifier une seule base aérienne pour superfortresses).

C'est Dupuy, proposant, au nom de la C.G.T. française, de « mettre sur pied une armée d'un million d'hommes pour aider les Alliés à détruire définitivement l'Allemagne ».

C'est Pillai, apportant l'adhésion de la Fédération des travailleurs de l'Inde et Hillmann celle du C.I.O. américain, pour « la mobilisation générale des millions de travailleurs » de leurs pays respectifs.

C'est Mme Beliva, du Conseil des syndicats de l'U.R.S.S., proclamant que « jamais les femmes n'avaient encore pris part à la guerre avec une volonté aussi indomptable d'aller jusqu'à la victoire ».

C'est Sir Walter Citrine, des Trade-Unions britanniques, qui, à deux pas de Trafalgar square et de Nelson road, décide que « les futures générations de jeunes Allemands ne doivent pas grandir au milieu de souvenirs guerriers, avec des noms de rues, de plaques commémoratives et de statues proclamant les victoires de l'Allemagne et glorifiant ses chefs militaires! »

A Paris, c'est Jouhaux affirmant, après la reddition des puissances de l'Axe, que « les démocraties ont montré leur supériorité incontestable dans la paix comme dans la guerre sur les dictatures, puisqu'elles les ont vaincues ».

Ainsi les gouvernements ont-ils pu imposer à la classe ouvrière, en plein accord avec les organisations syndicales « des décisions qui auraient, en temps normal, comme le disait encore Sir Walter Citrine, provoqué des émeutes ».

Quoi d'étonnant, après cela, que le règlement général de la F.S.M., adopté à la session du conseil général à Prague, dénie tout pouvoir de décision aux départements professionnels internationaux « en ce qui concerne les questions de politique générale », l'autonomie n'étant accordée à ces organismes qu'en matière purement « professionnelle et technique ».

Au reste la F.S.M. ne propose-t-elle pas, d'abord, d'exterminer le fascisme et ensuite, de combattre la guerre et les causes de la guerre ?

Autre symbole: la Conférence de Londres n'admettait que quatre langues « officielles » : l'anglais, l'espagnol, le français et le russe, ce qui fit que, ne connaissant que le grec, le délégué cypriste faillit n'être pas autorisé à parler!

L'esperanto — ce latin des prolétaires — inconnu, sinon banni, de l'Internationale ouvrière; Garry Davis, premier « citoyen du monde », expulsé du Palais de Chaillot, siège de l'assemblée des « nations unies » : quel rapprochement ne pourrait-on ne pas tenter entre ceci et cela ?

Quel enseignement, et quelle tristesse ! La paix ne sera-t-elle donc plus sauvée que par des « terroristes » ?

E. M.

L'autonomie permet tout?

La Fédération de l'éducation nationale est autonome. Position d'attente provoquée sans nul doute par la volonté de ne pas choisir entre la C.G.T. et la C.G.T.F.O. Elle a proposé le front unique au Cartel interfédéral des fonctionnaires F.O. et à l'Union des fédérations de fonctionnaires C.G.T. Le Cartel refuse de s'associer aux « staliniens » pour qui l'action corporative n'est qu'un prétexte à agitation politique. On passe outre et l'on s'entend avec les gens de la C.G.T. Ceux-ci noyant déjà la Fédération autonome de l'intérieur. Ils la plumeront de l'extérieur, avec une autorité renforcée. Ne pas choisir, c'est subir le choix imposé par les staliniens.

**

La Fédération de l'éducation nationale... autonome n'adhère pas à la Fédération syndicale mondiale. Mais elle adhère au département professionnel de l'enseignement dépendant de la F.S.M.

C'est le seul secrétariat professionnel international qui ait accepté de subir la loi d'un organisme dont l'indépendance à l'égard du Kominform s'apparente à celle des « démocraties populaires » à l'égard de l'U.R.S.S. Et les autonomes de l'enseignement français sont représentés au sein de cette filiale de la F.S.M. par un stalinien authentique particulièrement virulent. Cela ne trouble pas la sérénité des dirigeants autonomes.

Seulement nos camarades de l'« Ecole émancipée » ont-ils pris position contre la F.S.M. et ses filiales, avec la même fermeté et la même intransigeance que la minorité de la C.G.T.F.O. qui a réussi à rendre à peu près inefficace l'adhésion à la F.S.M., mollement votée par la majorité de F.O. ? On s'en réjouirait sans réserves.

**

« L'Ecole libératrice », organe du Syndicat autonome des instituteurs, publie des pages pédagogiques. L'une des dernières est consacrée à la querelle entre les mendellistes et les lyssenkistes sur la question de l'hérédité. Un « savant laïc et rationaliste » (sic !) que son « objectivité » n'empêche pas de s'attendrir sur les vertus du « lyssenkisme », affirme que cette controverse scientifique est un des aspects de « la guerre froide entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. » Il s'agit bien des U.S.A. ! Il ne s'agit même pas du fond de la querelle, sur lequel nous sommes incompétents. Il s'agit de savoir si un savant peut être brimé, condamné au silence, déporté, parce qu'il refuse de s'incliner devant les ukases d'un « bureau politique ». Quand on se prétend laïc et rationaliste, on n'a pas le droit de demeurer objectif, neutre et « autonome » lorsqu'une telle question se pose ! Ce n'est pas un conflit entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. C'est le vieux conflit entre Galilée et l'Inquisition ! C'est un conflit, ô savant camarade, entre votre conscience et votre opportunisme ! — R. H.

Anniversaire

Il y aura bientôt un an, naissait la nouvelle centrale syndicale. On peut aujourd'hui en dégager les caractères. C'est une maison accueillante où chacun peut exprimer librement ses opinions, et qui incline vers un réformisme de fait, beaucoup plus dangereux que le réformisme de doctrine, car il conduit à l'opportunisme politique, synonyme de médiocrité.

Il est honnête de reconnaître qu'au milieu des difficultés cette nouvelle confédération a fait son chemin et il est logique de rendre justice aux militants qui ont assuré la mise en place de l'organisation.

Il est non moins honnête et logique de juger des tentatives des politiciailleurs qui créent çà et là des formations hétéroclites. Cette fédération des syndicats autonomes, qui a dans son sein des militants comme Lacarce, connaissant parfaitement l'histoire du mouvement ouvrier, voit s'agiter autour de « l'Action sociale » des technocrates issus de formations politiques, qui ont beaucoup plus de capacité pour mettre le syndicalisme en équations que pour accomplir le travail du militant et assumer les responsabilités.

On ne saurait trop leur rappeler que les divergences de doctrine n'autorisent en aucun cas l'utilisation des ragots de couloir comme arguments de démonstration.

L'exemple de Monatte et de Merrheim prouve que, dans le passé, les syndicalistes ont su opposer des arguments qui font honneur à leur sincérité et à leur courage; on peut souhaiter que bien des figurants du jour s'en inspirent, afin de comprendre que le syndicalisme révolutionnaire n'a rien à voir avec les officines électorales.

Les camarades groupés dans la C.N.T. représentent un courant d'idées dont le développement peut se faire au sein de la Confédération F. O.

Dans l'heure assombrie par les perspectives difficiles, le regroupement syndical est un devoir pour tous et les élucubrations en vase clos de personnalités en mal de galon ne sauraient nous retenir, car le néant n'a jamais rien engendré.

Raymond LE RAI.

FAITS et DOCUMENTS

LUNDI 1^{er} NOVEMBRE. — Prise de Moukden par les communistes chinois.

MERCREDI 3. — Victoire de Truman aux élections présidentielles en U.S.A. Le parti démocrate s'assure la majorité au Congrès.

DIMANCHE 7. — Elections au Conseil de la République. Succès R.P.F. Avance des socialistes et des radicaux. Importantes pertes des communistes et du M.R.P. Grève de 24 heures du personnel d'Air-France.

MARDI 9. — Les communistes chinois marchent sur Nankin.

MERCREDI 10. — Suspension de douze administrateurs cégétistes des Houillères nationales.

JEUDI 11. — Bagarres aux Champs-Élysées, lors de la célébration de l'Armistice de 1918.

Les gouvernements anglais et américain décident de remettre à des administrateurs allemands la gestion des entreprises minières et sidérurgiques de la Ruhr, sous contrôle interallié. Le gouvernement français proteste.

VENDREDI 12. — A Tokio, le procès des « criminels de guerre japonais » se termine par la condamnation de l'ex-Premier ministre Tojo et six de ses co-inculpés.

SAMEDI 13. — L'Union des Syndicats (C.G.T.) ordonne une grève générale, à la suite des bagarres du 11 novembre. L'ordre n'est que partiellement exécuté, dans les transports et services publics.

MARDI 16. — Condamnation en Bulgarie à de lourdes peines de prison des chefs du parti social-démocrate.

Devant l'Assemblée Nationale, le ministre de l'Intérieur prononce un réquisitoire contre l'action communiste.

SAMEDI 20. — Démission du gouvernement belge. Condamnation des socialistes polonais à Varsovie. La police occupe le port de Dunkerque évacué par les grévistes.

La Fédération des Ports et Docks (C.G.T.) ajourne sa décision de grève générale.

VENDREDI 26. — La C.G.T. Force Ouvrière se prononce en faveur « de la libération des salaires » et contre toute atteinte au droit de grève.

SAMEDI 27. — Constitution d'un nouveau gouvernement Spaak en Belgique.

Les trois Fédérations d'Employés (C.G.T., F.O. et C.F.T.C.) préparent la grève pour maintenir les deux jours de repos consécutifs par semaine.

LUNDI 29. — La Fédération des Mineurs C.G.T. décide la reprise du travail.

MARDI 30. — Le parti communiste dépose la municipalité de Berlin et désigne comme maire Friedrich Ebert.

Le vote

des « notables »

Les syndicalistes n'ont jamais porté une attention passionnée aux élections de tout ordre. Ils pensaient que les batailles électorales ne résolvait rien. Ne disons pas qu'ils avaient tort et ne disons pas davantage qu'ils avaient raison. La façon dont un peuple se gouverne (ou se laisse gouverner) est souvent fort instructive et les institutions d'un pays expliquent bien des choses.

Le gâchis actuel ne tombe pas du ciel : il est en partie notre œuvre.

Depuis 50 ans et plus, on parle régulièrement de l'impuissance parlementaire. Notre hurluberlu de Colombey ne pouvait manquer de reprendre ce vieux slogan réactionnaire. Or l'impuissance parlementaire n'est pas congénitale (il est des Parlements qui fonctionnent bien) : elle est d'ordre institutionnel. Tout est organisé, en France, pour que rien n'aboutisse.

Pourquoi, par exemple, deux Assemblées élues ?

On connaît les vieux aphorismes des bien-pensants : La Chambre élue au suffrage universel est impulsive, téméraire, brutale. Aussi les lois qu'elle bâcle, au petit bonheur, doivent-elles être étudiées avec calme puis amendées, et parfois révisées par un Sénat.

A l'examen, on s'aperçoit que ces affirmations ne reposent sur rien. C'est, en effet, de la lenteur et de la timidité du travail législatif que nous devons nous plaindre. Un problème social digne d'intérêt est toujours étudié depuis de longues années quand on le porte au Palais-Bourbon pour qu'il arrive jusqu'au code. Les lois sur les syndicats ouvriers, la séparation des Eglises et l'Etat, l'impôt sur le revenu étaient « blettes » lorsque le législateur daigna les voter.

On parle aussi du « frein » que constitue une deuxième assemblée. Comme si ce frein n'existait pas déjà — très puissant — à la Chambre directement élue où les conservateurs ne se privent guère de pratiquer une opposition obstinée à tout projet qui menace leurs privilèges !

Qui veut sincèrement des institutions politiques efficaces doit dire que, s'il existe deux Chambres, l'une d'elles est inutile ou nuisible. Inutile quand l'accord règne entre les deux assemblées, nuisible quand elles se combattent car, alors, le gouvernement ne peut agir sans risquer d'être renversé.

Aussi, jadis, tous les républicains sincères fulminèrent-ils l'anathème contre les vieux calmans affairistes qui peuplaient le Sénat et le caractérisaient.

Seulement — heur ou malheur — il convient de noter ici que les institutions deviennent ce que les hommes les font. En Angleterre, les démocrates ont lutté avec une ténacité admirable pour réduire, de décade en décade, les pouvoirs des lords et contraindre leur assemblée à n'être plus qu'une chambre d'enregistrement dont les ronchonnements sont négligeables. En France, nous avons suivi une marche inverse. Avec une inlassable patience, les sénateurs ont travaillé à l'accroissement de leurs pouvoirs et à la reconnaissance de leur prépondérance en tout domaine. Qui tient la bourse tient tout. Par le canal du budget et du refus des crédits, nos sénateurs de 1938 et de 1939 avaient le dernier mot dans tous les débats politiques et sociaux. Ils renversèrent Blum quand et comme ils le voulurent.

Autres éléments de gâchis : la représentation proportionnelle et la multiplicité des groupes. Qué le scrutin proportionnel montre mieux que le scrutin uninominal comment les opinions se répartissent, rien de plus certain. Et après ? puisque la question n'est pas là. Pas là du tout. On vote pourquoi ? Pour avoir un gouvernement réalisateur. Or, où qu'elle ait fonctionné, la représentation proportionnelle n'a donné que des déboires et Harold Laski écrit à son sujet : « En Belgique elle a tendu à éliminer l'indépendance (de l'élu). En Suisse elle a tellement multiplié les groupes, que nulle opinion cohérente n'a pu s'en dégager. Cela implique toujours un gouvernement faible et celui-ci sous-entend finalement un gouvernement irresponsable. » Or l'irresponsabilité gouvernementale est inexorablement fatale à la liberté des citoyens.

Quant à la multiplicité des groupes, personne n'a oublié qu'au Reichstag issu de la Constitution de Weimar elle aboutit à un tel gâchis et à une telle

impuissance que les desseins d'Adolf Hitler furent grandement favorisés. Chez nous, la division est moins poussée, mais elle donne néanmoins des gouvernements hétérogènes, divisés contre eux-mêmes par les poussées contradictoires qui s'y manifestent. L'exécutif représente alors, dit encore Laski, « un ensemble général non d'opinions, mais de doctrines qui compromettent leur intégrité pour l'amour du pouvoir. Il signifie aussi des administrations de courte durée puisque les remaniements des groupes pour renverser le gouvernement sont l'exercice le plus intéressant que puisse se permettre la législative. Les administrations éphémères signifient qu'aucune politique cohérente ne peut être réalisée ».

En tout cas, le fait est là : jamais la France n'a connu un gouvernement de majorité. La solidarité ministérielle n'a pas davantage existé. D'où une pagaille endémique faisant le lit de la dictature.

La guerre passe quand, en ayant assez des phases alternées d'espérance et de crainte qui les brisent, les citoyens — à bout de nerfs — se résignent à préférer les certitudes de malheur aux affres de l'indécision. Il en va de même pour la dictature. Elle chemine, progresse et s'installe parce que les citoyens veulent en finir avec le « désordre » qui dérange tous leurs projets d'avenir.

Le besoin de stabilité est tout particulièrement ressenti par les ruraux, surtout dans les pays à habitat dispersé, car ce dernier impose l'isolement, le repli sur soi, la crainte et la colère au moindre trouble. Et à mesure que disparaissent, ailleurs, l'assolement triennal, les soles et les vaines pâtures — indivisiblement unis dans les pays d'« open field » — disparaissent aussi les rythmes collectifs d'activité qui créaient une communauté villageoise. Le lien social ? Dans nos campagnes, il n'est plus constitué que par l'église, l'auberge qui voisine avec elle et l'Etat lointain dont on se méfie, que l'on trompe, à qui l'on oppose une invincible force d'inertie mais que l'on vénère tout de même et de qui l'on exige des actes spectaculaires pour mettre à la raison les perturbateurs.

Le succès du général est dû à la prépondérance des ruraux et de leurs notables dans les élections au suffrage restreint. Celui-ci leur a permis d'exhaler la hargne et l'humeur massacrante à laquelle ils sont en proie depuis la « libération ».

Mais qui donc nous a mis dans ce beau pétrin, sinon messieurs les stalinien ? Pour faire figure de « bons Français », les hommes de la main tendue, ont accepté une seconde Chambre. Ils se croyaient bien fins ; on les a roulés. Ce qu'ils offraient on l'a accepté et l'on a conquis de nouveaux avantages à nos dépens. Demain, si ce n'est déjà fait, les nouveaux élus se proclameront sénateurs et exerceront de nouvelles prérogatives.

Les vrais révolutionnaires ont du bon sens. Ils évitent tout ce qui, de près ou de loin, peut ressembler à du putsch et ce qui met en garde l'adversaire tout en l'exaspérant. Avec leurs grèves tournantes, leurs piteuses, leurs rodontades, leurs vantardises, les stalinien ont créé un climat qui favorise grandement les entreprises des aventuriers qui suivent et conduisent la baderne galonnée de Colombey. — A.-V. J.

« Des vèpres berlinoises seraient certaines »

Le Monde a publié en août une correspondance de Berlin de son envoyé spécial Georges Blun, qui n'a pas perdu son actualité :

On s'est souvent demandé à quoi il convenait d'attribuer l'irréductible soviétophobie qui, à l'exception de quelques douzaines de marionnettes revenues dans les fourgons de Joukov et de Konlev, et trop compromis pour conserver la faculté de se déjuger, est le signe de la quasi-totalité des Berlinoises et, d'une manière plus générale, des Allemands.

A l'origine, cette aversion instinctive n'existait pas. Au contraire, une bonne partie du peuple, qui venait de subir douze années d'un régime impitoyable et avait vu s'effondrer et brûler ses plus belles villes l'une après l'autre, était prête à accueillir sans haine cette armée rouge dont les exploits commandaient son admiration. En moins de quinze jours, les affreux

ENTRE NOUS

Les 1.500 sont dépassés

Avec le mois de novembre, nous avons atteint et même dépassé les 1.500 abonnés. A la fin du mois, nous étions exactement 1.517. Des abonnés à jour de leurs versements. Des abonnés certains.

Les progrès les plus notables ont été accomplis, depuis juin, dans cinq départements : Oise, Loire, Loire-Inférieure, Haute-Garonne et Drôme. En revanche, Hérault, Meurthe-et-Moselle, Puy-de-Dôme et Haute-Vienne marquent une légère régression. D'autres progressent peu, ou restent stationnaires : Paris et la Seine, Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Gironde, Isère, Côte d'Or, Rhône, Saône-et-Loire, Marne, Maine-et-Loire, Seine-Inférieure, Haute-Savoie.

Répétons-le. Aussi satisfaisant qu'il paraisse — il n'avait jamais été atteint avant la guerre — le chiffre de 1.517 abonnés est loin de nos espoirs, de nos possibilités et de nos nécessités. Nous espérons que nos idées possèdent un rayonnement plus fort dans le mouvement syndical de ce pays. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'augmenter le nombre de nos lecteurs, que l'objectif des 3.000 abonnés n'est pas inaccessible, qu'il pourrait être rapidement atteint si beaucoup de nos amis cessaient d'être spectateurs, s'ils reprenaient un peu d'activité pour la revue qui leur est chère. Enfin, il faut sans cesse le dire et le redire, avec moins de 3.000 abonnés, notre petit budget ne s'équilibre pas. Vous le verrez par les chiffres de l'année 1948 que nous publierons dans le numéro de janvier 1949. Trois mille abonnés sont devenus pour nous, du fait de la hausse des prix, une nécessité !

Nous pensons pouvoir commencer, avec l'année nouvelle, un effort méthodique de collecte des abonnements, effort auquel nous désirons associer tous ceux qui veulent faire quelque chose pour la « R. P. ». Les camarades désireux de nous aider sont amicalement priés de se mettre en rapports avec l'équipe qui accomplit les besognes administratives.

A ce propos, dans sa dernière réunion, le « noyau » a dû enregistrer l'impossibilité matérielle pour notre ami Roger Hagnauer, qui a repris « sa classe », de continuer le travail de rédaction, et, comme Finidori revenait de courtes vacances (4 mois 1/2), nous l'avons chargé de remplacer Roger au poste délicat de « cuisinier ». C'est donc, désormais, Finidori qui coordonnera le travail de notre équipe de rédacteurs, qui bâtira les numéros, et qui recevra les suggestions et les critiques.

Tant pour la rédaction que pour l'administration, il vous suffira d'écrire à « La Révolution prolétarienne », 14, rue de Tracy, Paris (2^e), pour entrer en contact avec celles et ceux qui forment nos deux équipes bénévoles.

RENOUVELEZ !

Les abonnements expirés sont signalés aux camarades chaque fin de mois. Nous leur demandons de ne pas nous faire attendre leur renouvellement. Il nous serait trop coûteux de faire recouvrer par la poste. Permettez-nous d'insister sur cette condition de la bonne marche administrative. Car il nous est impossible de continuer longtemps le service à l'abonné qui ne renouvelle pas, à moins qu'il ne nous prévienne de son impossibilité momentanée.

AUX ABONNES POSSIBLES

Vous recevez notre revue pour la première fois. C'est que nous pensons qu'elle peut vous intéresser et vous être utile. Si nous ne nous sommes pas trompés, alors, n'hésitez pas à nous envoyer votre abonnement dès que vous aurez lu ces quelques lignes à votre adresse.

ses exactions de hordes déchainées, dépenaillées et alcoolisées balayèrent comme fêtu de paille l'euphorie naissante dont la persistance eût valu à la Russie un prestige inégalable et des gains matériels considérables. La paix du monde elle-même y eût peut-être gagné. Jamais l'Europe, qui ne s'en doutait guère n'avait été aussi près de sa « russification ». Mais quand des ruines encore fumantes et des taudis que les bombes et l'incendie avaient miraculeusement épargnés s'élevèrent les hurlements terrifiés des femmes et des filles, des gamines souvent, que l'on souillait en séries, nuit et jour, une haine implacable et une soif de vengeance sans appel s'incrûstèrent dans les cœurs ulcérés des survivants de ces six années d'hécatombe.

L'indiscipline était partout et le pillage devint vite général. On fusillait sans discernement et souvent des innocents tel ce vétérinaire, docteur Kuhn, deux fois exclu de la Wehrmacht pour antinazisme, qu'une rafale de mitrailleuse couchait pour toujours alors que treize militants nazis arrêtés en même temps que lui étaient remis en liberté...

Jamais les Berlinoises n'oublieraient, jamais ils ne pardonneront. Un camarade que j'avais connu sympathisant communiste, avant les hostilités, et auquel je demandais un jour de m'expliquer la raison de l'état d'esprit de ses compatriotes, me répondit par cette courte phrase : « Pour connaître et détester les Russes, il faut les avoir eus chez soi ! »

...Les Russes n'ont pas fait que perdre leur sympathie, ils ont également perdu leur confiance. C'est peut-être encore plus grave. Depuis trois ans qu'ils les voient violer tous leurs engagements, ignorer toutes les promesses même les plus solennelles, tenir pour nulles les ordonnances prises par Sokolovski dans un but de propagande et sans intention de les appliquer, la foi qu'ils pouvaient avoir, au début, dans la parole d'un Soviétique s'en est allée une fois pour toutes. Quand les Soviétiques, pour contrecarrer l'action des alliés, annoncèrent à grand tam-tam qu'ils étaient prêts à assumer entièrement le ravitaillement de la population 1 p. 100 des rationnaires des trois secteurs occidentaux acceptèrent cette offre, à leur corps défendant d'ailleurs. Quand les Russes créèrent leur mark-rouble, ils le répudièrent.

L'opposition des Berlinoises n'est pas exclusivement politique : elle est surtout biologique. C'est leur sang qui se révolte et non seulement leur conception de la liberté ou de la démocratie. Certes ils veulent vivre désormais en hommes libres et être maîtres de leurs destinées pour autant que faire se peut. Leur démocratie, si elle pouvait se matérialiser, serait plus disciplinée, plus organisée que la nôtre, et s'apparenterait davantage aux mœurs politiques des Britanniques qu'aux nôtres. Mais ce dont ils ne veulent à aucun prix, pas même au prix d'une amélioration prodigieuse de leurs conditions matérielles d'existence, c'est d'un totalitarisme à la russe.

Les Russes le savent et c'est ce qui explique leur ire, leur désarroi, leur manque de mesure, leur acharnement et leurs erreurs. Le 20 octobre 1946 des élections eurent lieu à Berlin — les premières depuis la guerre — pour la constitution d'un conseil municipal : les communistes furent battus à plate couture. La veille, les alliés avaient crié aux Berlinoises : « N'ayez aucune crainte ! Vous êtes des hommes libres, votez comme des hommes libres ! » C'est ce qui fut fait, et de ce jour-là, qui fut un sombre dimanche pour les Soviétiques, date le commencement d'une crise qui depuis n'a fait qu'empirer.

Les Russes ont cherché à prendre une double revanche contre les alliés et contre les Berlinoises simultanément. Les alliés ont contracté le 20 octobre 1946 envers les seconds une dette d'honneur. On veut être sûr qu'ils ne l'oublieront jamais. Car s'ils s'y laissaient entraîner, les Russes et leurs marionnettes n'oublieraient pas, eux, qu'ils ont un compte à régler avec toutes ces « vipères lubriques » qui les ont bafoués et qu'ils rendent responsables de leurs déboires. Des vèpres berlinoises seraient certaines. Nous n'exagérons rien : les allusions de cette nature abondent dans les feuilles d'obédience soviétique. Et il y a encore pour ranimer le courage d'une population qui n'en manque pas l'édifiant exemple de la zone voisine avec ses camps de concentration et ses prisons archibondés, ses arrestations arbitraires, ses enlèvements et sa famine latente.



Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.
Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (III^e)

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 21 - Décembre 1948

L'Allemagne, rempart ou avant-garde	R. LOUZON
Garry Davis	Y. DELAUNAY
En passant	
Comment reprendre la lutte ouvrière	C. RAVACHOL
La grève à La Mure	
Plus de grèves pour l'U.R.S.S. !	
Un exemple vécu : la grève des bateliers en 1933	Jan VALTIN
Le Manifeste communiste et la Révolution de 1848	M. COLLINET
La faillite du syndicalisme des fonctionnaires	Roger HAGNAUER

Le Carnet du Sauvage. — La mine aux mineurs. — Curieux champions de la liberté de la presse (P. MONATTE).

Notes d'économie et de politique. — Le massacre des vaincus, caractéristique des époques impériales. — Pourquoi Mao Tse Tung n'a pas d'ovions ? — Les vraies victoires du stalinisme. — Vérification (R. L.).

Dans l'Internationale. — Carlo Rosselli et le « partito d'azione ». — Chronique ouvrière italienne : le front du travail est brisé (L'HOMME DE LA RUE). — « Purge » en Tchécoslovaquie. — Deux congrès syndicaux américains (A. ROSMER). — Lettre d'Allemagne (FRITZ).

Livres, revues, journaux. — La révolution qui s'impose, par Jean Héraud (P. M.). — Staline le Terrible, par Suzanne Labbé (Jean COIRON).

Renaissance du Syndicalisme. — La conférence des syndicats autonomes (Ch. CORDIER). — Pacifisme et Syndicalisme (E. M.). — L'autonomie permet tout ? — Anniversaire (R. LE RAI).

Faits et Documents. — Le vote des notables (A.-V. J.). — Des vœux berlinois seraient certaines.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicaux, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'élever avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

CALMANN-LÉVY

Collection « LIBERTÉ DE L'ESPRIT »
dirigée par Raymond ARON

MICHEL COLLINET

LA TRAGÉDIE DU MARXISME

Si le marxisme est mort comme tentative d'expliquer scientifiquement la marche universelle des sociétés, il est vivant comme source passionnelle de l'activité et de l'espérance de millions d'hommes. L'auteur confronte les thèses et les prévisions de Marx avec la tragique réalité d'aujourd'hui.

Un volume in 8° couronne 344 pages 360 frs

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

publie la plus importante étude de

Robert LOUZON

depuis la parution de « L'Économie capitaliste » :

L'ÈRE DE L'IMPÉRIALISME

Vaste fresque de l'évolution du monde moderne tendant à l'**UNITÉ**. Analyse des problèmes essentiels posés par le conflit qui oppose l'**IMPÉRIALISME** américain et le **COLONIALISME** russe. Devenir de l'**HOMME**...

1 vol. in-16-jésus de 100 pages, 70 fr., franco 80 fr.

J. LÉFÈVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS 14^e TEL. ANJOU 635-75